Niveau(x) d'enseignement: 9 Numéro EDUQ : 8370153
Centre d'intérêt: 914

Baril, Jean-Marc.

Rapport de recherche sur les projets d'animation communautaire dans les SEAPAC : document de travail / Jean-Marc Baril ; [pour le] S.E.P., -- [Québec : Direction générale de l'éducation des adultes], 1974.
iii, 179 f. ; 28 cm.

Cote Dewey: 374.0143'09714/B252r Cote LC: LC/5254.2/.Q3

Descripteur(s): *Animation sociale *Education des adultes *Secondaire (Niveau)

Identificateur(s) de nom: *SEAPAC *Service éducatif, d'aide personnelle et d'animation communautaire

Identificateur(s) de sujet: *Animation communautaire

Le document constitue une première formulation des résultats d'une recherche entreprise auprès des commissions scolaires régionales afin de mieux éclairer la dimension de l'animation communautaire dans les SEAPAC (services éducatifs, d'aide personnelle et d'animation communautaire).

Le volume comprend trois sections. La première présente: 1. les antécédents de 1972-1973; 2. la politique de la DGEA en 1973-1974 vis-à-vis l'animation communautaire; 3. une analyse des projets soumis; 4. un exposé de la façon dont la recherche a été menée (rencontres avec des responsables et des animateurs). La deuxième section expose la démarche d'analyse des résultats et les hypothèses de fond sur l'animation communautaire. La dernière décrit brièvement douze projets visités.

Les rencontres avec les responsables et les animateurs des projets visités n'ont permis de produire ni des résultats conduisant à une mesure ou à une évaluation de ce qui se fait dans les commissions scolaires régionales, ni un ensemble de réflexions permettant d'identifier systématiquement des démarches de fonctionnement et des prises de positions explicites concernant l'animation du milieu. Tant et si bien que l'objectif de "rendre publiques" les réflexions des c.s.r. sur l'animation communautaire n'a pas été atteint.

Type de document: r
Auteur de l'analyse: jr

E 0 0 0 0230151

RAPPORT DE RECHERCHE SUR LES PROJETS D'ANIMATION COMMUNAUTAIRE DANS LES SEAPM

Paris J.M. Baril -SEP- 18 oct. 74

(Document de travail)

E D U Q 8370153

RAPPORT DE RECHERCHE SUR LES PROJETS D'ANIMATION COMMUNAUTAIRE DANS LES SRAPAC

Document de travail

Jean-Marc Baril
S.E.P.
Montréal, le 13 octobre 1974.

TABLE DES MATIERES

Page

TABLE DES MATIERES..... i

Avant propos..... ii

I- A LA RECHERCHE D'UN OBJET..... 1

1. Les antécédents 1972-73..... 1

2. La politique d'animation communautaire de la D.G.E.A. en 1972-73..... 18

3. Brève analyse des 43 projets soumis en 1973-74 22

4. Début de problématique..... 27

II- UN POINT DE VUE SUR L'ANIMATION COMMUNAUTAIRE.... 31

1. L'animation communautaire par rapport aux autres activités du S.E.A..... 31

2. Les opérations conduisant un S.E.A. à la réalisation d'une intervention d'animation communautaire..... 42

3. L'animation communautaire: une méthode de travail en groupe et une méthode de relation à l'ensemble du milieu..... 57

III- LES C.S.R. VISITEES: BREVE DESCRIPTION DES PROJETS..... 64

Avant-propos

Le présent document est une première formulation des résultats de la recherche entreprise auprès des C.S.R. en vue de mieux éclairer la dimension de l'animation communautaire dans les SEAPAC. Il a été réalisé avec l'aide considérable de Madeleine Vaney qui a travaillé à cette recherche pendant six mois.

Ce document est présenté actuellement pour seules fins de cueillir les commentaires de ceux qui le liront afin de perfectionner le fond et la facture du document. Vos remarques seront donc bienvenues.

Le document est formé de trois grandes sections:

1ère partie : A la recherche d'un objet

Dans cette partie nous rappelons les antécédents 1972-73, la politique de la D.G.E.A. en 1973-74 vis-à-vis l'animation communautaire, une analyse des projets soumis et enfin la façon dont nous avons effectué la recherche.

2ième partie: Un point de vue sur l'animation communautaire

Dans cette partie nous présentons la démarche d'analyse des résultats et les hypothèses de fond sur l'animation communautaire que nous soumettons à la discussion.

3ième partie: Les C.S.R. visitées

Nous présentons brièvement les projets visités et dans lesquels nous avons introduit des sections de nos entrevues dans le but de rendre accessibles le plus directement possible les C.S.R. telles qu'elles sont.

I- A LA RECHERCHE D'UN OBJET:

1. Les antécédents 1972-73:

A) Introduction:

L'année 1972-73 a été pour les SEAPAC à la fois l'année d'implantation du secteur SEAPAC et une période de discussion et de réflexion conduisant à l'élaboration d'une politique d'animation communautaire de la part de la D.G.E.A. pour 1973-74. En effet, dès les débuts de l'opération EVA[1], le problème de l'animation communautaire a commencé à être posé, autant du fait que certaines C.S.R. en faisaient ou voulaient en faire, parce que pour beaucoup de C.S.R. cela représentait un secteur d'activité obscur voire menaçant ou à cause des oppositions Multi-Média et SEAPAC à ce propos:

1) Le problème Multi-Média et SEAPAC: sans vouloir préjuger de l'état de fond de la querelle on a pu constater que l'ampleur de la discussion sur l'animation communautaire ainsi que la multiplication des projets en 1973-74 sont dues en partie à la "dramatisation" provoquée à ce propos par le contentieux Multi-Média et SEAPAC. Cela a forcé

---

(1) L'implantation du secteur SEAPAC en 1972-73 s'est articulée autour de deux pôles: l'énoncé et l'application de normes administratives et financières d'implantation et l'opération EVA (pour évaluation) lancée en février 1973 et dont les objectifs étaient autant d'animation que d'évaluation.

les C.S.R. à mieux se définir par rapport à leurs responsabilités vis-à-vis le milieu.

2) Les craintes entretenues à ce sujet par beaucoup de C.S.R.: la période intense de réflexion provoquée par EVA a entraîné beaucoup de C.S.R. à mieux asseoir leurs réflexions sur le phénomène SEAPAC. Il fut rapidement évident que si le "SEAP" (de SEAPAC) ne suscitait guère de difficultés le "AC" par contre soulevait de nombreux problèmes (est-ce notre mandat; c'est de la dynamite, c'est plein d'implications politiques; que vont dire nos commissaires, notre D.G. ?) tant et si bien que la plupart des participants ont sollicité de la D.G.E.A. une discussion plus approfondie à ce sujet (ce qui a conduit à consacrer la 5è rencontre EVA à l'animation communautaire) et ont souligné la nécessité d'une politique plus précise à ce propos de la part de la D.G.E.A.

3) Les C.S.R. qui en 1972-73 ont exercé de l'animation communautaire: au-delà de 25 C.S.R. ont en 1972-73 exercé des activités qu'elles qualifiaient d'animation communautaire[1]. La plupart d'entre elles étaient désireuses de poursuivre leur expérience mais dans un cadre plus

---

(1) On trouvera dans un document provincial publié en mai 1973 (E-II-E: Evaluation provinciale de l'expérimentation SEAPAC 1972-73, Partie II, Section E) une description de 17 projets d'animation communautaire SEAPAC 1972-73.

précis (meilleures ressources financières, support provincial adéquant, zones de manoeuvre mieux délimitées). Ces C.S.R. n'ont pas peu contribué à l'ensemble de la réflexion accumulée en 1972-73. Beaucoup d'entre elles d'ailleurs ont participé à un comité ad hoc chargé de préparer la 5è rencontre et qui a en outre largement contribué à l'élaboration des normes de mise en place de l'animation communautaire pour 1973-74.

L'ensemble du processus de discussion sur l'animation communautaire n'a pas conduit à une définition précise de l'animation du milieu pour une C.S.R. mais il a permis la réalisation de deux objectifs:

a) L'expression et la sensibilisation des C.S.R. à ce sujet et par voie de conséquence une meilleure vue de l'ampleur du problème.

b) La définition d'une politique expérimentale en 1973-74 d'animation du milieu permettant la réalisation d'un certain nombre de projets par les C.S.R. et devant conduire en cours de réalisation à une meilleure explicitation de la notion d'animation communautaire pour un organisme d'éducation des adultes.

Dans les pages qui vont suivre nous présenterons d'abord un résumé des interventions des participants à la 5è rencontre EVA sur l'animation communautaire

dans le but de faire sentir au lecteur "l'état d'esprit" des C.S.R. face à l'animation communautaire; ensuite nous examinerons les sections du document de politique SEAPAC 1973-74 relatives à l'animation du milieu dans le but de mieux cerner le "domaine d'activité" reconnu aux C.S.R.

B) EVA V:

Rencontre provinciale des responsables SEAPAC sur le thème de l'animation communautaire à l'Institut coopératif Desjardins (Lévis, avril 1973).

Note: La mise en forme des interventions recueillies s'est effectuée de la façon suivante: du côté gauche nous avons regroupé sous divers thèmes les interventions des participants, du côté droit nous avons tenté de résumer en quelques phrases la démarche de pensée et les "points chauds" de réflexion.

1) DEFINITION DE L'ANIMATION COMMUNAUTAIRE

A) Interrogations:

- dimension projet: c'est quoi un projet d'AM ? C'est proche de la notion d'intervention.
- dimension éducative d'un projet AC ?
- différence entre AC et éducation populaire?
- travailler auprès d'un petit groupe de 24, est-ce suffisant pour qu'on puisse parler d'AC ?

B) Impressions, certitudes:

- À long terme, qu'on le veuille ou non, l'AC conduit toujours à des implications politiques.
- AC touche à pop. OUT. L'aide aux étudiants pop. IN bien qu'on puisse faire de l'animation avec pop. IN.
- en AC on n'aura jamais la certitude qu'on ne s'éparpille pas. On n'aura jamais la certitude qu'on fait le bon type d'action.

Problème des implications politiques.

C) Définitions:

- pour un SEA c'est d'éveiller le leadership dans le milieu qui lui assurera l'AC. C'est pas d'assurer le leadership dans le milieu.
- amener les gens à développer un processus de prise en charge de leur propre système afin de les délivrer de la dépendance vis-à-vis l'Etat et autres (dimension de long terme: si on amène les gens en petits groupes à se prendre en charge, dans 5 à 10 ans il y aura possibilité d'action globale)
- essai d'embarquer les gens dans un processus d'apprentissage afin qu'ils soient capables de se dépanner, d'analyser une situation, qu'ils deviennent autonomes. On essaie de leur montrer comment résoudre un problème.

L'animation communautaire:

- c'est d'éveiller le leadership du milieu
- processus de prise en charge par les gens
- aider les gens par un processus d'apprentissage à devenir autonomes.

- il ne suffit pas de travailler avec des personnes réunies en groupe pour faire de l'AC. Ce qui fait la spécificité de l'AC, ce n'est pas le groupe mais la découverte de valeurs communautaires. Il faut que les gens décident de solutionner leurs problèmes ensemble.

La spécificité de l'AC provient du processus communautaire

- l'AC, c'est toute action qui permet aux personnes de s'autodéterminer.

- l'AC, c'est aider les gens à découvrir des besoins. C'est créer des besoins auxquels on ne peut répondre.

- l'AC (son but) amener les gens à se prendre en charge, amener un groupe à se prendre en charge, amener un milieu à se prendre en charge par une action d'éducation et/ou d'animation sociale face à une situation problématique en lui fournissant des outils nécessaires pour prendre plus de pouvoir plutôt pour influencer les autorités en place.

- amener les gens à se prendre en charge est aussi l'objectif de l'éducation populaire. L'AC c'est que c'est collectif. Groupe au sens sociologique identifié à un milieu avec identification d'une situation commune.

...et aussi du processus collectif

- l'AC, c'est de la dynamite. La DGEA devrait faire connaître à la population ce que c'est afin de lui enlever ses peurs.

mais l'animation communautaire c'est de la dynamite.

- faire de l'AC, ce n'est pas de prêter des locaux, du matériel, de financer des projets.

D) <u>Moyens pour en arriver à définir l'AC</u>:

- en définissant le rôle du responsable Seapac, on verra quelle conception chacun de nous a de l'AC; les limites, les effets escomptés, les buts poursuivis pourraient être éclairés selon les obligations du service.

- les définitions qu'on donne de l'AC sont par rapport à un milieu précis. C'est donc normal que les définitions soient variées.

- il faut parler des préalables à l'animation avant de parler des étapes du processus d'animation.

2) S.E.A. face à l'AC

A) Rôle du S.E.A.:

L'AC oblige à se poser une question: c'est quoi le rôle d'un S.E.A. ?

Synthèse proposée par un participant d'un groupe:
1) avons parlé de peur, dynamite
2) il y a une sécurité possible pour la clarification de notre rôle face aux demandeurs
3) on ne va pas entreprendre de grandes actions mais de petites
4) on va y aller doucement; on va être patient
5) comment aller chercher la vitalité du milieu ? En partant d'en bas, du terrain, en étant aux aguets, en creusant les besoins sous-jacents aux demandes de cours.

Le S.E.A. a-t-il un rôle de suppléance par rapport à des ressources manquantes dans le milieu: vg. loisirs et autres services para-éducatifs ?

SEA: rôle de suppléance dans le milieu ?

Est-ce qu'un S.E.A. doit prendre l'initiative d'une action dans le milieu ou attendre qu'on vienne le solliciter ?

doit-il prendre l'initiative ou attendre d'être sollicité ?

L'animation communautaire par un S.E.A., c'est d'éveiller les leaders qui dans le milieu assumeront l'AC. C'est pas d'assumer le leadership dans le milieu.

La fameuse distinction entre l'AC IN et l'AC OUT.

Identification des besoins:
c'est un grand jeu. Il y a un paquet de gens qui savent les besoins. J'aimerais mieux qu'on leur présente des services ou des objectifs possibles et que les gens choisissent. Il ne faut pas toujours recommencer à zéro;
oui, mais il faut dire aussi que les besoins changent;
on peut faire des propositions mais assez larges pour que les gens puissent y jouer. Notre job est aussi d'être critique vis-à-vis ce que les gens expriment mais en critiquant à leur rythme.

M.M.:- Avec M.M., j'ai pas vécu de problèmes "stressants". Ca me semble avoir surtout été au niveau provincial. "Laisse-les se chicaner. Si on attend après Québec, on peut attendre longtemps".
- Moi, j'en suis arrivé aussi à la même solution. Ca semble surtout être les D.G. et D.E.A. qui s'y sont opposés.
- Si M.M. fait de l'AC, pourquoi en faire ?

B) Mandat du SEA en AC:

Est-ce que les gens veulent de l'AM ?

L'AC, les SEAPAC, c'est l'affaire des affaires sociales, non ? C'est pas dans le rôle d'un SEA

Est-ce dans le mandat d'un S.E.A. ou des affaires sociales ?

Je suis d'accord pour répondre aux demandes d'aide mais je ne crois pas qu'il faille aller faire découvrir les besoins.

Réactions face au projet de Ligmery:
Je resterais dans le cadre du milieu éducatif.
Je coordonnerais d'abord SEA avec CEGEP et Université.

C) Préalables à AC dans un SEA:

On se doit d'éduquer nos supérieurs à l'AC.

Avant de se lancer dans l'AC il faut:

Nécessité que la CS adhère au projet d'AM. Mais jusqu'où ? Et conséquemment jusqu'où faut-il l'informer ?

- que la C.S. adhère à l'AC

Réglons nos problèmes internes, améliorons les services internes et ajoutons des services additionnels réels. Après seulement, allons faire les missionnaires dans le milieu.

- que nos services actuels soient bien dispensés avant de...

Selon le niveau d'évolution
- d'abord assurer un minimum de services à la clientèle
- vers l'extérieur travailler d'abord avec les organismes avec lesquels entre en relation notre clientèle: CLSC, service social, etc.

D) Gestion de l'AC dans un SEA:

Il faudrait que le responsable de l'éducation populaire soit en même temps resp. SEAPAC.

Lorsqu'on prend un groupe en charge, il faut assumer sa responsabilité même dans l'action.

3) MODALITES DE PARTICIPATION D'UN S.E.A. A L'AM

Des actions dans le milieu:
- Le S.E.A. prend l'initiative de ...
- Le S.E.A. est sollicité comme participant dans une action entreprise par un autre organisme. Les problèmes sont alors bien différents.

Un ordre de difficultés:
- attendre des demandes et y répondre: moins difficile
- aller chercher d'autres organismes, prendre l'initiative de susciter un réseau d'organismes: plus ou moins difficiles
- lancer, démarrer une action: plus difficile.

Je suis d'accord pour répondre aux demandes d'aide mais je ne crois pas qu'il faille aller faire découvrir les besoins.

A - Une modalité de participation d'un S.E.A.: action sur le milieu impliquant plusieurs organismes et où le S.E.A. n'a pas le leadership de l'action entreprise (cf. Chambly: ex. patients psychiatriques)

Une modalité: s'associer à des organismes

La notion d'organismes - ressources
- réseau (partenaires ?)

Notion d'organismes ressources ou réseau

Nous voulons commencer l'AC en contactant les organismes, les informer sur les services qu'on peut rendre et trouver le temps de répondre aux besoins des organismes, ceux-ci étant utilisés comme multiplicateurs.

Réaction face au projet de Magnery: je resterais dans le cadre du milieu éducatif. Je coordonnerais d'accord S.E.A. avec CEP/EP et Université.

Réticences à passer par les organismes: ne sont pas représentatifs de la population. Nous devrions simplement nous présenter comme ressources aux besoins déjà identifiés et non pas travailler à faire surgir de nouveaux besoins.

B - Une autre modalité: L'AC et l'éducation populaire

Nous rejoignons des personnes par les cours d'éducation populaire mais il y a une population non rejointe par les cours que nous touchons autrement. D'une part, on crée des lieux dans les milieux populaires via des moyens de type communautaire; d'autre part, on établit la collaboration avec 200 organismes(C.E.C.M.)

Une modalité: utiliser l'éducation populaire.

On intervient en AC par l'intermédiaire des centres d'éducation populaire (ex. Carrefour d'éducation populaire). On nous demande des écoles désaffectées, des services, de l'administration. On crée des structures d'accueil (centres) dont les directeurs agissent comme animateurs

C - Une autre modalité: former de petits groupes et les amener à réfléchir, à se poser des questions.

Une modalité: former de petits groupes de travail.

D - Une autre modalité: avoir un centre physique où les gens peuvent se réunir.

Une modalité: avoir un centre physique de réunion.

E - Une autre modalité: capitaliser sur la clientèle déjà atteinte.

Une modalité: utiliser les étudiants pour rejoindre l'ensemble de la population (multiplicateurs).

On pourrait passer par le fichier des étudiants adultes actuels et passés. Ils pourraient servir de multiplicateurs. Ils connaissent le milieu

F - Une autre modalité: une stratégie à base de mass média

Présentement, je pense à un moyen pour rejoindre toute la population. Il s'agirait de faire une émission hebdomadaire à la télévision. Ce moyen me permettrait de toucher un paquet de personnes. En animation, on a des besoins prioritaires. Si on agit avec un petit groupe, on ne peut négliger la population. Il y a différentes formes d'animation communautaire: on peut s'attaquer à des problèmes précis avec de petits groupements, à des problèmes moins urgents avec un plus gros groupe, soit la population.

Une modalité: utiliser les mass-média.

G - Education et action, transfert du leadership

Est-ce qu'un S.E.A. doit prendre l'initiative d'une action dans le milieu ou attendre qu'on vienne le solliciter ?

L'animation communautaire par un S.E.A. c'est d'éveiller le leadership dans le milieu. Ils assumeront l'AC. C'est pas d'assumer le leadership dans le milieu.

Travailler avec un petit groupe de dix (par ex.) peut être de l'animation communautaire parce qu'ils peuvent être des leaders et des agents multiplicateurs.

L'animation communautaire, c'est important pour moi au départ. Après ça, ce sont les gens qui continuent. Les groupes nous considèrent comme un outil. Ils vont chercher eux-mêmes leurs informations.

Ce n'est pas à nous à faire l'action. Il faut conscientiser les gens à leurs besoins, à leur milieu.

4) Conditions d'opération efficaces:

A) Conditions de base

Au moment où une CS présente un projet d'AC, il me semble important qu'elle ait identifié avec précision sa position face à l'AC et qu'elle puisse l'exprimer avec cohérence verbalement ou par écrit.

La C.S.R. doit identifier clairement sa conception de l'AC.

Le SEA ne peut faire d'action efficace s'il est isolé des autres organismes. Mais en collaborant avec d'autres organismes du milieu rejoint-on vraiment les besoins de la population ? Faut garder une attitude critique...

Etablir une liaison quelconque avec les organismes du milieu.

Il est avantageux de travailler dans un pool de ressources et de réseaux. Ca facilite l'AC.

Expliquer son action aux organismes.

Dans toute action dans le milieu entreprise par un SEA, il serait important qu'il s'identifie clairement face aux autres organismes du milieu, qu'il "montre ses couleurs". Autrement, on glisse rapidement vers des interventions "monopolisantes"...

Il faut que la CS adhère au projet AM. Mais jusqu'où ? et conséquemment jusqu'où faut-il l'informer.

Extrême nécessité pour l'animateur d'informer régulièrement le responsable SEAPAC et pour ce dernier d'informer le DEA.

Le D.E.A. doit être constamment bien informé.

Avec les populations visées, il faut être très clair, leur dire ce qu'on veut faire avec eux. Ne pas promettre plus que ce qui est possible compte tenu du contexte.

Avoir une relation nette avec la population.

Lorsqu'on prend un groupe en charge, il faut assumer sa responsabilité même dans l'action.

Il faut travailler avec des multiplicateurs du milieu.

B) Prérequis fonctionnels

Identification et inventaire des besoins

Un commun accord d'intervention avec autres organismes de la région

Inventaire des organismes.

C) Rôles et étapes dans l'animation

Discuter du projet avec les intéressés pour l'éclaircir. Les aider à planifier les objectifs qu'ils poursuivent.

Suites à l'intervention:
Le problème de la transmission du leadership, Plonger dans l'action ou pas. Si on plonge pas, il faut une stratégie de repli.

Doit-on plonger dans l'action ou pas ?

Ce n'est pas à l'animateur de résoudre le problème des membres du groupe mais de les aider à ...

Je me retirerais dès qu'il y a action. Je retirerais mon animateur. Je n'endosserais pas d'action de groupe.

D) Aboutissants de l'AC

Il faut finaliser les besoins déjà identifiés et ne pas essayer l'approche globale. Il faut identifier les besoins existants, ne pas en créer.

Il est inutile d'amener les gens à exprimer leurs besoins si d'une autre main l'Etat refuse de donner des moyens pour satisfaire ces besoins (ex. de cours refusés)

Il faut que les résultats de l'intervention d'animation communautaire aboutissent à des solutions pratiques et réalisables.

Je ne suis pas intéressé à faire de l'animation pour de l'animation. En faisant de l'animation, il faut que les gens aient la possibilité de déboucher sur des possibilités réelles. Il faut avoir des objectifs restreints, prendre des problèmes que l'on peut régler.

5) DEFINITION DE LA CLIENTELE, CIBLES-STRATEGIES

Il faut aller plus loin que de dire "services communautaires". Il faut essayer de préciser les clientèles prioritaires. Il faut que le S.E.A. ait des priorités.

L'A.C. s'adresse-t-elle nécessairement aux défavorisés? Pourquoi pas au niveau des gens en place, des organismes? Ou exclusivement aux défavorisés?

La population IN: je pense que ça doit être le milieu privilégié.

Je prends l'option d'animer des organismes.

Le choix des cibles ou clients est déjà un choix politique.

Travailler avec des gens motivés et faire en sorte qu'ils deviennent des multiplicateurs.

Travailler avec un petit groupe de dix (par ex.) peut être de l'animation communautaire parce qu'ils peuvent être des leaders et des agents multiplicateurs.

6) Évaluation de l'action:

Comment évaluer un projet d'AU en termes qualitatif et quantitatif ?

7) Conflits anticipés:

Des conflits possibles avec:
- resp. de l'éducation populaire
- DEA
- directeur des services aux étudiants du régulier

Dans mon expérience, le système n'accepte pas de prendre les décisions après consultation de la population. Les efforts de participation sont refusés par la CSR

8) Motivations à faire de l'AU

Il faut se demander si on travaille pour le monde. Quelle est la motivation: le "monde" ou si elle se dirige vers le plaisir de faire un beau projet. Il faudrait pas charrier notre système de valeurs.

N'as-tu pas peur d'imposer tes valeurs ? Si les valeurs de cértaines personnes t'apparaissent insignifiantes, n'auras-tu pas le goût de les sensibiliser à tes valeurs ?

2. La politique d'animation communautaire de la D.G.E.A. en 1973-74:

L'objectif de la politique d'animation communautaire de la D.G.E.A. en 1973-74 était de "favoriser une expérimentation à la fois audacieuse, dynamique et ouverte mais aussi lucide, mesurée et progressive de l'animation du milieu"(1).

Ne s'étant pas jugée apte à définir a priori le contenu d'activités d'une politique d'animation communautaire, la D.G.E.A. s'est plutôt attachée à préciser pour 1973-74 les conditions d'exercice des activités en se disant que la mise en acte d'un certain nombre de projets permettrait moyennant certaines conditions d'aboutir au bout du processus à une meilleure connaissance de ce que pourrait être pour un organisme d'éducation l'animation communautaire. Aussi limite-t-elle les programmes d'animation du milieu à trois restrictions a priori:

a) "Ne peuvent être autorisés comme projet (tout ou partie) d'animation du milieu des subventions faites par un S.E.A. à un organisme ou groupe de population ni le don de biens meubles et immeubles".

b) "Ne peuvent être autorisés comme projet (tout ou partie) d'animation communautaire relevant du secteur SEAPAC des cours

---

(1) Les citations qui sont présentées dans la présente partie du document sont toutes tirées du document de politique SEAPAC 1973-74 de la D.G.E.A. (27 juillet 1973) notamment pp. 30-55.

d'éducation populaire et de formation de base. Soyons précis: sont exclus comme projet (tout ou partie) d'animation du milieu les moments formels d'apprentissage et non les activités de recrutement, d'animation, d'évaluation, de "suite à donner" qui entourent ces moments formels d'apprentissage".

c) "Le budget consacré à l'animation du milieu ne peut dépasser" ...: suivent des considérations sur les sommes à consacrer. Voir à ce propos p. 31 du document de politique SEAPAC 1973-74.

Après avoir présenté ces restrictions a priori, la D.G.E.A. expose les critères connus à partir desquels elle s'engage à juger de l'attribution des projets:

Critères:

a) "Les antécédents du S.E.A. et son expérience concernant des projets analogues".

b) "La situation du S.E.A. à l'intérieur de la C.S. et notamment le type de relation entre le directeur (ou coordonnateur) de l'éducation des adultes et le directeur général".

c) "La solidarité de l'équipe qui présente le projet (directeur de l'éducation des adultes, responsable SEAPAC et responsable immédiat du projet d'animation du milieu si ce responsable est déjà au service du S.E.A. au moment de la présentation du projet d'animation du milieu)".

d) "S'il s'agit d'un projet en territoire Multi-Média, le type de relation qui existe entre l'organisme régionale de Multi-Média et le S.E.A. promoteur d'un projet d'animation du milieu".

e) "La connaissance du milieu socioculturel où s'implanterait le projet d'animation du milieu; la connaissance factuelle des autres organismes de services du territoire et une interaction minimale avec ces organismes".

f) "La prévision des difficultés et des mécanismes adéquats pour traiter ces difficultés".

g) "La cohérence interne du projet: structuration des valeurs, objectifs, moyens, cibles et stratégies du projet".

h) "La congruence du projet avec les autres activités du S.E.A. promoteur du projet d'animation du milieu: vg. un directeur d'éducation des adultes refuse toute activité d'animation du milieu étudiant adulte susceptible de l'amener à des remises en question; par ailleurs, ce même directeur serait prêt à se lancer dans l'animation du milieu... La capacité d'un S.E.A. de se remettre en question, de trouver des solutions inédites tout en tenant compte de contraintes inévitables constitue peut-être la garantie essentielle de réussite d'un projet d'animation du milieu".

i) "Les effets multiplicateurs du projet d'animation du milieu présenté".

j) "La conscience du choix que l'on fait en présentant tel projet plutôt que tel autre".

La lecture des restrictions a priori et des critères présidant au choix confirme ce que nous affirmions tantôt: la D.G.E.A. ne fournit aucune définition de contenus d'activités sauf en restreignant certains contenus possibles: pas de dons, pas de cours d'éducation populaire ou de formation de base (moment formel d'apprentissage) et enfin les fonds destinés à l'animation communautaire ne doivent pas financer "en double" les activités déjà reconnues et autorisées qu'en finance à partir du budget régulier d'opération (@0.53 heure-formation); en outre les critères d'approbation de projets concernent plus les conditions de succès environnantes que les contenus possibles de projets. On peut donc conclure que la D.G.E.A. se soit davantage prononcée sur les conditions <u>administratives</u> de mise sur pied de projets que sur le contenu d'animation communautaire. Cela nous force donc, dans un premier moment de recherche, à considérer tous les projets soumis (acceptés ou refusés) comme étant la première définition de ce qu'est l'animation communautaire. Dans les pages qui vont suivre nous avons tenté une brève analyse des valeurs, objectifs et cibles tels qu'ils ont été présentés dans les projets afin de dégager un premier portrait de ce qu'est l'animation communautaire pour les C.S.R.

3. Brève analyse des 43 projets soumis en 1973-74:

Notre premier objectif de recherche était de réaliser une analyse de contenu des 43 projets soumis à partir des catégories de présentation de projets tels qu'exposés dans le document de politique SEAPAC 1973-74. Nous nous sommes vite aperçus que cela présentait énormément de difficultés et principalement parce que les catégories n'étaient pas comprises de la même façon par les C.S.R.: ainsi par exemple, telle C.S.R. spécifie telle valeur qui pour telle autre C.S.R. devient un objectif; d'autre part, plusieurs catégories n'ont pas véhiculé l'information souhaitée probablement du fait qu'il n'était pas possible de recueillir certaines informations par le véhicule proposé (ex.: les relations à l'intérieur du S.E.A.). Néanmoins, une brève analyse des catégories "valeurs", "objectifs" et "cibles" nous a paru donner des renseignements intéressants fussent-ils de première approximation.

A) Les valeurs: l'animation communautaire véhicule une philosophie de l'éducation:

L'animation communautaire évoque pour les C.S.R. un ensemble de valeurs portant sur les personnes, les groupes, les services éducatifs, les environnements de la société. Ces valeurs appartiennent toutes au même "bain culturel" et c'est ce "bain" qui sous-tend à peu près tous les projets. Un regroupement sommaire des projets soumis autour des thèmes suivants est à cet égard révélateur:

1) Capacité qu'a toute personne, tout groupe ou toute communauté à s'éduquer et s'autodéterminer (prise en charge). — 27 projets

2) Pluralité et variété des besoins éducatifs de la personne, du groupe et de la communauté. — 13 projets

3) Droit des adultes à des ressources éducatives (aux services offerts par le S.E.A.); rendre le S.E.A. et ses services accessibles; implication du S.E.A. dans le milieu. — 12 projets

4) Promotion personnelle et collective par le groupe; intégration de l'individu à sa communauté. — 11 projets

5) Droit d'une population à contrôler l'évolution de son milieu (développement communautaire); la responsabilité des citoyens dans les actions de transformation du milieu (participation des citoyens). — 4 projets

6) Développement des ressources éducatives du milieu. Utilisation par les adultes. — 4 projets

7) Formation sur le terrain, à même l'action; se centrer davantage sur des processus que des contenus. — 4 projets

A l'analyse, ces thèmes valoriels révèlent qu'un plus grand nombre de projets sont formulés en termes d'éducation (1,2, 3,6,7) qu'autrement. Les autres thèmes, moins nombreux certes, sont de même origine idéologique mais formulés en termes plus globaux. Ils révèlent que la philosophie de référence des projets fait appel aux mêmes valeurs de fond:

- valeur de la participation,
- valeur de l'auto-éducation,
- valeur de l'autodétermination,
- valeur de l'environnement total comme environnement éducatif,
- valeur de l'action collective et communautaire,
- valeur du vécu du changement et des processus acquisitifs plutôt que d'acquisition de contenus.

Cette philosophie est la même, dans ses lignes de fond, que celle qui sous-tend le programme Multi-Média, l'Opération Départ (Montréal), le Régime de Formation, Séséne et plusieurs expériences d'animation communautaire réalisées au Québec au cours des dernières années. C'est la mise en forme opérationnelle de ces coordonnées valorielles qui variera d'une expérience à l'autre. Dans le cas des projets des C.S.R. cette mise en forme commence par l'expression d'objectifs et le re-

père de cibles.

B) Les objectifs: domaine d'application des valeurs:

Comme nous l'avons déjà souligné tantôt, la façon dont a été comprise la distinction entre objectifs et valeurs conduit à de sérieux troubles de lecture. On ne peut placer sur le même pied un objectif tel "répondre aux besoins du milieu en termes d'information et de communication" que l'on peut qualifier d'objectif de fond et l'objectif "faire l'inventaire des organismes et des ressources" que l'on peut qualifier d'objectif médium à des objectifs de fond. Aussi, tout en ayant conscience d'avoir peut-être réduit certains projets, nous avons tenté une classification des projets à partir de catégories identifiant des objectifs plus proches de la démarche concrète entreprise durant l'année. Cela donne le tableau qui suit:

1) Atteindre des groupes ou communautés; les aider à se regrouper, à identifier leurs besoins, à acquérir des habiletés; aider à la réalisation de projets déjà formulés (7 projets poursuivent concurremment l'objectif énoncé ci-haut avec un autre objectif énoncé plus bas; 5 projets le font en concurrence avec l'objectif qui suit immédiatement). — 31 projets (23 projets acceptés et 8 projets refusés)

2) Atteindre, rejoindre, mieux connaître, stimuler les organismes du milieu, les groupes organisés; organiser un réseau de collaboration avec les organismes. — 12 projets (9 projets acceptés et 3 refusés)

3) Identifier les besoins de la population; connaître le milieu et prévoir des réponses. — 6 projets (5 projets acceptés et 1 refusé)

4) Rapprocher les services du S.E.A. de la population par l'implantation d'un centre de services. — 2 projets (les 2 projets ont été refusés)

Comment interpréter ces résultats ? Il est certain qu'une remarque générale vaut pour l'ensemble des projets: l'année 1973-74 a été, à toutes fins pratiques, pour la plupart des C.S.R., l'occasion première de commencer à se familiariser avec les activités d'animation communautaire; il n'est donc pas interdit de penser que le domaine d'action entrevue pour cette année 1973-74 soit un premier découpage, une entrée en matière; on peut penser également que les C.S.R. ont procédé du plus familier à l'inconnu. Dans cette perspective, la grande concentration de projets dans la première catégorie de projets n'a rien de surprenant, ni non plus que six projets aient pour objectif d'identifier les besoins ou de connaître le milieu. Seules sept C.S.R. ont poursuivi de façon formelle l'objectif de rejoindre les organismes et encore le font-

elles en concurrence avec des objectifs de la première catégorie.

c) Les cibles de population:

Nous n'avons pu regrouper de façon exclusive les cibles énumérées dans les projets. À tout le moins, les catégories présentées ont valeur dénominative. Elles dénotent la variété possible d'articulation de cibles.

1) Population d'un ou quelques villages ou quartiers. — 14 projets

2) Milieux et groupes peu organisés; personnes défavorisées d'un quartier ou village; population à faible revenu. — 13 projets

3) Population adulte de la C.S.R. — 12 projets

4) Groupes populaires, organismes, institutions.

5) Groupes caractérisés: étudiants adultes, parents, drop-outs, toxicomanes. — 8 projets

4. Début de problématique:

Au départ de la recherche, nous avions donc les éléments suivants:

a) Le sentiment de plusieurs C.S.R. (à partir d'[illegible]) que les C.S.R. avaient des responsabilités autres que celles qu'elles

ont remplies à date vis-à-vis le milieu. Elles ont identifié ces responsabilités de l'ordre de l'animation communautaire. A cette responsabilité était associé également un sentiment d'insécurité, la plupart des C.S.R. ne sachant trop comment se situer concrètement face à l'animation communautaire.

b) Une politique administrative de la D.G.E.A. définissant les exclusions et les conditions environnantes de sélection des projets d'animation communautaire.

c) Un portrait grossier de la façon dont les C.S.R. ont combiné leur sentiment de responsabilité en animation communautaire et les moyens mis à leur disposition par la politique SEAPAC 1973-74.

d) Enfin, un certain bagage théorique sur l'animation, l'animation sociale, l'organisation et le développement communautaire. Ce bagage, précieux sans doute, était difficile à utiliser de façon cohérente dans un premier temps. Il nous a semblé que tant que nous n'aurions pas une première appréhension globale de ce qui se fait et un premier embryon de synthèse les réflexions théoriques seraient difficilement utilisables.

Il nous a fallu au départ préciser notre mandat et par le fait même l'objet de la recherche. Nous avons rapidement écarté la responsabilité de fournir à la D.G.E.A. et aux C.S.R. une définition de ce que pourrait être ou devrait être l'animation commu-

nautaire sans nous fixer comme objectif de faire remonter à la surface un certain nombre de faits, d'observations, d'expériences susceptibles de fournir de l'eau au moulin à une éventuelle définition de l'animation communautaire pour un organisme d'éducation. Dans cette perspective, nous sommes partis sur le terrain comme l'on dit en jargon de recherche avec comme seul objectif de faire parler les responsables SEAPAC et les animateurs[1] avec un certain nombre de repères grossiers et objectifs de discussion: en aval du projet les liens du projet avec la D.G.E.A., le S.E.A., la C.S.R., en amont avec les cibles de population, les organismes, le milieu dans son ensemble. Nous leur demandions d'abord de nous parler du "présent" de leur projet pour explorer par la suite les autres dimensions. Cette démarche a conduit à des résultats aussi variés que de C.S.R. rencontrées. Les circonstances concrètes ont souvent fait que certaines rencontres ont été moins profitables que d'autres (disponibilité des animateurs, brièveté des rencontres, ajustement à faire de nos attentes et des perceptions des interviewés). Au bout du compte, de ces rencontres on ne peut pas tirer grands résultats conduisant à une mesure, une évaluation de ce qui se fait dans les C.S.R.:

---

(1) Certains pourraient s'étonner des interlocuteurs que nous avons rencontrés sur le terrain (animateurs, responsables). En effet, pourquoi pas les participants ? Il faut se rappeler que la plupart des projets ont démarré fin janvier 1974 et par conséquent nous arrivions en visite à un moment inopportun pour de tels contacts avec les participants, la plupart des projets étant un processus d'implantation.

ce serait d'ailleurs largement prématuré; ni non plus, un ensemble de réflexions permettant d'identifier systématiquement des démarches de fonctionnement, des prises de positions explicites concernant l'animation du milieu. Tant et si bien que notre objectif de "rendre publiques" les réflexions des C.S.R. sur l'animation communautaire n'a pas été atteint. Il nous a été impossible de restituer les entrevues telles qu'elles se sont déroulées; on s'en rendra compte en lisant la troisième partie de ce document où nous présentons brièvement les projets visités.

Nous nous sommes donc retrouvés en fin de processus d'entrevues avec un problème aussi entier qu'au début, celui de trouver un ensemble de filons conducteurs permettant d'organiser, de rentabiliser les rencontres effectuées. Nous nous sommes alors résignés à élaborer une réflexion sur l'animation communautaire qui bénéficie des rencontres effectuées mais sans associer la responsabilité des C.S.R. Les pages qui vont suivre ne sont pas les réflexions des responsables SEAPAC ni des animateurs des C.S.R. rencontrés mais nos réflexions personnelles résultant de ces visites, de nos lectures et de nos idées personnelles. Nous sommes donc conscients des limites du texte qui va suivre et nous espérons que les feed-backs que pourront susciter la lecture et la discussion du présent document fussent-ils à la défaveur de nos idées contribueront à faire progresser la discussion sur l'animation communautaire.

II- UN POINT DE VUE SUR L'ANIMATION COMMUNAUTAIRE:

1. L'animation communautaire par rapport aux autres activités du S.E.A.:

Dans le souci de situer l'objet de l'animation communautaire, il nous a semblé qu'une des pistes à explorer était celle d'inventorier la place de l'animation communautaire par rapport aux autres activités du S.E.A. Pour y parvenir, nous avons dû inventer de toutes pièces une démarche y conduisant. Ce qui au début n'était qu'un jeu nous est apparu, malgré son caractère construit, profitable car il nous a semblé pouvoir situer et rendre compte d'un certain nombre de faits et situations que l'on retrouve dans le concret des rapports S.E.A. versus milieu. Pour situer l'animation communautaire nous avons tenté de la situer dans un modèle expansif de relation S.E.A. - milieu.

A) Méthodologie employée:

Pour la clarté du modèle nous avons réduit l'ensemble des relations S.E.A. - milieu à un échange d'informations où selon les états du système l'un ou l'autre est émetteur ou récepteur. Comme notre objectif est de préciser la transformation que suppose l'introduction d'activités

d'animation communautaire dans un S.E.A., ce sont les états de récepteur et d'émetteur du S.E.A. qui seront privilégiés dans le système.

Au départ donc, un premier état où le S.E.A. exerce un certain nombre d'activités de formation professionnelle, générale ou socioculturelle, des activités d'aide personnelle et dispose de ressources pour exercer des activités d'animation communautaire; également, un premier état où le milieu émet un certain nombre de signaux dont certains sont adressés directement au S.E.A. et dont un nombre indéterminé sont adressés indirectement au S.E.A. Dans les états déterminés du système S.E.A. - milieu qui suivront, nous traiterons d'abord d'un état rendant compte des signaux du milieu adressés directement au S.E.A. et ensuite d'un état rendant compte des signaux adressés indirectement au S.E.A.

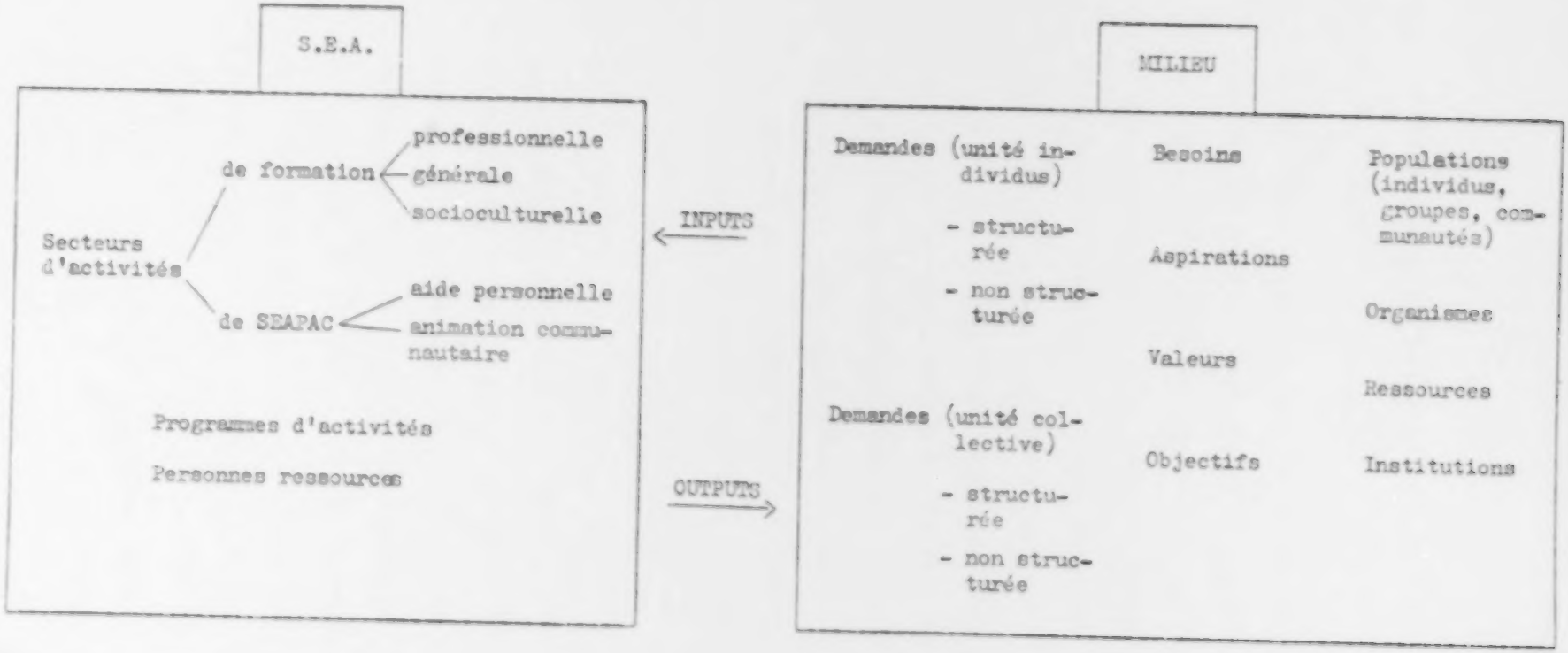
B) Etat I du système:

Inputs des signaux adressés directement au S.E.A. et outputs des traitements de ces signaux.

ETAT I du système:

Inputs des signaux adressés directement au S.E.A.

et outputs des traitements de ces signaux.



1o Inputs des signaux adressés directement au S.E.A.:

a) Définition: signaux dont le déterminant initial et terminal est l'unité émettant au S.E.A. Ces signaux peuvent être porteurs d'une sémantique et d'un support traitables immédiatement (i.e. sans tranformation) par le S.E.A. ou après des opérations de transformation. La condition de définition de l'unité est la définition que l'unité donne d'elle-même. C'est donc dire qu'elle peut se définir comme individu, groupe ou communauté. Il s'agit enfin de signaux ou l'initiateur de l'échange d'information est l'unité émettant au S.E.A.

Restriction: pour les fins du présent travail, seuls les signaux porteurs d'une demande d'information (services - information) seront considérés dans les INPUTS de L'ETAT I du système. En conséquence, les expressions "signaux adressés directement au S.E.A." et "demandes" seront considérées équivalentes. D'autres signaux, tels les feed-backs pourraient être considérés dans un modèle plus global.

b) Catégories de demandes: si du côté des unités émettant les signaux on distingue les unités individus et les unités collectives (groupes en communauté) et de l'autre les signaux structurés (traitables immédiatement) et les signaux non structurés (nécessitant des transformations en vue d'un traitement) on obtient quatre types de demandes:

1) demandes individuelles structurées;
2) demandes individuelles non structurées;
3) demandes collectives structurées;
4) demandes collectives non structurées.

2o Outputs des traitements (réponses) des signaux adressés au S.E.A. par le milieu:

Les outputs de traitements (réponses) qui sont eux-mêmes des signaux permettent de mesurer la capacité plus ou moins grande du S.E.A. à répondre aux signaux qui lui sont adressés.

On peut distinguer deux grandes catégories de réponses.

1) on peut traiter la demande dans le S.E.A. alors on poursuit le traitement de la demande;

2) on ne peut traiter la demande dans le S.E.A. d'où deux situations possibles: on refuse de poursuivre le traitement ou on poursuit le traitement en différé après avoir élaboré un mécanisme de traitement de la demande.

3o Contre-réaction du S.E.A. à ses propres outputs de traitement: outputs d'équipement ou d'élargissement de la capacité de traitement des signaux adressés directement au S.E.A.:

Face à l'état réel de ses outputs de traitement des signaux du milieu adressés au S.E.A., ce dernier peut réagir en élargissant la capacité de traitement de ses ressources institutionnelles soit en élaborant des mécanismes de réponses spécifiques à des demandes spécifiques (nouveaux programmes, nouveaux cours, nouveau service particulier) antérieurement rejetées par le système S.E.A. ou différées soit en élaborant des mécanismes polyvalents pour augmenter la capacité de traitement de demandes diverses ou imprévisibles. Le dé-

veloppement de nouveaux programmes, le développement de nouveaux cours et singulièrement pour notre propos, le développement des services "SEAPAC" d'aide personnelle, de support à la formation, etc. sont des outputs d'élargissement institutionnel de la capacité de traitement des signaux adressés directement au S.E.A.

C) Etat II du système:

Inputs des signaux non adressés directement au S.E.A. et outputs des traitements de ces signaux:

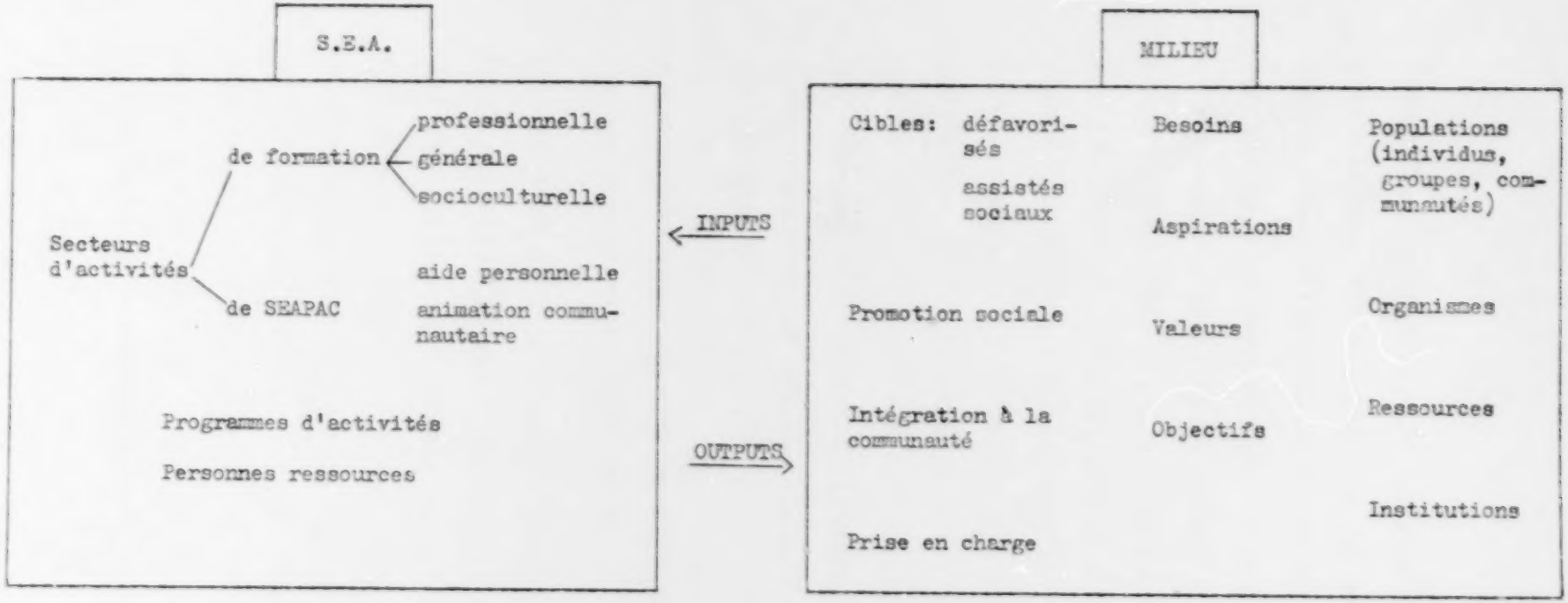
1o Inputs des signaux non adressés directement au S.E.A.:

a) Définition: signaux dont le déterminant initial et terminal est l'unité émettrice. Ces signaux peuvent être porteurs d'une sémantique et d'un support traitables immédiatement par le S.E.A. ou après des opérations de transformation. Ces signaux sont déjà l'objet d'une lecture de la part du S.E.A. et selon l'ampleur du code de lecture ils peuvent être restreints ou couvrir une large gamme.

ETAT II du système:

Inputs des signaux non adressés directement au S.E.A.

et outputs des traitements de ces signaux.



b) Catégories de signaux: l'activité d'identification des signaux n'a pas encore abouti à des classifications aussi précises que dans le premier cas. C'est dans ce processus d'identification des signaux que l'on doit situer les réflexions portant sur les besoins, les aspirations des couches de population défavorisée, sur les apprentissages dans l'action, les habiletés de vie, etc. Une démarche est amorcée mais elle n'a pas encore conduit à une classification aussi facilement utilisable que dans le cas des signaux adressés directement au S.E.A.

2o Outputs des traitements (réponses du S.E.A.) des signaux non adressés directement au S.E.A.:

a) Intervention de publicité: l'objectif de cette intervention est d'introduire davantage de demandes structurées ou non structurées dans le circuit S.E.A. - milieu en faisant le postulat que le "plein des voix" n'est pas fait de ce côté. Cela peut aller d'une simple diffusion d'information sur les services offerts (dans les formes les plus traditionnelles) jusqu'à

fournir au destinataire du message des éléments de structuration lui permettant de se reconnaître dans le message et de se transformer en demandeur.

Des variantes de cette forme d'intervention sont les relations qu'entretiennent souvent les S.E.A. avec certains organismes, industries ou institutions (C.M.C., M.A.S., etc). Une meilleure information et une coordination des efforts peuvent entraîner plus de personnes à s'adresser au S.E.A. Ces organismes, industries ou institutions par leurs contacts avec des populations spécifiquer contribuent souvent largement à tranformer des besoins, aspirations non orientés en demandes adressées directement au S.E.A.

b) Intervention d'animation communautaire: l'objectif de cette intervention est de mettre en place dans le milieu un processus de développement par lequel le S.E.A. se donne les moyens d'aider les individus, groupes ou communautés à élaborer des solutions de réponses à des problèmes ou besoins que le S.E.A. ne pouvait traiter par les genres de réponses autérieurement élaborés. A la dif-

férence des autres types d'interventions, l'animation communautaire ne nécessite pas au départ que les interlocuteurs se soient identifiés comme unité s'adressant au S.E.A. Enfin, l'effet visé doit se répercuter autant au niveau de la collectivité visée que des personnes. Cela suppose enfin une transformation ou un renversement de perspective du S.E.A. par rapport au milieu et par rapport à ses propres rôles vis-à-vis le milieu. Autant il était dans ses rôles antérieurs défini par une tradition et une structure déterminée et préexistante de relations avec le milieu autant dans ses nouveaux rôles il doit se considérer à la fois gestionnaire de structures déterminées de relation avec le milieu et gestionnaire d'une marge x de l'indéterminé, du déterminable. Il devient gestionnaire d'une fonction. Dans cette perspective le S.E.A. doit mettre en place de nouveaux services, faire émerger de nouvelles ressources et élaborer un nouveau style de gestion de ses rapports avec le milieu.

Dans une première approximation, donc le domaine de l'animation communautaire est le domaine qui se situe au-delà des outputs de réponses déjà élaborés par le S.E.A. et est l'output qui doit prendre en charge un nombre indéterminé de signaux provenant du milieu à propos desquels le S.E.A. se sent une responsabilité. Il s'agit d'un output d'intervention dirigé autant vers le milieu pour le stimuler qu'une intervention pour élargir sa capacité de réponse.

2. <u>Les opérations conduisant un S.E.A. à la réalisation d'une intervention d'animation communautaire</u>:

Si l'enjeu fondamental de l'animation communautaire consiste pour le S.E.A. à élaborer un nouveau style de gestion de ses rapports avec le milieu, l'enjeu quotidien au niveau de la praxis est de transformer en signaux utilisables par l'émetteur et le récepteur un nombre x de signaux provenant du milieu ou pour être plus précis régulariser la concordance des signaux entre émetteur et récepteur selon que l'un ou l'autre est l'état du moment du milieu ou du S.E.A. Si tel est le cas nous devrions être en mesure d'isoler un certain nombre d'opérations s'effectuant

dans la mise en place de ce nouveau mode de relation avec le milieu.

1o Lecture des signaux:

Cette opération, comme à peu près toutes les autres qui suivent, a été amorcée avant même l'amorce de l'animation communautaire. Elle se poursuit en cours de mise en place. Si initialement elle avait pour objectif de justifier l'intervention, elle se poursuit dans l'identification "d'objets de travail opérationnels" pour assurer la mise en place du processus d'animation communautaire. Concrètement, cette lecture s'amorce la plupart du temps comme une critique du système de relation S.E.A. - milieu préexistant:

a) Ce système ne tient pas compte de tous les besoins des gens et n'est pas équipé pour y répondre; d'autres besoins sont également importants et on doit les traiter; la seule façon de les traiter efficacement est par l'animation communautaire.

b) Ce système ne répond pas au vrais besoins des gens; il est au service d'intérêts particuliers et sa fonction est d'empêcher les personnes et les collectivités de se prendre

en charge; pour répondre aux vrais besoins des gens il faut mettre en place un processus leur permettant de se regrouper, de s'informer et de poser ensemble les gestes qui les conduiront à se prendre en charge.

Ces deux lectures, pour autant qu'elles ont des conséquences concrètes, dénotent un degré de radicalité différent dans la façon de situer l'animation communautaire dans le système présent d'éducation des adultes. Mais les écarts les plus fondamentaux se révèlent dans la façon de préciser les relations S.E.A. - milieu auxquelles doit donner naissance l'animation communautaire. Nous avons tenté d'indiquer ce style nouveau en essayant d'indiquer la façon dont on répond généralement à quatre interrogations fondamentales:

- Qui?: (c'est-à-dire la cible de l'action d'animation communautaire). Une première lecture des projets peut nous laisser sous l'impression d'une détermination des cibles à partir de caractéristiques socio-économiques et socioculturelles où semble intervenir un choix de priorité idéologique de la part des intervenants (par exemple les assistés sociaux, les ménagères, les gens d'un quartier défavorisé);

sans nier le rôle que puisse jouer une lecture idéologique dans la détermination des cibles, il semble que la caractéristique qu'on retrouve la plupart du temps dans les projets au-delà des "catégories socio-économiques" de population, est la présence d'un groupe ou d'une communauté en situation; qu'on prenne la cible sous l'angle des individus qui la composent ou sous l'angle du groupe ou de la communauté, "l'objet qui?" de l'animation communautaire est l'individu en tant qu'appartenant à un milieu, le groupe en tant que situation vécue des membres qui le composent et en tant qu'appartenant à une communauté, la communauté en tant que telle.

- Quoi?: (c'est-à-dire les objectifs de l'animation communautaire et l'expression temporellement désignante des activités (les contenus) des individus, groupes ou communautés). Pour les cas de C.S.R. où "l'objet qui?" est un groupe ou une communauté faisant partie de l'ensemble milieu, la lecture des projets semble indiquer que la détermination du "quoi" est un processus ouvert et dont la détermination concrète passe par l'activité du groupe ou de la communauté en situation. Ce que la plupart

des C.S.R. ont classé dans les objectifs nous semble plutôt relever des conditions d'exercice permettant au groupe ou à la communauté de déterminer ce sur quoi porteront les activités du groupe ou de la communauté en situation. Pour les cas de projets où "l'objet qui?" est le milieu en tant qu'ensemble et "l'objet quoi?" une intervention précise dans la structure du milieu (par exemple regrouper les organismes, ou développer les ressources éducatives) la détermination du "quoi?" peut passer par les mêmes conditions que pour les cas cités plus haut ou être l'objet d'une stratégie différente selon la lecture qui est faite de l'état du milieu ou selon la lecture qu'un S.E.A. fait de son rôle en tant que gestionnaire de la fonction éducation au-delà des activités qu'il dispense directement (par exemple, personne-ressource ou leader).

- Comment?: (c'est-à-dire dans quelles conditions d'exercice, avec quels moyens, par quelles stratégies s'effectueront les actions d'animation communautaire). Les réponses au "comment?" déterminent d'abord le mode éducatif de relation S.E.A. - milieu. Dans toutes les C.S.E. que nous avons rencontrées, le degré

d'ouverture au "comment?" est égal au degré d'ouverture à propos du "quoi?" et du "qui?" et dont l'objectif est de renforcer l'emprise du "qui?" sur son milieu. Cela implique donc la mise en place d'un environnement dont le déterminant principal est l'individu en situation, le groupe ou la communauté.

Le processus de réponse au "comment?" doit également déterminer une démarche de réalisation par rapport à des objectifs s'échelonnant sur le long, le moyen et le court termes. Ce processus a pour aboutissant une stratégie d'implantation: par quoi commence-t-on et pour quelles raisons?

Enfin, le processus de réponse suppose la détermination ou l'amorce d'une technologie (les moyens) d'animation communautaire: engager des animateurs personnes-ressources, donner aux groupes mêmes du support financier ou technique, etc.?

- Pourquoi?: (c'est-à-dire quelles sont les finalités de la mise en place d'un tel système, pour quelles raisons...?).

C'est au niveau des valeurs exprimées dans

les projets que l'on trouve réponse au "pourquoi?". Dans tous les cas de projet dont nous avons eu connaissance, le "pourquoi?" déborde toujours l'expression circonstancielle de l'activité des individus en situation, groupe ou communauté. Cette expression circonstancielle est toujours dans une relation de l'ordre du moyen à la fin. Il semble que la finalité du système d'animation communautaire soit, puisqu'il s'agit d'adultes, la resocialisation des individus en situation, des groupes ou des communautés. C'est le sens que nous donnons à l'ensemble de la démarche parce que d'une part cette finalité nous semble identifiée dans l'expression de valeurs ou objectifs de prise en charge, d'auto-éducation, d'autodétermination mais aussi dans le fait que les processus de détermination du "qui?", du "quoi?" et du "comment?"sont élaborés dans un rapport (une liaison) très étroit avec cette finalité. Ces processus sont élaborés expressément pour renforcer cette finalité. Nous en voyons aussi un autre signe à l'apparente neutralité que peuvent couvrir les contenus circonstanciels des activités.

On le constate, à la lecture de ce qui précède, il semble que la lecture des signaux soit d'abord une opération dont le déterminant est le S.E.A. A ce titre, y est investie une charge "idéologique" initiale qui reflète davantage (a priori) les membres du S.E.A. ou le responsable SEAPAC ou l'animateur que les éventuels participants. Ce serait toutefois confondre le processus de lecture des signaux à une étude précédant l'activité d'animation communautaire. En fait, elle se poursuit tout au long du processus. Le processus par ses caractéristiques essentielles devient la technique "dé-subjectivante" de lecture des signaux.

Enfin, le processus de lecture des signaux ne se résume pas à identifier un besoin identifié en termes de contenu (apprendre la Loi 26). Dans le processus du "qui?", du "quoi?", du "comment?" et du "pourquoi?", le besoin ou le signal est articulé dans toutes ses dimensions et ce n'est qu'au bout du processus que l'identification est complétée.

2o Identification de nouveaux rôles:

Bien que toutes les C.S.R. qui ont présenté un projet se reconnaissent un rôle qui déborde celui de dispenser les services traditionnellement

reconnus au S.E.A., bien peu ont été explicites dans la définition de ces nouveaux rôles. On se sent des responsabilités vis-à-vis le milieu. Les populations ont des droits, etc. Au fait, la plupart des C.S.R. sont mal à l'aise devant cette question: où s'arrête notre responsabilité dans la gestion de la fonction éducation?, quand fait-on de l'animation "éducative" et quand du développement communautaire?. Il semble que pour l'année 1973-74, la plupart des C.S.R. ont mis cette question entre parenthèses en se disant: nous expérimenterons cette année une forme d'animation communautaire, on verra ensuite. Mais cette question semble resurgir en cours de réalisation de projet dans le processus de clarification du rôle de l'animateur et dans la signification globale que le responsable et l'animateur sont appelés à donner à leur projet.

3o Identification d'une démarche ou élaboration d'une stratégie d'implantation:

Une fois que la C.S.R. a pris la décision d'élaborer une intervention d'animation communautaire s'ouvre pour elle une période au cours de laquelle doit être apporté un certain nombre de réponses à un certain nombre de problèmes. Globale-

ment, l'opération se résume en une activité de réduction des possibles à l'aide d'un certain nombre de déterminants a priori:

> dans l'univers x des possibles par quoi commence-t-on? choisit-on d'intervenir dans une action auprès de l'ensemble du milieu? ou vise-t-on un secteur particulier de ce milieu? sur quel type de problème préférons-nous travailler? quelles ressources mettre en oeuvre? quelle seront la durée du projet et ses articulations temporelles (phase de lancement, phase de réalisation, phase d'évaluation)? que ferons-nous advenant telle éventualité? etc.

Cette opération est la première phase de l'opérationalisation. Elle articule dans ses grandes lignes le projet à partir d'un certain nombre de données ou contraintes. C'est à ce moment que commencent à jouer sur le projet les facteurs d'environnement opérants. Nous voulons illustrer ceci par ce que nous appelons la carte stratégique de l'animation communautaire par une C.S.E.:

D.E.A.

S.E.A.

C.S.R.

D.G.E.A.

Resp. SEAPAC | Animateur de projet | projet d'AC | Animateur de projet

Groupes volontaires

Organismes socio-économiques

Institutions

Groupes de pression ou de pouvoir

Populations

Cibles

D'un côté donc les "promoteurs" du projet qui peuvent s'investir dans les diverses opérations à des degrés divers et pour des motivations diverses. De l'autre, des éléments identifiés de l'ensemble milieu. Entre deux, un responsable SEAPAC et des animateurs de projet investissant des intentions, objectifs et valeurs ainsi qu'une compétence professionnelle. Les combinaisons effectives de ces éléments donneront naissance, assureront la survie, la réalisation ou le franc succès d'un projet d'animation communautaire. Dans cet échange actif, le responsable SEAPAC et les animateurs de projet ont un double rôle: celui de réaliser le projet comme tel et celui de régulariser au départ du projet et en cours de réalisation les réactions que peut susciter le déroulement du projet.

Dans les contraintes ayant joué un rôle dans la détermination des projets, les principales nous ont semblé être et dans l'ordre:

a) le sentiment de compétence qui peut entraîner l'ébauche d'un projet plus humble au départ;

b) la perception du D.E.A. ou de la C.S.E. vis-à-vis l'animation communautaire qui peut imposer au responsable une prudence stratégique;

c) la connaissance du milieu vieé: le fait de devoir passer dans beaucoup de cas par une période préalable de sensibilisation au milieu a pu restreindre la portée de certains projets compte tenu du temps et des ressources;

d) le temps (de janvier 1974 à juin 1974), les ressources d'animateurs disponibles, l'argent permettant l'engagement de personnes pour un temps limité et enfin la crainte de ne pouvoir assurer la continuité des projets après juin 1974.

4o Identification d'une mécanique d'intervention:

Une fois les grandes étapes du projet précisées, commence l'opération la plus délicate et où in-

développent au premier chef la compétence et les attitudes de l'animateur. Les qualités requises évoquent presque un art: le flair, le doigté, l'art du contact, etc. En effet, s'introduire dans un milieu n'est pas toujours chose facile. Il faut bien le connaître, le sentir, pouvoir saisir les occasions et dans plusieurs cas cela suppose de longues fréquentations. C'est ici que se mesure l'importance de la connaissance du milieu. C'est à ce niveau également que commence l'ajustement des objectifs initiaux du projet aux premiers feed-backs du milieu. Après les premiers contacts et si tant est qu'ils aient plus loin, vient la phase d'organiser le rapport animateur - milieu sur un temps déterminé et avec une certaine logistique: se rencontrer régulièrement, aborder des ordres de problèmes, déterminer les participants, les rôles de chacun, etc... Le processus par décrit, semble-t-il, doit être singulièrement adaptatif et difficile à déterminer a priori. Il a plus d'avantage que les structures de l'animateur que sur la cohérence théorique d'un plan préétabli.

5o Identifier le processus d'actions organiques:

Après avoir fixé un cadre et des objectifs qui déterminent le projet, après avoir élaboré une amorce de mécanique concrète de réalisation, l'opération qui suit consiste à confronter les résultats visibles au plan initial pour en dégager la signification. Dans son effet initial elle ne vise pas à évaluer au sens classique du terme mais à resserrer les significations de ce qui se passe assez immédiatement et de les relier à l'ensemble de la démarche prévue. C'est l'opération de guidage du projet et elle commence à se dérouler à partir du point de départ du projet. Dans ce processus les articulations du projet jouent selon des séquences temporelles variables:

temps court ou immédiat: les conduites des participants qui deviennent des signes;

temps moyen: les actions circonstanciées du groupe (passer d'une phase de contestation ou d'appropriation des objectifs à une phase d'information plus poussée ou à une prise de décision, par exemple);

temps long: les objectifs du projet (la prise en charge, par exemple);

temps indéterminé: le développement communautaire, la participation, les valeurs en somme.

6o Evaluer l'intervention accomplie:

Il s'agit ici d'une phase que nous n'avons pu observer directement car au moment de notre visite peu de projets en étaient à cette phase. Il est possible néanmoins de faire quelques remarques générales à ce propos. A la suite des contacts que nous avons eus et à la lecture des évaluations finales, il nous a semblé que le processus d'évaluation prenait ses assises dans des contacts réguliers en cours de réalisation entre l'animateur et le responsable et le responsable et le D.E.A. C'est-à-dire une évaluation continue couplée à l'opération de guidage (identifier les processus d'actions organiques) dont nous avons parlé précédemment. L'évaluation des projets est plus de l'ordre de l'échange d'information, d'une sensibilisation lente et continue des partenaires car les éléments d'évaluation portent plus sur un processus que sur des conte-

nus et exigent donc une lecture ininterrompue de signes particuliers qui ne sont pas toujours identiques et auxquels il faut toujours donner une signification à la différence d'autres activités bénéficiant d'indicateurs reconnus et souvent quantifiables.

3. L'animation communautaire: une méthode de travail en groupe et une méthode de relation à l'ensemble du milieu.

Plusieurs termes reviennent en cours de discussion sur l'animation communautaire qu'il nous semble opportun de situer les uns par rapport aux autres.

a) Animation: plusieurs praticiens de l'animation sont amenés à distinguer l'animation comme méthode de travail en groupe des qualificatifs qu'on lui rajoute (sociale, communautaire, etc). Cela conduit à ne pas mettre sur le même pied, l'animation de petits groupes (sur demande), la dynamique de groupe ou une intervention aussi globale que l'expérience du B.A.E.Q., par exemple. Cette distinction permet en outre, d'isoler des tâches qui sont quelque peu différentes pour l'animateur ou les concepteurs de l'intervention selon le qualificatif qu'on rajoute au terme "animation".

C'est souvent au niveau de cette distinction première que s'effectue le premier lien avec l'éducation. En effet, les méthodes employées par l'animateur (tout au moins au niveau des petits groupes) et le processus vécu par les participants sont très proches des méthodes pédagogiques nouvelles mises de l'avant en éducation des adultes.

b) Animation sociale: popularisée par l'expérience du B.A.E.Q. ce type d'animation se conçoit habituellement dans un contexte de planification. L'éducation joue dans ce processus un rôle de support aux interventions imaginées à un autre niveau.

c) Développement communautaire: cette expression (et le mouvement de pensée qui lui a donné origine) nous vient particulièrement des expériences américaines en milieux urbains. Il a longtemps été au Québec le pendant urbain de l'animation sociale. Dans ses conditions d'exercice, le développement communautaire a surtout été dû à l'initiative d'organismes communautaires tels le C.D.S. (l'ancien Conseil des Oeuvres) à Montréal par exemple. A mesure que les expériences se sont développées le mouvement s'est orienté vers l'émergence de processus d'organisation communautaire particulièrement à Montréal.

d) Organisation communautaire: si on essaie de définir le mouvement d'organisation communautaire à partir de ses modalités concrètes, l'organisation communautaire devient un processus par lequel des groupes populaires (émergeant de la communauté) se sont constitués dans des buts de regroupement, d'actions communautaires, de mise sur pied de services à la communauté, d'actions politiques de pression, d'information et de sensibilisation. Le mouvement d'organisation communautaire se caractérise également par un effort de transfert du leadership des groupes traditionnels aux groupes populaires. Son objectif essentiel est la transformation d'une communauté la plupart du temps particulièrement désorganisée, défavorisée et dépendante en une communauté s'autorevalorisant et largement autogestionnaire.

Ainsi donc, de l'animation en tant que telle (en passant par l'animation sociale et le développement communautaire) à l'organisation communautaire, on passe d'un processus de travail en groupe aux aboutissants possibles de ce processus. On passe d'une étape où le rôle de l'animateur est déterminant à une étape où le rôle de la communauté est déterminant. Une analyse de l'animation communautaire doit tenir compte de cette dynamique interne. L'expression anima-

tion communautaire est composée de deux termes: l'animation qui est une méthode avec ses exigences particulières mais aussi une intervention dirigée sur une communauté qui a ses propres lois de fonctionnement et dont l'intervenant doit tenir compte. Il n'est donc pas interdit d'affirmer que toutes les C.S.R. qui chercheront à se situer face au milieu qui leur est propre en termes d'activités d'animation communautaire le feront souvent dans une oscillation entre la méthode pédagogique de l'animation et les dimensions du développement et de l'organisation communautaire. Peut-être que c'est en acceptant de se situer à l'intérieur de cette tension permanente inhérente à l'animation communautaire que les C.S.R. parviendront le mieux à se situer comme organisme d'éducation et non en tentant de se situer en deçà ou au-delà. Dans nos entrevues, c'est dans la façon dont certains animateurs parlent de leurs rôles que nous avons commencé à soupçonner la possibilité de cette tension.

De façon générale les entrevues que nous avons menées et les rapports d'évaluation finale dont nous avons pris connaissance semblent indiquer que les animateurs situent leurs actions davantage à partir des exigences techniques de l'animation. On se définit comme personne ressource, catalyseur. On refuse d'assumer un

leadership au niveau des contenus ou face à l'ensemble du milieu. Si l'on cherche à situer l'action des animateurs dans la typologie des actions-terrain proposées par Robert Favreau, la majorité des animateurs se situeraient, croyons-nous, dans le type 3 "Information et sensibilisation" ou le type 5 "Organisation et rationalisation" ou encore dans les deux à la fois; donc ils se situeraient dans les rôles conséquents à ces types d'actions-terrain.

Nous avons pu toutefois entendre quelques animateurs exprimer certaines ambivalences dans l'expression de leur rôle. Tel animateur cherchera par exemple à se définir davantage à partir de la méthode. Il sera par voie de conséquence amené à se définir des rôles dits plus neutres: "je n'ai pas à définir les contenus, ni à intervenir dans la communauté. Je me contente d'être une personne ressource qui est disponible. Si on me demande j'irai, et si je ne suis pas sollicité je n'interviendrai pas". Pour tel autre, le rôle de l'animateur est plus actif. Il conçoit que dans des milieux socialement désorganisés, le développement des personnes et de la communauté passe par une période d'organisation communautaire qui amènera la constitution d'un réseau. C'est dans la mesure où l'animateur pourra tabler sur la base d'un réseau que l'intervention deviendra efficace.

Dans certains milieux, un travail effectué auprès de groupes isolés et sans le développement d'actions communautaires (partir une coopérative, regrouper les groupes populaires, former des groupes d'intérêts, etc.) est inefficace. Pour tel autre animateur, il faut bien sûr travailler directement avec des groupes de citoyens défavorisés mais une part de son action consiste en ce qu'il appelle "élargir les bases sociales des groupes" en travaillant constamment à situer les groupes dans un contexte social plus global et en les invitant à se situer par rapport à d'autres groupes dans la communauté. Plusieurs qualifieraient ces interventions de politiques. Pour l'animateur c'est une condition d'action efficace.

Il est bien évident que des recherches plus poussées seraient nécessaires pour éclaircir la façon dont les animateurs définissent véritablement leurs rôles. Les quelques indices concrets que nous ayons cependant et les réflexions que suscitent les expériences antérieures d'animation communautaire suggèrent une tension possible dans la définition des rôles. Nous sommes d'avis qu'à cause de la trop courte existence des projets ces phénomènes ne sont pas encore parvenus à maturité mais qu'ils s'accentueront dans la mesure où les projets prendront de l'ampleur, ce qui

ne signifie pas que les C.S.R. n'élaboreront pas des réponses adéquates à ces tensions.

e) Les types d'approches concrètes vis-à-vis le milieu: il ne nous a pas été possible à l'intérieur de cette recherche d'aller très loin dans la définition des types d'approche vis-à-vis le milieu. Si l'animation communautaire déborde l'utilisation des méthodes de travail en groupe c'est pour englober tout au moins des méthodes d'approche vis-à-vis l'ensemble du milieu où la C.S.R. intervient. Concrètement, cela peut signifier aussi une approche vis-à-vis l'ensemble du territoire de la C.S.R., vis-à-vis les organismes oeuvrant sur tout le territoire, vis-à-vis les communautés (petites villes, villages, quartiers), la population et les organismes qui la composent, et vis-à-vis enfin des groupes particuliers.

III- LES C.S.R. VISITEES: BREVE DESCRIPTION DES PROJETS

(1) BOIS-FRANCS:

1) Objectifs du projet d'AC 1973-74.

2) Identification de la démarche.

3) Déroulement du projet.

4) Suites du projet pour 1974-75.

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DE BOIS-FRANC.

1) Objectifs présentés dans le projet initial:

. Répondre aux besoins exprimés par la population adulte du territoire (Centre Mobile d'Information et de Documentation).

. Permettre au groupe de voir s'il s'agit de préoccupations d'incidences collectives ou individuelles et voir à mener l'action communautaire en fonction des besoins.

. Nous permettre d'amorcer l'AC à titre expérimental d'abord et de ce fait, y aller d'une façon prudente et limitée pour ensuite se servir de cette première expérimentation en vue d'action subséquente.

. Dispenser des services qui ont pour but de répondre aux principales préoccupations des gens, dans leur milieu respectif.

. Assurer une assistance concrète et réaliste vis-à-vis la population adulte du territoire.

. Assurer une certaine continuité de notre première prise de contact avec les groupes préalablement rencontrés.

. Amener les collectivités à assumer leurs responsabilités, en les impliquant dans le processus de solutions, pour ensuite être en mesure de se prendre en charge.

. A partir de la première perception des besoins, nous réaffirmons notre volonté d'aider la population dans la poursuite de solution.

. Amener les groupes à apprivoiser les changements culturels sociaux et leur faire assumer en toute rationalité leur responsabilité face à cet état de chose.

A partir des objectifs énumérés plus haut, on distingue trois grandes préoccupations:

- d'abord faire l'expérimentation lente et prudente de l'AC auprès de la population rurale.

- donner des services à la population adulte, une fois les besoins détectés, avec l'aide du Centre Mobile d'Information et de Documentation.

- donner une continuité à cette prise de contact avec la population et poursuivre dans le sens de prise en charge des collectivités rurales - implication dans le processus de solution.

2) Identification de la démarche:

- Le contact avec la population par le Centre Mobile pour connaître le milieu.
  La Commission scolaire a déjà entrepris cette démarche, de là une connaissance encore superficielle du milieu, interaction avec le monde.

- Les gens s'attendent maintenant à une concrétisation de notre prise de contact.

- Notre réponse à ce premier geste d'approche:

  - leur offrir des personnes ressources (animateurs) et le matériel audio-visuel du Centre Mobile.

3) Déroulement du projet:

La meilleure façon de visualiser une mise en action d'une telle démarche d'AC est de présenter des cas précis d'animation du milieu de cette C.S.

A) Claude, à St-Pierre Baptiste, a entrepris un travail de prise en charge des producteurs de sirop d'érable. Il nous communique ses réflexions après trois mois d'action auprès de ce milieu.

"On essaye ensemble de faire sortir les problèmes: main-d'oeuvre, question de coût de production, question du coût alloué aux cultivateurs, fluctuation économique, politique économique des acheteurs, impossibilité de fixer un prix minimum, problème de marché.

Le problème varie selon qu'il est perçu par les cultivateurs de façon individualiste ou collective, par les membres exécutifs de la Coop ou par l'Union des Producteurs Agricoles.

A partir d'un problème de main-d'oeuvre, tu aboutis avec le groupe à un problème plus vaste de planification. Et de ce fait, l'action du groupe débouche sur toutes sortes de choses telles

organisation des cultivateurs, groupes de pression, canaux de pression, etc..."

Une fois le problème encerclé, on tente de passer à des moyens de solution, tels modernisation des installations (pipe-line avec grosse boulloire commune).

En arrivant à de telles solutions, on se bute à des habitudes culturelles, des comportements individualistes:

- conflit de la modernisation collective - petite entreprise artisanale - familiale.

Il y a toujours un nouveau problème qui ressort, à mesure que certains se solutionnent - on est parti d'un problème de main-d'oeuvre pour aboutir à un problème de changement des mentalités. On revient ici aux objectifs énoncés précédemment: poursuite de solution avec les groupes, prise en charge, appropriation des changements culturels sociaux et acceptation des responsabilités face à cet état de chose.

Animateurs et clientèle: genre d'intervention et problèmes

- Respect des échéances et contraintes des gens en terme d'action à venir.

- Continuité avec le groupe sans aucune interruption, sauf les temps où eux ne sont pas disponibles.

- Respect du rythme de fonctionnement du groupe.

- Respect de leur perception du problème.

Obstacles politiques:

Dans le cas décrit, par exemple, il ne s'agit pas de confronter la Coopérative et l'UPA, mais de tirer le plus d'information possible des deux groupes. Le rôle de l'animateur est d'essayer d'éclairer le plus possible la situation des cultivateurs.

- Problème des structures:

  . exemple le Comité consultatif au Ministère de l'Agriculture qui n'a jamais siégé parce que l'UPA met la représentativité de la COOP en doute.

  . prise de conscience des groupes de se réorganiser à partir des

structures; faire en sorte que les structures évoluent avec les besoins des gens.

Dans cet optique, on fait vraiment de l'éducation populaire, en ce sens qu'on aide les gens à patauger dans le milieu, à affronter le "Red Tape". On leur apprend à approfondir le problème, partir des données, formuler des solutions, à s'exprimer entre eux.

- Objectif de base dans le cas décrit:

  . l'animateur se perçoit fondamentalement comme personne-ressource, qui aide les gens avec qui il travaille à approfondir le problème.

B) Jean à Ste-Clothilde. (voir Evaluation finale pp. 5 - 6) (1)

Jean n'était pas présent à l'entrevue, donc on ne donnera qu'une description factuelle de ce cas.
Ste-Clothilde est une paroisse répartie en trois municipalités. Cette paroisse s'est divisée dans le temps à partir de problèmes de route. Aujourd'hui, les gens se rendent compte qu'ils ont besoin de services et qu'ils ne font pas le poids pour les obtenir. D'où nécessité de se regrouper, du moins de se rencontrer, sans trop s'engueuler.

Les gens n'avaient pas confiance. Jean est arrivé là. Ils ont entrepris une action qui était de l'intérêt de tout le monde.

- Un travail se fait au niveau de la rénovation de la salle municipale.

- Un travail se fait auprès des jeunes (organisation d'un projet de Perspectives Jeunesse). Les jeunes se sont mis ensemble pour formuler et présenter trois projets.

Objectif de ce travail d'animation: remettre les forces ensemble pour avoir peut-être quelque chose ensemble.

1. Le rôle de l'animateur, dans ce cas, était d'écouter, d'observer pour ensuite servir d'agent unificateur des forces en présence.

2. Pour ces municipalités, le fait de s'être remis ensemble sur un projet est un grand pas en avant. Ils se préparent déjà pour essayer d'avoir un projet PIL.

   Le responsable SEAPAC témoigne sur ce cas: "Nous, on va

---

(1) Evaluation réalisée par la C.S. Bois-Francs et présentée à la D.G.E.A. en juin 1974.

jusqu'où les gens veulent aller. Ils sont venus, ils veulent aller plus loin. Nous, notre rôle c'est de faire en sorte qu'ils se rencontrent, qu'ils parlent de leurs projets ensemble".

C) Guy à Ham-Nord:

Cet animateur (non présent à l'entrevue), s'est surtout préoccupé d'un problème scolaire, donc qui touchait les familles directement, celui de faire voyager les enfants. Ils en sont arrivés à une entente temporaire.

L'animateur continue son travail avec la population, la rapproche, et éventuellement voudrait mettre en valeur les ressources existantes là-bas. Sensibilisation économique et sociale. Le type d'activité serait celui d'améliorer leur milieu et de faire plus avec leur environnement.

Ils ont eu un festival d'hiver qui a amené la participation de toute la population (ça ne s'était pas vu depuis quinze ans). En deux semaines, ils ont formé cent cinquante personnes qui ont organisé des jeux, des expositions, des compétitions sportives.

Selon Guy, cet évènement répondait à un besoin qu'ont les gens d'aller plus loin et de développer le potentiel du milieu. Déjà, il s'agit là d'un déblocage collectif. L'engagement est fait.

L'animateur, dans ce cas, demeure toujours personne-ressource: celui qui ramasse l'information fait la compilation, celui qui véhicule l'information de l'un à l'autre.

D) Rôles de l'animateur qui sont définis par rapport à chacune des expériences décrites:

St-Pierre Baptiste →
- personne-ressource,
- catalyseur, guide

Ham-Nord →
- personne-ressource
- intermédiaire
- modérateur
- catalyseur

Ste-Clothilde →
- observateur
- agent unificateur

E) Le Centre Mobile d'Information et de Documentation:

Cette roulotte n'est nulle autre que le moyen privilégié pour prendre contact avec le milieu. Etablir un premier contact et détecter les besoins du milieu visité.

Mode de fonctionnement de l'équipe de la roulotte:

"D'abord on s'annonce par lettres circulaires remises aux élèves dans l'école et aussi au curé de la paroisse. Les gens reçoivent cette lettre qui explique notre présence; les gens voient la roulotte.
Notre moyen d'entrer en communication avec les gens des paroisses et d'aller à eux est celui du "porto pak". On monte un vidéo sur l'endroit où on s'arrête et on invite les gens à venir se voir à l'écran.

C'est surtout le soir que les gens viennent. Il y a un mouvement d'aller-retour entre nous et la population. On suit les rencontres qui ont lieu dans l'endroit où on est stationné- UPA, etc... On a cru que c'était préférable d'aller chez les gens que de les inviter à des rencontres formelles.

Le vidéo que l'on fait, c'est un genre d'inventaire sur les paroisses visitées. Ca aide les gens à prendre conscience de leur vécu, de leurs ressources.

Les gens viennent aussi chercher des informations précises: souvent lorsqu'on se retrouve à plusieurs, ça tourne à la discussion. De la mi-juillet à décembre, deux mille sept cents personnes sont passées à la roulotte.

Le seul manquement dans cette expérience, c'est le suivi des paroisses visitées: même si ça faisait partie de nos objectifs, on ne l'a pas fait."

F) Animation de Vie Etudiante:

Elle est laissée au niveau des Centres. Il n'y a pas eu énormément de fait, à cause de la non-permanence des groupes. Les gens ne s'embarquent pas. Ils n'ont pas tous un conseil de classe et n'en veulent pas.

Ce serait très difficile de faire un lien entre ce qu'ils vivent au Centre et leur milieu, là où nous sommes.

4) Suites du projet pour 1974-75:

Après avoir rappelé que l'animation du milieu est un processus et que tout processus requiert un suivi bien précis, que les actions engagées en 73-74 ne peuvent trouver leur dénouement que dans le temps, la C.S.R. Bois-Franc désire assurer la continuité de l'animation entreprise en 1973-74 et en plus:

- doter chaque municipalité d'une "cellule milieu" qui servirait de point de repère et deviendrait le canal de communication entre la municipalité et le SEA. C'est une façon d'assurer la continuité de l'impact créé par les tournées du Centre Mobile d'Information.

- offrir aux différentes municipalités rurales des "sessions d'animation" afin d'arriver à une meilleure connaissance de soi et de son milieu.

Ces actions se poursuivront en conjuguant l'intervention du Centre Mobile d'Information et des animateurs.

(2) ST-FRANCOIS:

1) Objectifs du projet d'AC 1973-74.

2) Identification de la démarche.

3) Déroulement du projet.

4) Suites du projet pour 1974-75.

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE ST-FRANÇOIS

1) Objectifs présentés dans le projet initial:

La valeur sous-jacente à tout le projet:

- Prise en charge de l'individu, du groupe ou de la communauté.

Les objectifs sont énoncés en fonction du milieu auquel ils s'adressent.

a) Milieu défavorisé:

- Organiser un réseau de collaboration avec tous les organismes susceptibles d'aider les défavorisés.
- Atteindre environ cinquante personnes défavorisées.
- Les aider à se rassembler en groupe de travail.
- Les amener à identifier le ou les besoins collectifs.
- Les amener à acquérir les habilités nécessaires pour mener à bien une action.
- Les aider à se mettre en marche vers la satisfaction de leurs besoins en leur laissant le leadership.

b) Milieu rural et semi-urbain:

- Atteindre la population de cinq villages.
- Aider la population de chacun des villages à se regrouper.
- Amener à identifier le ou les besoins collectifs.
- Les aider à se mettre en marche pour satisfaction de leurs besoins en leur laissant le leadership.

2) Pour en arriver à ce, la démarche suivie:

a) En milieu défavorisé:

- Contact et formation d'une équipe de travail avec divers organismes et délimitation des responsabilités.
- Informer la clientèle et la regrouper.
- rapport final.

b) En milieu rural :

- Prise de contact et regroupement.
- Compte rendu du fonctionnement.
- Rapport final.

3) Déroulement du projet:

A) Intervention en milieu rural

Michel est intervenu en milieu rural à St-Nicéphore, à Acton Vale, à St-Guillaume, à St-Félix et Notre-Dame du Bon Conseil.

- J'avais à intervenir dans le milieu rural. Je n'avais pas de connaissance du milieu.

Les cinq échantillons choisis l'ont été en fonction de connaître les quatres coins de la régionale, en vue de mieux organiser l'action communautaire de l'an prochain.

Brève description du contact établi dans chacune des communautés

1 - A St-Nicéphore:

Il y aurait besoin d'un animateur à plein temps. Le fait de passer pour un premier déblayage dans ce village a redonné le goût aux gens de reprendre l'action.

(Rapport d'évaluation de Michel)

Un groupe de gens avaient été très actifs au plan municipal. A ce moment-là, il leur manquait peut-être un élément motivateur pour agir de nouveau face aux problèmes auxquels ils étaient confrontés.

Le rôle le plus positif de l'animateur fut, peut-être d'être le catalyseur, celui qui redonne le goût de faire quelque chose.

Concrètement nous fûmes amenés, lors de réunions de plus en plus fréquentes, à définir avec les gens des objectifs d'actions, des problèmes à régler et des actions à entreprendre.

Comme instrument de travail, nous avons mis sur pied un cours d'éducation populaire intitulé "Citoyen face au pouvoir" dans le but de nous fournir des moyens pour "éduquer" les participants à l'action.

Dans l'évaluation finale de l'animateur, l'action en est rendue au fonctionnement de trois sous-comités, à l'intérieur du Comité de citoyens:

- Les habitations à loyer modique.

- Le règlement d'urbanisme.

- Les loisirs.

2 - Acton Vale:

Le travail de dépistage à Acton Vale a amené l'animateur à se pencher sur le problème de la garderie, compte tenu du facteur temps et de la problématique dégagée pour cet endroit. S'attaquer aux problèmes majeurs (la délinquance et la prostitution) était impensable pour le moment: ce travail nécessiterait la présence d'une équipe d'animateurs.

Parce que l'animateur fait avant tout un travail de dépistage, il n'a pas le temps et le goût de s'embarquer dans une action à long terme mais plutôt dans des actions à court terme.

Au niveau de la garderie ce qui a été fait jusqu'à maintenant:

- Rencontre avec les parents.

- Montage audio-visuel.

Résultat: intérêt et participation des parents.

3 - St-Félix:

J'ai eu beaucoup de difficulté ici à aborder les gens. Ils voulaient partir une ligue de propriétaires. L'action n'a pas été plus loin que ça. Ma participation ne pouvait être plus que d'assister à quelques réunions.

Ont exprimé un besoin sur le dossier cumulatif. Le S.E.A. s'est organisé pour envoyer un conférencier les informer. C'est à peu près tout ce qui s'est fait là jusqu'à date.

4 - St-Guillaume:

Les gens ici s'organisent pas mal tout seuls. Mais ils auraient tout de même besoin d'une personne-ressource.

5 - Notre-Dame du Bon Conseil:

Un travail de dépistage et un comité d'école organisé.

On tente de garder un contact suivi avec les personnes rencontrés dans ces cinq municipalités.

A venir: faire le tour de ces municipalités au cours du mois de juin pour vérifier s'il s'y est fait un travail et aussi pour réaffirmer la présence de notre service auprès de ces personnes.

B) Conception de l'animation de l'équipe de St-François

Michel, Edith et Gaétan.

. Former un noyau de gens et travailler sur ce qui leur paraît être leur besoin (ce besoin peut varier d'un dossier cumulatif à un problème de prostitution).

La difficulté principale dans ce genre d'approche:

- Mettre en place un réseau de coordination du travail auprès de la population.

Si la commission scolaire agit en ce sens de noyauter ou d'amorcer des éléments de solution, l'animateur peut travailler à stimuler ce réseau de monde.

Le travail de l'animateur serait alors de se faire des relations et intéresser les gens au problème soulevé.

. La stratégie utilisée pour l'AC est de couvrir le territoire (d'où le travail de Michel dans les cinq points de la région) et de rayonner.

Face au travail avec les organismes, les animateurs ont des réticences, car ils croient que les organismes quand ils interviennent, c'est plus dans le but de se créditer et se faire connaître que d'aider réellement les gens.

La définition réelle du problème ou de la situation peut être très variée selon les organismes parce qu'ils veulent tous avoir le contrôle sur la situation. L'animateur prend position pour le monde impliqué; l'animateur est "collé" au monde.

Ils sont conscients que le travail d'animation doit se faire parallèlement:

- Avec les groupes.

- Avec les organismes.

Rôle du responsable SEAPAC en AC

Caétan se considère comme dépanneur, soutien, aide. Il intervient quand l'animateur lui fait signe. Sinon, il laisse toute la place à l'animateur.

- Coordonnateur des différentes actions.

- Celui qui aide les animateurs-terrain à objectiver leur travail, qui remet le problème dans son contexte global.

La grande préoccupation du responsable SEAPAC est la continuité ou possibilité de continuité de l'AC.

"Si on ne peut pas assurer la permanence de l'AC, je me demande si c'est mieux de ne pas en faire".

"Si on marche avec des imprévues, j'aime autant que ces animateurs n'aillent pas trop loin. C'est tout le problème d'action à long terme et court terme".

C) Intervention en milieu urbain: quartier St-Joseph à Drummondville.

Edith contrairement à Michel connaît le milieu; elle est née à Drummondville. Son réseau d'amis fait de l'animation dans cette ville.

Elle a choisi le quartier St-Joseph surtout parce qu'il était déjà organisé. Donc, il y a déjà des choses de faites. Le désavantage dans ce cas, c'est que le monde s'est déjà fait organiser.

Pour se situer, Edith a fait le tour du monde engagée dans le travail social à Drummond: Compagnie des jeunes canadiens, la télévision communautaire, la Coopérative de vêtements, les projets P.I.L, le groupe d'assistés sociaux.

Il y avait déjà un groupe qui voulait partir une coopérative avec une animatrice engagée par la C.S.C. seule. Elle s'est reliée à elle sur le projet pour former une équipe de travail.

Etapes du projet:

- Les deux animatrices s'étaient fixé un échéancier pour voir si ça valait la peine financièrement de partir une coop. On s'est rendu compte que c'était non.

- Notre deuxième objectif, c'était de faire de l'éducation à la consommation. Le recrutement se faisait par le moyen de l'éducation à la consommation et la coop était un moyen de sensibiliser les gens au problème de la consommation.

  Au moment de l'entrevue, il y avait eu tout un travail d'enquête fait auprès des épiciers pour comparer les prix: pas tellement alléchant. Les animatrices doivent repenser toute une stratégie d'éducation à la consommation.

  Le problème est beaucoup plus en terme de partir un réseau que de monter une coopérative.

Clientèle: douze assistés sociaux dont des accidentés du travail, des femmes seules, plus de femmes que d'hommes.

Portraits de quelques participants:

- Mme Généreux: sept enfants, pas d'affaires d'être dans la coop. La plus le fun. Elle a les produits au prix coûtant à cause de son beau-frère. "A catch".

- Mme Maxwell House: est plus assistée sociale. Si elle n'a pas sa marque de café Maxwell House, elle n'est pas intéressée à la coop. Elle est poignée. Elle s'est acheté des meubles pour $1,000. sur la finance. Fait des gaffes comme ça. Les participants commencent à lui rentrer dedans. Mais elle vient quand même aux réunions.

- Mme ça Rapporte: six enfants. On peut compter sur elle pourvu que ça rapporte.

- Messieurs: accidentés du travail. Sont bizarres. Veulent tellement faire quelque chose. Pensent qu'ils ont tout compris. Tu ne peux pas aller plus loin avec eux autres.
  Ex.: un me dit: Prouve-moi donc que ça va être moins cher qu'ailleurs. Pourtant, il veut partir une coop. C'est des bonshommes sur qui on peut compter pour faire de la sensibilisation. Quand ils vont avoir compris, ils auront compris.

Selon Edith, il y a moyen de faire de l'éducation à la consommation sans partir de coop tout de suite.

- "Je vais travailler davantage à amener les assistés sociaux avec les autres travailleurs du regroupement" (Comité populaire formé à l'occasion du conflit à l'Hôpital St-Michel et la grève de Dennison).

(Evaluation d'Edith)

Ce Comité populaire ne s'est pas encore fixé clairement des objectifs: lenteur à se donner des structures, des objectifs clairs et à préciser les étapes nécessaires à leur réalisation.

- La grande difficulté de travailler avec les assistés sociaux, c'est d'aller au-delà de l'instauration d'un service, c'est-à-dire de passer aux étapes antérieures du projet. Problème de les amener à se prendre en charge.

Dans ce sens, l'affaire est cependant en marche: début de formation d'un comité de sociétaires à la Caisse populaire St-Joseph, pour les informer sur le fonctionnement des caisses d'épargne et sur le principe coopératif, afin de susciter leur participation aux affaires de leur caisse, de leur quartier, de leur milieu.

Pour Edith, prise en charge veut aussi dire appropriation des institutions.

On déborde à ce moment sur l'idée d'organisation communautaire. Edith répète que ce qu'elle désire établir, c'est des réseaux de monde qui grossissent et qui partent d'autre chose.

D) Animation de vie étudiante

On veut changer notre méthode. C'est la même philosophie que l'AC, mais cette année, les activités se font par classes. L'an prochain, on va décloisonner au niveau de l'école. Les étudiants par le Conseil étudiant organiseront leurs activités.

4) Suites du projet pour 1974-75:

a) En milieu urbain: poursuite du travail accompli

- Education à la consommation.
- Mise sur pied d'un comptoir coopératif d'alimentation.
- Organisation d'une A.C.E.F.

b) En milieu rural: travail concentré cette année sur les deux municipalités qui ont le mieux fonctionné en 1973-74

- St-Nicéphore : poursuivre l'action entreprise et se retirer peu à peu.
- Acton Vale : garderie et C.L.S.C.
- Autres municipalités : garder le contact, assurer une présence d'aide.

(3) DOLLARD-DES-ORMEAUX

1) Objectifs du projet d'AC 1973-74.

2) Identification de la démarche.

3) Déroulement du projet.

4) Suites du projet pour 1974-75.

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DOLLARD-DES-ORMEAUX

1) Objectifs visés dans le projet initial:

"Etude du milieu" - Secteur de Lachute.

1) Découvrir les besoins réels de la polulation adulte travaillante et non travaillante dans le domaine de la formation académique, professionnelle, populaire.

2) La relance du secteur sur les plans académique, professionnel et populaire. (Rapprocher le secteur de Lachute).

3) Une nouvelle prise de conscience par les gens du milieu quant à la participation au développement de la région aéroportuaire.

4) Une prise de conscience de leurs besoins, de leurs aspirations et des moyens qu'ils peuvent trouver pour améliorer leur région sur le plan culturel.

5) Permettre aux gens de s'exprimer sur leurs besoins, leurs attentes face au S.E.A. et par la suite aux organismes concernés.

6) Connaître les ressources et les dynamismes du milieu.

7) Connaître les disponibilités d'emploi dans la région face à l'aéroport

2) Identification de la démarche:

Puisqu'il s'agit d'une étude des besoins, ce sont les étapes définies par un travail de recherche telles:

lère étape: - composition, rédaction et codification d'un prétest;

- préparation de l'équipe avec l'aide de Multi-Média.

2ème étape: - entrevues

3ème étape: - traitement des données;

- interprétation et rédaction du rapport;

- diffusion aux organismes intéressés.

3) Déroulement du projet:

Cette entrevue n'apporte pas une couleur vivante à la réalité du projet, car nous n'avons pu rencontrer que le responsable SEAPAC et non l'animateur-recherchiste, donc les données sont limitées.

a) Travail avec les organismes:

Nos animateurs ont rencontré une quinzaine d'organismes au début et par la suite, ont travaillé avec les plus motivés.

Les organismes veulent bien collaborer, mais ne donnent pas de réponse active. Ils attendent les résultats de l'enquête.

Les organismes qui nous semblent motivés et désireux de continuer leur collaboration:

- Multi-Média, Club Lions, Club Optimiste, C.F.P., C.M.C., A.F.E.A.S., S.E.A., Cho-Trav, A.C.E.F., patrons d'entreprises, Centre d'art d'Argenteuil.

Jusqu'à présent par rapport aux organismes, on a remarqué deux constantes:

1) un manque total d'information inter-organismes dans le milieu.

Souvent, ils ont les mêmes objectifs et ne le savent pas; ont aussi des services qui pourraient être utilisés en commun:

- exemple: service d'imprimerie.

2) tout le monde se pose la même question:

- pourquoi on n'avance pas?

Ils se plaignent qu'ils n'ont pas d'animateur. Une telle absence fait qu'ils piétinent dans le milieu, qu'ils ne s'embarquent pas.

L'attitude générale des organismes:

"Rappelez-nous quand vous aurez fini et que vous connaîtrez les résultats de l'enquête".

b) Travail dans les Centres:

- On a travaillé surtout à l'accueil des étudiants plein temps de Lachute. Faut ici noter qu'à Lachute (à cause de son caractère bilingue et très désorganisé), bouge beaucoup plus lentement que St-Jérôme.

- Le seul travail qui ait vraiment réussi, en terme de AVE, a été celui entrepris avec les étudiants à plein temps. Quelques étudiants au temps partiel se sont joints à ceux du plein temps.

- Participation au Colloque provincial:

  - pour la formation d'une association des étudiants adultes.

Nos animateurs du Centre ont trouvé des leaders naturels et un travail de pression s'est organisé au niveau des C.M.C., des pressions bien organisées pour apporter des solutions au problème du cinquante-deux semaines. Les gens veulent plus que ce temps alloué. Continuent la pression.

Le travail qui a été fait avec les étudiants adultes a été de faire en sorte qu'ils se sentent plus chez-eux dans l'école. L'école, c'est un complexe qui ne leur appartient pas. Il fallait leur faire saisir que l'école c'est à eux, c'est leurs taxes.

L'autre objectif était de leur faire comprendre que nous étions à leur service, mais de nous demander autre chose que des activités de consommation:

- exemple de type d'activités que nous avons eu avec les étudiants: préparer leur rapport d'impôt.

L'animation dans ce S.E.A. est beaucoup basée sur l'attente de l'interprétation de l'enquête. De là, on va réorienter les besoins vers les organismes. On n'a pas pensé encore à l'étape de comment rejoindre la population. On s'en tient strictement aux organismes.

c) L'enquête sur les besoins: l'enquête s'est déroulée auprès de 1,200 personnes. Les résultats ne sont pas encore disponibles. Les responsables de la recherche en sont encore à l'étape de l'analyse et de l'interprétation des réponses.

Thèmes du questionnaire:

- monde du travail de l'interviewé;
- attitudes et aspirations en éducation;
- attitudes et aspirations en loisirs;
- questions d'identification générale (âge, sexe, langue, etc.).

4) Evaluation du projet 1973-74 par la C.S.

Constatation que le S.E.A. répondait plutôt à des besoins individuels qu'à des besoins de groupe.

Constater aussi la nécessité de sortir de nos bureaux et de nous rendre vers les gens. Ils connaissent souvent mieux que nous leurs propres besoins.

Nous avons constaté que nous n'existions pas pour sauvegarder des heures-groupes, mais pour répondre à des attentes.

Nous avons constaté que la meilleure publicité n'était pas dans les revues et les journaux mais dans la présence d'animateurs sur le terrain avec le "populo".

5) Suites du projet pour 1974-75:

1) Objectifs visés

L'organisation du milieu se conçoit comme le dévelop-

pement du droit de contrôle des citoyens sur l'évolution de leur milieu. Le milieu "s'organise" dans la mesure où les citoyens apprennent non seulement à définir leurs besoins et à les faire connaître, mais surtout lorsqu'ils font pression sur les organismes concernés. Ces derniers doivent ainsi s'ajuster en fonction des attentes de la population.

Notre objectif est de permettre que ces attentes de la population puissent s'exprimer par des demandes d'amélioration des services existants et/ou de création de nouveaux services.

2) Moyens:

Inventaire des organismes existant dans le milieu; regroupement de ces mêmes organismes par objectifs. (Ce travail est déjà commencé auprès d'une dizaine d'organismes).

Rencontre des leaders des organismes pour identification des besoins.

Elaboration de projets qui tiendront compte des besoins exprimés comme: formation d'animateurs à l'intérieur des organismes, information inter-organismes, etc...

Des démarches qui consisteront à aider les citoyens de la communauté à prendre conscience de leurs problèmes et de leurs causes. Aider les citoyens à prendre leurs responsabilités en main, à s'engager dans des formes d'action qui semblent des plus pertinentes

Le S.E.A. se considérant comme service veut s'impliquer dans le milieu à partir de l'animation de la vie étudiante.

(4) YAMASKA

1) Objectifs du projet D'AC 1973-74.

2) Démarche du projet.

3) Evaluation par rapport aux objectif fixés.

4) Suites du projet pour 1974-75.

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE YAMASKA

1) Objectifs du projet formulés en 1973-74:

1) Regrouper les personnes (représentants d'organismes et personnes bénévoles extérieures aux organismes) dans un processus de réflexion sur le vécu du milieu même, de sensibilisation aux besoins, de mise en commun des expériences individuelles et des ressources existantes, d'inventaires et de choix de solution, de prise de décision, d'actions et d'évaluation de résultats.

2) Amener la coordination des différents éléments agissant ou susceptibles d'agir dans le milieu, en vue de répondre éventuellement aux besoins jugés essentiels par la communauté.

3) Apporter au milieu l'aide nécessaire, sur le plan des ressources humaines et matérielles pour que se réalisent ce groupement et cette coordination.

2) Déroulement du projet:

L'AC dans cette C.S. a été démarrée par cinq animateurs engagés à temps partiel pour travailler surtout dans le milieu rural. L'entrevue que nous avons eue avec quatre de ces animateurs n'a pas suivi le déroulement normal d'une entrevue. Nous avons tout simplement assisté à une réunion hebdomadaire de l'équipe, comme observateurs. C'est à partir des informations tirées de cette réunion que nous essayerons de vous faire vivre un peu ce qui se passe en animation communautaire dans cette C.S.R.

A partir de la formation de l'équipe on a mis le projet écrit de côté. La nouvelle démarche était la suivante:

- que la personne choisie aille là où elle peut faire le plus dans le temps qu'elle a.

Le seul objectif bien général qui nous restait était celui du développement communautaire. Chaque animateur s'est tracé ses propres objectifs:

-"moi, je veux provoquer le milieu et développer le caractère régional".

-"moi, ce sur quoi j'accroche bien gros, c'est les cultivateurs. Y a des problèmes, je veux patauger là-dedans".

-etc...

Le responsable SEAPAC a respecté cette démarche.

A) Germain travaille en milieu rural avec les cultivateurs de Ste-Madeleine. Il est professeur le jour.

Le groupe avec lequel Germain travaille s'était organisé une rencontre avec le Ministre fédéral de l'Agriculture. Ils cherchaient des informations valables sur la Loi de l'assurance-récolte. Ils sont allés par la même occasion à Toronto pour les mêmes raisons.

Leurs points d'interrogation: comment bâtir une telle loi, quoi accepter d'un gouvernement et quoi ne pas accepter.

Les cultivateurs sont un peu "écoeurés" de la lenteur de l'UPA dans toutes leurs démandes et ce groupe en particulier voudrait sérieusement se partir une association à part, une association parallèle qui jouerait les rôles que l'UPA ne joue pas. Ont la ferme assurance que les choses iraient plus vite. L'animateur voit dans ces recherches entreprises, une motivation saine qui les pousse à s'informer davantage sur ce qui les concerne.

"L'autre impact, si ça arrive nez à nez avec l'UPA, ça peut faire réfléchir cette association. L'UPA, c'est nous autres".

"C'est pas moi qui les pousse dans cette action, ce sont eux".

"Qu'est-ce qu'on a nous, les agriculteurs. Les organismes qui nous représentent, ça nous donne rien". Ils veulent se réorganiser.

A Ste-Madeleine: Rencontres régulières avec des groupes d'agriculteurs.

Gestes bien positifs posés par les agriculteurs en vue de se prendre

en charge, notamment en nommant des personnes qui joueraient le rôle de représentants ou d'observateurs sur différents comités.

Organisation de séances d'information qui répondent à leurs besoins.

Rencontres avec l'organisme régional UPA pour que celui-ci attache plus d'importance à l'aspect social de la vie de l'agriculteur.

B) Marise travaille à St-Liboire

La première intervention qui a été faite a été une intervention au niveau des loisirs. Cette intervention étant terminée, Marise se demande maintenant ce qu'elle va faire. Elle travaille avec Michel (absent ce soir-là, à cause d'une paternité).

"On s'est demandé si ce serait pas positif d'aller voir ce que d'autres font ailleurs, dans d'autres milieux ruraux: projet d'animation filmé qu'on pourrait regarder, prendre du recul, discuter".

Marise cherche des stimulants. Toute l'équipe, en particulier Germain émet l'opinion de la peur du parachutage - essayer de faire coller une expérience d'ailleurs qui ne colle pas.

Marise: "j'ai pas l'impression que ce que je fais de ce temps-ci me donne d'autres habilités et que, l'expérience finie, j'aurai acquis de nouvelles habilités ou d'autres techniques".

L'équipe essaie de suggérer à Marise comment continuer l'action de ce qui a été fait au niveau des loisirs - garder ce filon - continuer à cheminer avec les jeunes jusqu'à ce que leur projet de Perspective-Jeunesse soit accepté.

Le problème de Marise est en partie solutionné. Elle va réfléchir...

Souvent, même si on cherche des informations sur les expériences en animation, ces expériences ne sont pas traduites en termes communicatifs. On s'en tient souvent au niveau des principes, mais les expériences comme telles ne sont pas relatées.

A St-Liboire: Support au comité local de loisirs et mise en relation avec l'organisme régional C.R.L. (Conseil Régional des Loisirs).

Support à l'AFEAS local et aide à l'évaluation des besoins et des aspirations des femmes de la paroisse.

Approche en vue de la création d'un Club de l'Age d'Or.

C) Michel est gérant d'une caisse populaire et fait de l'animation à temps partiel à son lieu de résidence: St-Denis. Il a surtout une formation dans les sports et les loisirs.

Michel réaffirme qu'engagé comme animateur à temps partiel, il ne peut pas s'embarquer dans des projets à long terme. (On rejoint ici un problème généralisé dans beaucoup de C.S.).

Ex: Le commissaire qui m'appelle et me propose de préparer une demande de gymnase. Le ministère a des fonds pour ce projet, mais la demande doit venir du public.

Il s'agit alors de former un comité de planification, faire une demande; tout ce travail, c'est trop long.

"Avec le temps que tu as, tu fais des petites bebelles" - Ex: le festival culturel.

Face à la question de Marise: "Que faire", il réagit de cette façon:

"Vaste étude du nombril pour établir un système de communication entre nous autres. Bien important de discuter: est-ce qu'il y a une autre façon d'aborder la chose". - Trouver une façon plus intéressante.

"C'est vrai qu'il y a des moments, des semaines où il ne se passe rien (statu quo)".

"J'aimerais ça qu'on s'embarque dans des problèmes tels l'UPA, les organismes régionaux, etc..., les personnes en place, notre attitude face à ces personnes et ces institutions, notre discussion commencée sur animation-organisation. On pourrait aussi discuter d'un autre problème, la survie de l'AC en milieu rural".

"Ça me frustre dans la structure actuelle: arrête, va pas trop vite".

"On est rendu au point X de n'importe quel projet P.I.L. On va se regarder et on va se demander si ça vaut la peine d'être là".

"On va-tu rester ou tomber".

L'équipe se remet en question. Elle sent qu'elle est rendue au point d'évaluer les projets entrepris.

Michel n'a pas les mêmes problèmes que Marise ou Germain. Il travaille à la mise sur pied d'un festival culturel, chose qu'il perçoit comme très technique, donc moins casse-tête.

D) Bruno travaille avec des jeunes de St-Simon à un montage d'audio-visuel sur la vie de la paroisse. Il essaie de mettre sur pied un atelier-création: mettre sur pied une feuille de chou local (4-5 pages), un service d'affichage pour les gens qui en ont besoin, développer des techniques d'artisanat pas compliquées, se rencontrer pour prendre un café.

"On est une gang et on décide de faire quelque chose. A déterminer encore... ça risque de marcher".

Bruno espère continuer son travail auprès des jeunes, car si lui ne peut continuer, si le projet d'AC ne continue pas, les choses vont tomber à l'eau. L'équipe n'est pas encore assez solide pour continuer toute seule.

E) Animation de Vie Etudiante:

Au moment où nous sommes allés passer l'entrevue, l'animatrice de Vie Etudiante devait s'absenter pour quelques semaines. Le responsable SEAPAC nous l'a présentée comme une personne très dynamique qui a essayé de faire des expériences nouvelles d'animation - ce qui lui a valu quelques difficultés - mais "elle retombait toujours sur ses pattes".

L'AVE a démarré vers la fin de l'année passée. Réjean est entré en fonction en mars de cette année-là.

"Je ne savais pas où je ciblais. Ce que je proposais, c'est qu'il y ait au moins deux périodes libérées, consacrées à des activités.

Ce fut accepté, mais c'était un peu sorcier, car il n'y avait rien de bien encadrant là-dedans.

Il s'agissait donc d'encadrer ces activités pour sécuriser tout le monde. Trouver un englobant qui puisse couvrir l'acte éducatif.

Ce que je ne voudrais pas, c'est que ces activités soient parallèles et encadrent une clientèle trop marginale. C'est un peu ce qui s'est produit cette année".

Difficultés: de répondre aux intérêts de chacun, de laisser libre choix aux étudiants, engagement de personnes-ressources, problème des horaires, intérêt non soutenu pour des activités qui demandent une certaine continuité (ex: photo).

Beaucoup de ces activités tendent surtout vers les relations humaines et c'est là qu'apparait les résistances de la part d'autres personnes. Ce qu'il faudrait faire c'est amener les personnes à réfléchir sur la valeur éducative d'un acte.

F) Le rôle du responsable SEAPAC à Yamaska

Réjean travaille beaucoup sur la restructuration et l'intégration des services à l'intérieur du S.E.A.

"J'investis beaucoup dans le développement pédagogique"- 20% de son temps va encore en consultation.

En AC, je suis responsable du projet. A date, nous avons avec l'équipe d'animateurs des réunions très systématiques à tous les quinze jours.

3) Evaluation par rapport aux objectifs:

Avantage de la formule d'animateurs à temps partiel (5), relativement près des milieux ruraux:

- possibilité de toucher plus de milieux;
- possibilité d'expérimenter diverses approches en animation du milieu;
- enrichissement par la réflexion sur des problèmes communs aux différents milieux ruraux;

- enrichissement par le feed-back des animateurs sur les stratégies utilisées par chacun d'eux et sur la façon d'aborder les problèmes.

(Tirés du rapport d'évaluation de la C.S.R.)

Les objectifs initiaux du projet consistaient à regrouper des personnes dans un processus de réflexion et d'action, de favoriser la coordination de différents éléments du milieu et d'apporter l'aide nécessaire pour que se réalisent ce regroupement et cette coordination.

Ces objectifs, à notre avis, sont toujours réalistes et réalisables dans un certain continuum mais n'ont pas été complètement atteints durant les 4 mois qu'a duré la réalisation du projet. Pour les atteindre, les animateurs ont dû consacrer une bonne partie de leur temps et de leurs efforts à la connaissance des milieux dans lesquels ils oeuvraient et à leur intégration à ces milieux. La réalisation du projet a donc dû débuter par de nombreuses rencontres individuelles ou de petits groupes avant que de pouvoir se focaliser sur un ou des aspects plus spécifiques avec des groupements donnés. Nous sommes toutefois persuadés qu'une période de temps plus longue aurait permis de planifier les actions de sorte que l'animation entreprise aurait plus adéquatement atteint les objectifs fixés.

Suite à l'expérience, deux constatations ressortent: la première, c'est que les milieux ruraux, du moins ceux qui ont été touchés, ne sont pas réfractaires à l'animation; la deuxième, c'est que pour que le travail de l'animateur soit efficace, il faut que ce dernier prenne le temps de vivre avec les gens et de vivre, pour ainsi dire, au rythme rural.

4) Suites du projet pour 1974-75:

- Favoriser le regroupement de personnes dans un processus de réflexion sur le vécu de chacun dans le milieu et sur le vécu du milieu même, de façon à constituer des groupements d'action sociale.

- Encourager les organismes déjà existants à réévaluer leurs activités et leurs structures afin de mieux répondre, le cas échéant, aux besoins changeants de leur communauté.

- Permettre à des groupements d'identifier les ressources communautaires et de les utiliser le plus efficacement possible.

- Améliorer la communication et l'échange d'information dans les milieux ruraux, particulièrement entre les agriculteurs.

- Promouvoir le développement des associations féminines déjà existantes dans les milieux ruraux.

- Apporter le support nécessaire aux actions qu'a suscitées le projet spécial d'animation du milieu 1973-74.

(5) ESTRIE:

1) Objectifs du projet d'AC 1973-74.

2) Identification de la démarche.

3) Déroulement du projet:

A) Carrefour

B) Inter-Média

C) Centre 24 Juin

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DE L'ESTRIE

1) Objectifs du projet initial 1973-74

Généraux: 1) Développer l'expression par l'utilisation de l'audio-visuel.

2) Développer l'information.

3) Développer l'auto-information et la communication par et pour les citoyens exclus des mécanismes de décision.

Concrets: 1) Permettre aux citoyens de s'exprimer par l'usage de la T.V.C.

2) Permettre aux citoyens de s'exprimer par l'audio-visuel et de communiquer en organisant avec Inter-Média des activités de formation.

2) Identification de leur démarche: expérience du Centre 24 Juin

Par rapport à l'effet visé - Qu'un certain nombre d'adultes intéressés en arrivent à s'exprimer au niveau de leur groupe par l'audio-visuel.
Ex.: Cible - étudiants-adultes d'un centre de formation.

Les activités mises en branle par rapport à cet effet visé -

1) Sessions d'initiation à la communication au niveau d'un groupe par l'image et le son (fabrication d'un diaporama).

2) Sessions d'entraînement à la manipulation des appareils vidéo (portopak, table de montage).

3) Ateliers pratiques de production de documents vidéo sur des sujets choisis par des adultes.

4) Séances de visionnement et de discussion de ces documents pour tous les adultes du Centre.

Etc...

Les moyens employés - une personne-ressource, deux jours et demi par semaine, soit l'agent de développement, le technicien ou les animateurs d'Inter-Média.

3) Déroulement du projet

Nous décrirons ici les deux expériences d'AC qui se font à l'intérieur du S.E.A.,

- Inter-Média (Jean - animateur)

- Carrefour d'éducation populaire (Gérard - animateur)

par le témoignage de ces deux animateurs.

A) Le Carrefour:

Le travail de Gérard au Carrefour a été surtout de défricher toutes les expériences du milieu, telles - maison du chômeur, Accent (Projet du Centre sud) - PIL, femmes chefs de famille. Les gens étaient rendus à bout de souffle et ont pensé mettre un animateur pour relier tous ces groupes.

Il s'agissait pour moi de faire le pont entre les groupes d'action: formaliser une démarche d'action.

C'était un peu un rôle de "patchage" - contact avec les média d'information (lettres ouvertes) toujours dans le but d'établir des ponts entre les différents groupes, créer des liens.

Les assises du Carrefour, contrairement à l'an dernier, fonctionnent: quatre comités de citoyens, une association de locataires.

Travail de défricher une clientèle:

1) Cf. Femmes - chefs de famille: elles avaient besoin d'être documentées, progressivement animées. Cours de leadership, ateliers, etc...

2) Cf. Les handicapés physiques: rationaliser, comment utiliser les soirées d'information. Cours sur les relations humaines. Distribution massive d'information sur les questions de l'endettement, les faillites. Transformer l'utilisation des media d'information. Essayer de décupler la connaissance de la situation des endettés.

Ça n'a pas été un punch comme on l'aurait désiré avec cette clientèle.

(Travail au niveau des caisses populaires en collaboration avec l'ACEF)

3) Cf. Réunions mensuelles des caisses populaires: problématique de la participation aux assemblées des caisses populaires. Cette action a provoqué un remous même s'il n'y a pas eu de follow-up..

Cette année dans les assemblées des caisses il y a un petit changement.

4) Mobilisation automne:

Les projets PIL déversent $600,000. dans la région de Sherbrooke. Regroupement des personnes-ressources de Sherbrooke pour agir au niveau de la distribution de ces argents: rencontre avec les hauts-fonctionnaires, avec les députés.

On souhaite que les projets soient raccrochés aux besoins du milieu et récupérés par les organismes concernés.

On a monté un comité consultatif de coordination (bénévole); réussite moyenne - au lieu d'avoir 1 million tel que prévu, on a reçu $600,000. Pour les organismes, c'était un pas en avant.

Style d'animation de Gérard

"L'an passé, je fonctionnais au pif. Cette année, j'ai besoin d'un cadre plus fixe".

Le Carrefour devait devenir mécaniame d'interinformation et interconcertation.

Il y a eu quelques grandes assemblées (A.C.E.F., foyer des filles-mères, délégués syndicaux).

But visé était toujours mise en relation des groupes pour que tôt ou tard, ils puissent être regroupés.

D'autre types d'action ont été entrepris:

- Avec les locataires face à la hausse considérable des prix des loyers.

- Travail de base pour monter une coopérative de frais funéraires: ça fait déjà un an qu'on y travaille. Il n'y a pas encore de mobilisation là-dessus. Pour le moment, on travaille en cercle fermé.

Dans ce projet de coopérative, il s'agit:

1) De bâtir un certain type de force populaire, créer un impact psychologique sur les trois propriétaires qui maintiennent le cartel.

2) Atteindre les gens du 3è âge avec qui on n'a jamais essayé de faire du travail éducatif. On se limite toujours à des organisations de voyage ou de parties de cartes.

Je me sens moins en contact avec la clientèle. J'interviens surtout au niveau des agents.

Le rôle de documentaliste et d'interinformateur m'accapare beaucoup.

Pour l'an prochain, je me vois très bien jouer deux rôles bien définis - agent de terrain
- agent documentaliste.

Je me considère aussi comme agent de marketing pour le développement de l'éducation populaire. J'irais jusqu'à désirer des pancartes, des collants, de la grosse publicité pour que l'éducation populaire prenne forme.

Agent de marketing aussi pour élargir les bases sociales des groupes qui font de l'AC. Essayer de faire connaître ce que les gens vivent (ex.: les assistés sociaux, les vieux, les handicapés, les locataires, etc...) par les moyens de communications locaux; faire un travail de promotion pour rendre les gens conscients du vécu.

Mon rôle à moi est celui qui prépare les conditions, qui aide à définir des stratégies de lutte.

Autour du Carrefour, on devrait être plus en mesure d'être avec les groupes et d'avoir un rapport suivi avec eux en dehors des actions parcellaires.

B) Inter-Média:

Jean - A Inter-Média, il y a une équipe de six animateurs dont deux sont payés par Société nouvelle, trois étaient payés par le ministère des Communications et un payé par la Régionale.

Pour la Régionale, on a essayé de préciser mon travail:

- La moitié du temps avec les étudiants adultes du Centre 24 Juin (2½ jours).

- La moitié du temps avec la population "at large" (2½ jours).

1) Animation au Centre 24 Juin

Toutes les actions au Centre 24 Juin tournent autour de ma présence. Auprès de cette clientèle les objectifs qu'on s'était tracés (voir objectifs du projet) étaient les suivants:

- Donner une formation aux adultes sur les communications par l'audio-visuel.

- Susciter des discussions à partir des vidéos.

- S'embarquer avec ce qui se fait, dans l'expérience du milieu. S'embarquer avec les groupes ou les équipes.

En réalité, il y a deux choses à faire au Centre 24 Juin:

1) Formation pour étudier l'équipement technique.

2) Assistance pour qu'ils puissent organiser une discussion à partir de ce qu'ils avaient produits.

Réalisation: un vidéo au 1er semestre sur ce que les étudiants adultes vivent dans le Centre:

- contrôle

- exigences des professeurs, du directeur

- stress académique.

Ce vidéo a été produit au début de décembre et a eu un gros impact dans le Centre. Il a été diffusé classe par classe. Il a déclenché au 2è semestre un mouvement - surtout dans l'équipe de français. On a rencontré les chefs d'équipe et on a essayé de mettre sur pied une pédagogie à prendre avec les adultes qui respecteraient les concepts de prise en charge et de responsabilité.

Cette nouvelle pédagogie accepterait les activités comme crédits de français. Etablir un programme plus souple où il serait possible de faire du français et d'autres matières de cette façon (à partir des centres d'intérêts).

Ce vers quoi je veux évoluer:

Travailler avec des gens qui n'ont pas de chance de s'exprimer; leur aider à se rendre compte d'où ils sont partis, où ils sont rendus.

Au Centre 24 Juin, je ne me définis pas par rapport aux objectifs du service. Je suis cependant certain que je fais de l'éducation et de l'animation.

L'animateur d'Inter-Média a trouvé cette expérience plus négative que positive à cause de différents facteurs dont:

- la non-disponibilité des étudiants pour un tel genre d'activité.

- La limitation des 52 semaines.

- Le stress académique.

- Le manque de formation et de collaboration des professeurs dans ce genre d'expérience.

2) T.V.C. - Par rapport à l'évaluation faite sur la T.V.C., nous avons plutôt opté pour la diffusion en circuit fermé - le vidéo.

Evaluation: - cette année la Compagnie du cable a pris tout le réseau

- a refusé un comité de programmation décisionnel

- a repris tout le contrôle de la programmation

- faible cote d'écoute

- diffusion et pas de participation.

Objectif: pas de diffusion pour de la diffusion, mais de la diffusion qui mène à la discussion (participation-formation). On revient aux objectifs du projet.

Productions concrètes de vidéos:

- 2 vidéos.

- Production du Comité populaire (C.S.N.) sur la hausse de prix.

- Maison du quartier - les femmes veulent s'exprimer.

- Garderie (projet P.I.L.).

- Loyers à prix modique (veulent le diffuser dans les églises, à la place du sermon).

Le vidéo, du fait qu'il est en milieu fermé permet une plus grande réflexion, plus d'approfondissement (ex.: les élections municipales, les multinationales).

Pour maintenant et l'an prochain: Orientation de l'action

| Créer un réseau: mettre en relation le plus de monde possible.

| Etre outil d'action pour les groupes: provoquer et activer le phénomène de la prise de conscience.

| Valoriser l'expérience des groupes populaires face aux travailleurs et tout autre type d'expérience.

Pour nous, la production ce n'est pas l'étape la plus importante. Ce qui est important, c'est de faire cheminer les gens qui y participent de près ou de loin et de les mettre en relation les uns vis-à-vis les autres.

L'action suit deux tendances:

- Action qui se fait dans le sens de l'Education populaire.

- Action qui se fait dans le sens de lutte populaire.

Consolider la mobilisation plutôt que de chercher de nouvelles clientèles.

C) Animation de vie étudiante: Centre 24 Juin

Les animateurs considèrent ce Centre comme une boîte de scolarisation où il est très difficile de faire de l'animation, telle que fixée dans les objectifs du projet d'AC.

Tant que ça restera une boîte académique, nous avons l'impression qu'il n'y a rien à faire. Les étudiants s'adressent toujours aux professeurs et au directeur comme personnes susceptibles de leur donner un papier, des crédits, des notes et pas autre chose.

Il y a cependant une ferme conviction que le travail doit se continuer avec ces étudiants adultes dans le sens suivant:

- Les mettre en rapport avec les organismes sociaux avec qui ils puissent se greffer une fois sortis de cette situation de dépendance.

- Les mettre en rapport avec ce qui se passe dans le milieu.

Le rationnel de l'A.V.E. est très faible. Il ne fait que commencer à s'articuler.

Si on faisait une table pour parler de l'AC et de l'A.V.E., je dis zéro, je retiens zéro.

D) Rôle du S.E.A. (par rapport aux autres organismes):

. Conjugaison

. Mise en présence

. Créer les conditions pour que les projets soient porteur d'une éducation de fond.

Les animateurs souhaiteraient que le responsable des cours d'éducation populaire, en collaboration avec eux, fixe des objectifs, des pédagogies.

Il devrait y avoir un processus d'évaluation commun entre les interventions qui se font en animation communautaire et de cours d'éducation populaire.

(6) PASCAL-TACHE:

1) Objectifs du projet d'AC 1973-74.

2) Identification de la démarche.

3) Déroulement du projet.

4) Suites du projet pour 1974-75.

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DE PASCAL-TACHE.

1) Objectifs du projet d'AC 1973-74:

A) Objectifs de l'Education des adultes.

Plan personnel

1) Favoriser le développement de la personne: que la personne apprenne à se connaître, à prendre conscience d'elle-même et de son potentiel (capacités et ressources intérieures).

Plan socio-culturel

2) Favoriser la participation de la population au développement des ressources humaines. C'est-à-dire à la définition de ses propres objectifs.

3) Développer la personne en tant qu'être enraciné dans un environnement en facilitant la prise de conscience des devoirs et responsabilités sociales.

4) R dre accessible les informations sur le socioculturel environnant et les outils de participation à des projets collectifs.

Plan socio-économique

5) Permettre l'insertion de l'individu dans le monde du travail: recyclage, reconversion partielle ou totale, perfectionnement.

B) Objectifs des SEA dans les C.S.

Etre près des gens afin de mieux les connaître et de mieux répondre à leurs besoins: se situer quelque part entre la population et ses besoins et les ressources éducatives susceptibles de satisfaire ces besoins.

1. Tenir un dossier statistique sur chaque paroisse.

2. Etablir des relations plus soutenues avec les organismes du milieu: les permanents.

3. Evaluation compilée de ce que les gens pensent après avoir suivi un cours.

4. Un suivi de ceux qui abandonnent en cours de route les cours à temps partiel.

5. Mettre l'accent sur l'inventaire des besoins des gens.

- Connaître les besoins éducatifs des adultes du territoire desservi par la C.S.
- Faire connaître davantage à ces adultes le SEA.
- Permettre au SEA de mieux connaître les organismes locaux.

2) Identification de la démarche: Inventaire des besoins 1973-74

Interview ouvert - contact: sous forme de rencontres individuelles ou personnalisées avec des personnes-clefs dans chacune des paroisses.

Canevas de questions semi-fermées.

Compilation
- grille-synthèse
- regroupements

3) Déroulement du projet: "Etude préalable d'Animation du milieu."

A) Introduction

L'équipe a voulu faire démarrer l'entrevue avec le document préparé par l'animateur Roger:

Evaluation

C'est cette évaluation écrite, présentée en juin 74 qui sera notre principale source d'information. Nous nous attarderons à la première partie démarche seulement.

1. Démarche
   - A) Approche
   - B) Mandat
   - C) Implications personnelles
   - D) Relations avec le SEA
   - E) Evaluation personnelle de l'animateur
2. Contenu — Compilation, analyse
3. Types de projet — Voir: grille

L'entrevue a surtout porté sur la démarche. Le contenu a été développé en vue de la présentation de l'évaluation pour la

DGEA. Nous intercalerons globalement l'entrevue et cette évaluation pour définir ce qui s'est fait dans le cadre de l'AC à Pascal-Taché.

Cette recherche a démarré sur une réflexion qu'on rejoignait toujours la même clientèle. On ne rejoint jamais les assistés sociaux, les vieillards, etc... C'est dans le but d'aller rencontrer ces gens-là que nous avons décidé de commencer l'AC par une étude préalable du milieu.

Pour les besoins de l'enquête nous avons respecté la division de la CSR en cinq secteurs, cinq centres de formation.

B) Approche-type

Première étape: préparation:

L'animateur doit premièrement s'interroger sur son rôle d'animateur, et doit clarifier le plus possible son mandat, face à lui-même, à l'animation, au commanditaire et surtout au milieu à toucher. Il se sensibilise à ce milieu par des lectures et par des rencontres qui l'informent des données qui le caractérisent (culture, économie, forêt, industrie, mentalité).

Deuxième étape:

La rencontre avec le responsable de centre est très utile. Je peux connaître mieux le secteur, savoir où commencer le travail, qui rencontrer?

Je peux aussi m'informer sur tous les points: culture, économie, forêt, industrie, mentalité. C'est après le 2ième secteur terminé, que je me suis rendu compte de la nécessité d'avoir un pied à terre dans le secteur, où téléphoner, échanger, réorienter mon approche et ceci en utilisant d'une façon plus systématique le bureau du responsable de centre, en le faisant participer plus à ma recherche, c'est-à-dire en l'informant en cours de route du "Comment ça va".

Je me suis rendu compte que j'aurais pu utiliser beaucoup plus du Directeur de centre. Je ne me suis pas assez rapproché de lui.

Je me suis rendu compte aussi que je devais envoyer un questionnaire à la fin de ma visite dans le secteur, parce que je n'arrivais pas à rejoindre tout le monde que j'aurais voulu rejoindre.

Troisième étape: Rencontre avec les personnes ressources et les groupes:

Ces personnes ressources sont des responsables d'organismes ou de

groupes déjà existants, ou des individus qui réfiètent bien et facilement le milieu.

Les groupes sont soit un organisme, un club, une association déjà existante ou soit un groupe de personnes ressources réunies par l'animateur.

Durant les rencontres de l'animateur avec des individus ou des groupes le type de fonctionnement général reste sensiblement le même, soit la description ou le récit du vécu dans le milieu. Les gens peuvent répondre à des questions du type: - Qu'est-ce que vous pensez de ...?

- Comment ça se passe telle affaire...?

Ils sont familiers avec ces types de questions. On les amène lentement à raconter leur vécu face à ce qu'ils avancent.

Les gens décrivent le milieu en général ou leur situation dans ce milieu, ce qu'ils en pensent, comment ils se sentent par rapport à ceci ou cela. Ce que l'animateur a à noter ce sont les plaintes, les problèmes, les difficultés, ce qui est et ce qui manque.

Ensuite on peut se diriger vers le comment "je" compte agir, comment j'ai agi, ce que j'ai fait ou ce que je peux faire par rapport à ces situations.

Enfin qu'est-ce qui me manque pour résoudre ces problèmes? et qu'est-ce qui pourrait être fait par des organismes pour m'aider et entre autres le Service d'éducation des adultes.

J'ai pu rencontrer facilement beaucoup de personnes ressources. Leurs noms m'étaient donnés par le responsable de centre et par d'autres gens interviewés (aussi bien des gens responsables d'organismes ou associations,etc... que d'autres, ne faisant partie d'aucun mouvement ou groupe structuré, mais réflitant bien leur milieu).

Le problème commençait avec les groupes non structurés. Il était très difficile de réunir ces gens:

- Parce que je ne suis pas du milieu, je ne peux m'occuper moi-même de les réunir.

- Difficile de savoir qui inviter à ces rencontres.

- Ca demande beaucoup de temps et d'énergie pour motiver des gens à en inviter d'autres à venir.

- Rien à offrir, vient chercher de l'information.

Comme cette partie de l'approche avait royalement échoué dans le secteur 1, soit St-Paul, c'est-à-dire que je ne pouvais moi-même inviter les gens (étant inconnu) à ces rencontres, trouver un local, fixer des heures, etc... J'avais pensé demander l'aide de certaines personnes ressources déjà rencontrées pour qu'elles fassent ces invitations et qu'elles m'aident dans ma recherche: ça n'a pas bien fonctionné à cause du:
- Manque de "pep" pour faire cette demande aux gens rencontrés.
- Peut-être aussi à cause des gens rencontrés dans le 2ième secteur.

On comptait beaucoup sur ces rencontres, mais n'ont pas donné les résultats prévus, parce que les gens qu'on ne rejoint jamais ne font pas partie de groupes. Il y a jamais eu de regroupement dans ce coin-là. Les assistés sociaux, on ne touche pas à ça. Faut aller les voir comme si on passait par hasard. On ne donne pas les noms. Ces gens-là vivent dans les rangs, très éloignés.

Les seules tentatives de regroupement: Opération 2000 (reboisement, travail dans les bois) - ODEQ: projets spéciaux de revalorisation sociale (quatre journées de travail, une journée de formation). Cette année, rien de cela n'a continué.

La différence entre le secteur St-Paul (les Hauts) et le secteur du fleuve (les Bas) est immense. Sur le bord du fleuve, les gens ne sortent pas, ne bougent pas; ils ont leur maison, leur terre; ils sont plus sécurisés. Dans les Hauts, ce sont des nomades, des gens très défavorisés qui vivent le problème des frontières (Canada - U.S.A.) comme une question de vie ou de mort. Cependans les Hauts commencent à être plus ouverts aux étrangers parce qu'ils veulent faire quelque chose.

Portrait - Robot de la région tel qu'établi par Roger:

MILIEU

DESCRIPTION PHYSIQUE

(Montmagny-Sud et L'Islet-Sud)

Géographie physique:

- Ce milieu est loin des centres urbains, difficile d'accès, dû aux montagnes, au climat, étendu le long des routes secondaires et des rangs, loin des axes routiers importants. Les routes et les rangs sont difficiles à entretenir, mal entretenus.

- La population y est peu nombreuse et trop éparpillée dans l'espace pour que toute tentative d'organisation soit vraiment rentable.

- Il s'ensuit que les gens sont difficiles à regrouper physiquement, que le coût de la vie y est plus élevé, tout devant être importé.

Services, ressources:

- Les gens sont habitués d'aller chercher leurs services en dehors (Montmagny). Ils sont d'ailleurs mal informés sur ces services.

- Il n'y a pas de professionnels dans les paroisses de ces secteurs, (sauf le curé et quelques enseignants).

- Il n'y a pas de comodités, services sociaux, s[illegible]s de santé, commerces: tout se centralise en dehors de leu[illegible]ntre (lait, boucherie, vêtement, autobus scolaire, etc.). Il n'y a pas vraiment de marché local pour quoi que ce soit.

Développement (situation économique):

- Toute l'économie est dépendante de la forêt. Il n'y a pas de diversité d'emplois, l'industrie du bois encourage la main-d'oeuvre à bon marché et non spécialisée.

- La centralisation des industries et commerces dans les villes n'encourage pas le développement économique de ces secteurs.

- La population ne possède plus rien: les terres et les lots à bois se vendent, les gens ne cultivent plus; la population est lentement dépossédée. Les jeunes partent, le taux de natalité baisse, la moyenne d'âge est très élevée.

- Il y a un manque de motivation, un manque de pouvoir concernant le développement de leur région. (Voir mentalité).

MILIEU

MENTALITE

La géographie physique, la situation du travail forestier et l'autorité en général, ont influencé fortement le développement d'une mentalité très particulière.

Individualisme:

- Mentalité de village (où tout le monde se connaît) rivalité, clans.

- Les gens n'ont jamais eu le droit de parole. Rien dans leur édu-

cation et leurs moeurs ne favorisait les contacts d'où un manque de mentalité de coopération.

- Les gens ne s'expriment jamais où ils devraient s'exprimer (acheminement de l'information). "Ils ne se plaignent jamais où ils devraient".

- Ils trouvent des solutions à leurs problèmes individuellement.

- Le silence, la gêne, la peur de perdre quelque chose, de se faire mettre en quarantaine et la peur de se faire identifier comme différent, "troubleur", caractérisent cette population.

- Il n'y a pas de tradition en action sociale, pas de potentiel de remise en question. Les gens n'ont pas confiance en leur jugement.

- Ils ont un sentiment d'incompétence et d'impuissance à changer quoi que ce soit.

- Ils sont de plus en plus méfiants, et pourtant (ceci est un paradoxe intéressant) ils se fient beaucoup à l'autorité en place. Ils ont un respect traditionnel de l'autorité en qui ils ont tout confié.

- Les gens ne s'occupent pas de leurs affaires, ne possèdent pas leur économie, se sentent impuissants au développement de leur région.

- Les problèmes qui devraient les toucher de près sont rendus des clichés culturels, vides de sens, non dynamiques et toutes les plaintes passent par ces formes d'expression. Ex: Y a d'la politique dans tout, on peut rien faire...

  C'est la faute de...

- Les gens veulent avoir "tout cuit dans le bec", ne sont pas impliqués dans l'organisation de leur milieu. Ils ne s'engagent que dans des loisirs faciles, comme la télévision ou l'hôtel.

- Les gens ne sont pas intellectuels, ni revendicateurs, ont un vocabulaire limité, des difficultés d'expression en général. Ils n'assistent pas aux réunions de toutes sortes (doivent se changer, n'ont rien à dire, se sentent incompétents). Ils sont des "voyeurs".

<u>Train de vie</u>:

- Les gens n'ont pas le sens de l'économie. Ils vivent au jour le jour: le train de vie est fort. Selon leur dire, le manque d'argent est le problème no I. Tout le monde est un peu commerçant, pensant au profit immédiat. La publicité les touche particulièrement.

Développement:

- Défaitisme.
- Manque de motivation au développement de leur coin.
- Ne croient plus tellement en leur paroisse ou leur région.

Dépendance - Indépendance:

- Dépendance en face de ceux qui ont le pouvoir (l'argent); boss, gouvernement, autorité.
- On penche du côté du plus fort, du côté qui est payant et qui nous fera vivre.
- Ne croient qu'aux subventions pour faire vivre quoique ce soit, aide extérieure.
- Ils sont aussi indépendants (font leur petite affaire). Dans le bois, ils sont habitués à être leur propre patron. Ils demeurent encore de cette mentalité de fermiers qui étaient propriétaires indépendants.

Fierté:

- N'aiment pas se faire abaisser devant les autres.
- Sont fiers.

Valeurs Synthèses:

- Loyer, auto, s'habiller, sortir

  après: alimentation, culture, santé (physique, mentale)

  après: coopération, entente, éducation, etc...

Retour à l'évaluation:

Je pense que les catégories très simples et nglobantes que nous avions, telles que:
- travail
- loisirs
- famille
- personnel
- social

permettaient une compilation facile des plaintes, problèmes exprimés, face à divers plan... pouvaient permettre d'avoir une vue "photographique" d'une situation dans tel secteur, telle paroisse.

Pour ce qui est du rapport par secteur, je ne l'ai pas fait. J'aurais dû m'obliger à le faire. Ca aurait permis de mettre de l'ordre dans les informations, de savoir mieux où j'en étais, ce que j'avais tiré comme information, de ne pas perdre dans la mémoire des détails importants à noter après chaque secteur. J'aurais dû mettre à jour aussi, au propre, des listes d'organismes, de responsables de groupes, rencontrés dans chaque secteur. Un des objectifs du projet était d'établir des contacts avec le SEA vs organismes. C'est seulement pour le 3ième secteur, St-Pamphile, que j'ai commencé à mettre cela en ordre, à jour.

- Tenant compte du temps et de l'espace à parcourir, il y avait trop de catégories de personnes à contacter dans chaque paroisse.

Temps:

- 6 mois c'est OK mais ça ne doit pas être plus long, parce que c'est très exigeant à tout point de vue.

- Pourtant, afin de faire un travail complet, il aurait fallu être 2 mois par secteur.

Territoire:

- 35 paroisses, c'est beaucoup trop, compte tenu du nombre de personnes à rencontrer, du climat, de l'état pitoyable des routes et des rangs, de l'éparpillement de la population.

- Doit passer beaucoup trop de temps et dépenser beaucoup d'énergie sur la route.

- Difficulté de planifier les journées d'une façon efficace.

C) Le mandat:

- Ai mal perçu le mandat, dans le sens que je n'ai pas assez utilisé les gens du SEA pour savoir le pourquoi de l'inventaire, connaître leur vécu, leur cheminement et leur motivation à cet inventaire, leurs besoins.

- N'ai pas réajusté le mandat avec eux, en cours de route, d'où:

- Peur que le travail ne leur soit pas utile à 100%, ne leur serve pratiquement pas.

- Peur que la compréhension du mandat et sa limite ne soient perçues de la même façon par l'animateur que par le commanditaire.

- Peur causée par un manque de clarification entre le pourquoi de l'étude et les conclusions vers lesquelles l'étude se dirigeait.

- La tâche reliée au mandat est très simple. Même si le projet est simple, l'animateur a besoin de connaître plus que le projet lui-même, d'intégrer son travail au groupe, à la recherche de tous.

  Ex: travailleur à la chaîne qui doit savoir d'où vient le morceau qu'il pose, où il va, l'orientation de l'industrie, ses projets, etc...

- Pas assez socialisé au SEA, à ses objectifs, ses préoccupations, son approche.

- Limite du mandat:

  Bien situer le mandat qui est un "inventaire" des besoins de la population adulte touchée par le SEA. Pour découvrir les vrais problèmes et les vrais besoins des gens, il faut entreprendre une démarche avec un groupe pour dépasser les premières plaintes, cerner clairement la situation, étudier les solutions, etc...

  Tenant compte de l'étendue du territoire et du temps d'enquête, on ne pourrait que tracer une photographie, un portrait de la situation des adultes dans la région. Ce travail ne peut que confirmer des intuitions, dresser de grandes lignes d'action future.

D) Implications personnelles:

- L'étude est très engageante au plan personnel; elle fait naître beaucoup d'interrogations, touche profondément toutes nos valeurs.

- Ce type de recherches a comme difficulté qu'il faut, à la fin, dégager des conclusions et établir des priorités d'action. Ceci met en cause notre système de valeurs, nos objectifs, notre cheminement personnel versus ceux du SEA. Il faut concilier les deux.

- L'animateur a besoin de cheminer avec le reste du groupe, d'échanger des interrogations. Il a besoin de temps pour digérer cela, penser, faire son cheminement personnel à l'intérieur de sa tâche et de ses obligations.

E) Relation avec le SEA:

Revoir les réflexions de l'animateur dans le paragraphe du mandat.

- manque de socialisation au Service.
- isolement du chercheur sur le terrain.

F) Evaluation personnelle:

- Certain manque d'expérience dans la planification et l'organisation d'un travail aussi complexe, diversifié.

- Beaucoup de tâches diverses à coordonner (isolement):

  - Questionnaires.
  - Travail de bureau, mise à jour.
  - Interviews, voyages, réunions.
  - Contacts personnels.
  - Compilation, rapports, etc...

- Fatigue sur la route, problèmes de la nourriture dans les restaurants.

- Monotonie de l'enquête; "ça revient toujours au même".

- Aurait demandé parfois plus de rigueur dans le sens de m'imposer certains travaux de mise à jour, de rapports synthèses.

- Demande une très grande disponibilité:

  - physiquement (énergie, temps, espace).
  - intellectuellement.
  - émotivement.

- Très bonne expérience de travail:

  - développe un sens pratique;
  - intègre son cheminement personnel à celui d'un service d'éducation.

G) Fonction du projet dans le SEA:

Le responsable SEAPAC Yves explique:

J'avais des intuitions face aux problèmes, mais je n'avais pas de demandes précises dans ce sens. Nous ne voulions pas intervenir.

On s'est aussi rendu compte que le SEA n'était pas tellement connu dans le milieu.

La stratégie que nous privilégions alors: commencer par quelque chose d'assez simple pour apprivoiser le service. On était pas sûr non plus de la forme d'animation qu'il fallait faire. Maintenant nous avons une conception beaucoup plus précise.

Conception que le SEA se fait de l'animation.

(Tiré du rapport d'évaluation 1973-74 pp. 4 et 5)

On peut concevoir l'animation comme un processus de prise en charge par des groupes qui recherchent des solutions à la satisfaction de leurs besoins.

Elle repose donc sur "un groupe en situation" qui a à étudier et définir des situations, choisir des orientations et établir des étapes à suivre pour en arriver aux résultats escomptés.

Fernand Serre résume bien notre conception de l'animation faite par un SEA lorsqu'il dit:
"C'est une méthode d'intervention auprès d'un groupe en situation en vue de rendre ce groupe apte à définir ses propres besoins et objectifs éducatifs, à préciser les méthodes d'apprentissage désirées, à reviser tout au long du processus ces méthodes et enfin à évaluer l'activité avant de passer à une autre tâche."

L'animation peut conduire à différents types d'action. Robert Favreau distingue sept (7) types d'action-terrain qui sont:

1 - Action service
2 - Action, information et sensibilisation
3 - Action, organisation et rationalisation
4 - Action pression
5 - Action, planification et aménagement
6 - Action symbole
7 - Action politique.

Compte tenu des objectifs poursuivis par l'Education des adultes, le SEA retient surtout trois (3) types d'action terrain comme pouvant être privilégiés à savoir:

- Action-service (RE: Annexe 1)
- Action-information et sensibilisation (RE: Annexe 2)
- Action-organisation et rationalisation (RE: Annexe 3)

De plus, si on tient compte des nouvelles orientations de cette formation telles que définies au point Ic, on voit un lien étroit entre animation et éducation populaire.

Le responsable SEAPAC maintient fortement l'idée qu'il serait tout

aussi utile et juste de s'occuper des gens qui prennent déjà des cours, qui connaissent déjà le service. Atteindre les gens par le biais de l'Education populaire.

> "Moi, ça m'a trotté dans la tête. Pourquoi ne pas essayer de donner des services à une clientèle qu'on a déjà, plutôt qu'aller à une clientèle qu'on a pas."
>
> Cf. apprendre à ces gens à s'exprimer en public, briser des barrières, établir une solidarité de groupe dans les cours, etc...

Ce qu'on vise principalement, ce sont des changements dans la mentalité, alors un beau projet terminé au bout d'un an, ça donne quoi?

L'animation à Pascal-Taché demeure très prudente, car il s'agit surtout pour eux de faire accepter l'idée de changement tranquillement dans le service, de comprendre le cheminement et de ne pas créer d'affrontement. Personne n'est prêt pour ce type d'intervention.

4) Suites du projet pour 1974-75:

Objectifs

Compte tenu de la mentalité des gens telle que décrite dans l'évaluation du projet 1973-74, compte tenu des objectifs poursuivis par un SEA, le projet d'animation du milieu devient pour nous un moyen d'atteindre les objectifs suivants:

1- Permettre aux gens une première expérience de coopération.

2- Permettre aux gens une réflexion commune sur leur situation de vie.

3- Permettre aux gens, à partir de petits projets, de développer certaines habiletés, de prendre conscience d'un certain nombre de choses face à leur milieu, à leur vie.

4- Permettre aux gens d'expérimenter la solidarité dans un groupe, de partager avec d'autres leurs préoccupations.

Pour atteindre ces objectifs, nous prévoyons un

1er volet:
- retourner devant les organismes de ces deux secteurs qui ont exprimé des besoins.
- voir avec eux ce que le SEA pourrait faire avec eux face à ces mêmes besoins.

2è volet:
- réunir les individus contactés à titre individuel lors de l'inventaire des besoins.
- leur présenter le portrait de leur situation telle qu'ils nous l'ont dépeinte.
- voir avec eux ce qui pourrait être fait comme suite à cette analyse de la situation.

3è volet:
- Poursuivre une nouvelle approche tentée en Education populaire et qui consiste à:

  1- Rencontrer les gens qui se sont inscrits à un cours.

  2- Définir avec eux leurs besoins.

  3- Elaborer un contenu avec objectifs, moyens,etc... (RE: Annexe 4).

(7) CHOMEDEY:

1) Objectifs du projet d'AC 1973-74.

2) Identification de la démarche.

3) Déroulement du projet.

4) Suites du projet pour 1974-75.

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DE CHOMEDEY

1) Objectifs du projet d'AC 1973-74:

1. Aider les groupes de citoyens, aux prises avec des problèmes collectifs, à chercher et à découvrir des solutions adéquates, personnelles et originales, mieux adaptées à leurs besoins.

A long terme
- clarifier les besoins
- utiliser les ressources
- rapatrier les centres de décision

2. a) Avoir une meilleure connaissance du milieu (groupes de soutien, groupes de dépannages, etc...)

A court terme
Sensibilisation au milieu

b) Avoir une meilleure connaissance des besoins

c) Découverte des forces agissantes dans ce même milieu

3. Insertion dans la population
Participation avec des groupes de citoyens à la définition de projets concrets d'action

Insertion dans la population, participation.

Objectifs privilégiés:

- Aider les gens à obtenir leur C.L.S.C.
- Aider les étudiants adultes: répondre à leurs besoins et leur promotion authentique.
- Aider les étudiants adultes à amorcer des processus de changements positifs et rentables pour eux.
- Travailler à établir une collaboration étroite avec les organismes du milieu.

2) Identification de la démarche:

L'esprit de tous ces objectifs se vérifie au niveau de l'intervention positive. Il ne s'agit nullement d'entreprendre des luttes contre

telle ou telle chose, mais positivement d'intervenir au plan des changements possibles et fructueux pour la population de notre territoire.

3) Déroulement du projet:

Si nous reprenons les objectifs concrets que s'était fixés cette C.S., nous verrons que le travail d'animation s'est fait en corrélation directe avec ces objectifs.

A) SEAPAC et les organismes du milieu: témoignage du responsable Gaston Chalifoux.

Le S.E.A. s'est d'abord situé par rapport aux organismes sociaux en place: création d'un Comité des Organismes sociaux. Le responsable SEAPAC en fait l'évaluation suivante:

LES ORGANISMES SOCIAUX:

Après avoir fait l'évaluation de notre projet global, nous pouvons affirmer que nous en sommes rendus à un juste équilibre entre notre action auprès du Comité des Organismes Sociaux de Laval et notre action-terrain auprès d'organismes issus de la population (ex. C.L.S.C.).

Nous pouvons discerner clairement trois étapes face aux organismes sociaux: une première étape, consistant à répondre à un besoin d'identification des représentants des différents organismes; une seconde phase, celle d'une collaboration plus grande des organismes entre eux et une troisième, actuelle, où le Comité s'oriente de plus en plus vers un rôle d'intermédiaire, d'agent de changement dans le milieu.

Le Responsable SEAPAC en était élu le Président en mars dernier. Ce Comité doit sous peu passer à l'incorporation légale. Les règlements sont déjà rédigés. Ce n'est qu'une question de temps.

Ce qu'il y a d'assez exceptionnel dans ce cas, c'est que ce Comité est le seul Comité du genre dans la province de Québec. Que des représentants d'organismes importants et identifiés dans un milieu se rencontrent mensuellement, échangent et communiquent dans un but plus que positif, nous semble être un apport considérable pour Ville de Laval. D'ailleurs ce Comité reçoit l'approbation et le respect des gens en place, soit députés, fonctionnaires provinciaux ou municipaux.

Tout cela pour faire bien ressortir, nous croyons, la possibilité d'une collaboration constante en plus d'assurer une crédibilité

comme groupe intermédiaire auprès des autorités autant que de la base.

Autant ce Comité peut faire des représentations utiles au divers échelons, autant il peut soutenir et favoriser une saine promotion du milieu tout en désavouant tout mouvement nuisible à la collectivité.

Le service SEAPAC maintenant est identifié comme ressource valable dans le milieu. L'AC nous a permis d'apprendre à se débrouiller, à se défendre contre les structures bien établies, ceci en étant aussi informés que le sont les gens à l'intérieur des structures traditionnelles.

SEAPAC, RESSOURCE POUR LE MILIEU:

Nul doute, nous croyons, que SEAPAC est maintenant assez bien identifié par notre population étudiante ou autre.

Ce qu'il est important de relever, c'est que SEAPAC est devenu une véritable ressource pour notre milieu. Des attentes s'expriment tant par le haut que par la base. Chaque semaine nous apporte une confirmation de ce que nous avançons, que l'appel vienne d'un membre du parlement, d'un représentant de groupe (ex. Commission Provinciale d'aide juridique), d'organismes (ex. Office Franco-Québécois) ou autres. Cela prouve, du moins pour nous, que nous avons un rôle polarisant à jouer.

B) a) Implantation d'un C.L.S.C. à Chomedey/Ste-Dorothée:

Témoignage et évaluation de l'animateur Raymond.

Mon travail s'est divisé en deux périodes, de septembre à décembre 1973, j'ai surtout fait du travail de recherche (information sur le bill 65 et les C.L.S.C.) et aussi de participation à un comité d'implantation (petit groupe de citoyens déçus par les élections provinciales).

Dans un deuxième temps, de janvier à juin, on a cheminé dans le sens de formation du groupe (presque dynamique de groupe) pour aboutir à un certain type d'action: analyse du milieu, diaporama sur le secteur du C.L.S.C. et formation d'un regroupement de consommateurs. Nous y reviendrons plus tard.

"Pour moi, ce sont toutes des expériences nouvelles à Laval; il faut que ça se passe, même si c'est bien difficile".

b) Implantation d'un C.L.S.C. à Pont-Viau:

Evaluation et témoignage de Michel, animateur.

A Pont-Viau, il fallait chercher des gens intéressants qui veuillent s'engager. On a presque fait du porte à porte. On a abouti à former un comité de quinze-vingt personnes. Jusqu'à Noël, six comités travaillent sans relâche: une réunion par semaine, à toutes les semaines.

Réunions d'information, réunions de contact entre les citoyens, réunions d'organisation, réunions d'implantation.

Nous avons abouti à rédiger la demande officielle du budget d'appoint. La demande du budget d'appoint est présentée à Québec et acceptée.

RESTE A FAIRE:

Reste maintenant au comité officiel à effectuer les recherches dans le milieu. Pendant six (6) mois, ce comité devra travailler d'arrache-pied. Il se devra de rendre compte de tout le travail effectué dans le milieu, au comité des citoyens. Cela devra se faire par des moyens tels que journaux, radio, télévision et des réunions de citoyens.

Pendant tout près de dix (10) mois, des citoyens du secteur concerné (Pont-Viau, Laval-des-Rapides, Vimont) auront fourni des efforts physiques et intellectuels considérables, car il n'est certes pas facile pour des citoyens en prise avec des problèmes assez remarquables de se "prendre en charge" et surtout de "ne pas lâcher".

Nous avons travaillé avec des citoyens honnêtes qui ont craint, à un certain moment donné, que les professionnels que nous sommes viennent à diriger leur C.L.S.C. L'idée de départ fut toujours pour nous que ce C.L.S.C. serait celui des citoyens. Nous en sommes toujours à cette philosophie de départ. Nous avons été, pour ces citoyens, des personnes ressources dans le milieu. Voilà donc pourquoi nous considérons le travail fait auprès de ces citoyens comme très important.

Autant maintenant nous considérons que nous nous devons de continuer à travailler en collaboration très étroite avec ces citoyens, comme nous l'avons fait depuis le début d'ailleurs.

Le Comité d'implantation officiel est maintenant choisi. La philosophie n'a pas changé. Les citoyens sont toujours là. Nous sommes toujours là.

Etant au début de juin, toute l'équipe que nous sommes, nous continuons dans la même ligne. Par le biais du C.L.S.C., nous avons découvert un certain nombre de pistes. Il nous reste à approfondir ces pistes: tant sur le plan de la conscientisation du milieu que sur le plan de l'aide personnelle. Nous sommes fortement convaincus que l'éducation de la masse ne se fait pas seulement par des cours de portée académique, mais aussi par des regroupements sociaux, tels les C.L.S.C.

Sur ce, nous pouvons dire, à ce moment, que le C.L.S.C. en termes d'implantation, en termes de travail avec des gens du milieu, par des gens du milieu, pour des gens du milieu, est une des meilleures façons d'apporter aux gens une conscience sociale développée.

C) L'audio-visuel au service de la population:

Rapport d'évaluation de l'animateur Luc.

Dans un premier temps, nous avons rencontré M. Michel Clément, responsable de la recherche en audio-visuel pour la Commission Scolaire Chomedey de Laval. M. Clément nous a fait part de la disponibilité qu'il désirait offrir au service SEAPAC, en termes de temps qu'il pourrait allouer dans notre secteur et d'équipement de toutes sortes mis à notre disposition.

Cependant avant de déterminer l'utilisation des moyens audio-visuels, nous avons préféré discuter de la force que ce projet pourrait prendre et des besoins qui peuvent se faire sentir dans ce sens. Nous ne voyons pas le domaine audio-visuel comme une fin, mais bien un outil au service de ceux qui l'utilisent. Et c'est pour cette raison que nous avons pensé un plan qui contient plusieurs étapes:

1. Susciter un intérêt vers ce qui existe déjà comme ressources dans le domaine audio-visuel;

2. Centre des Média (Centre de documentation);

3. Recherche et/ou production audio-visuelle.

Dans la première étape, il s'agit surtout d'intéresser les gens, par exemple, les étudiants adultes vers ce qui existe déjà, soit des émissions de radio ou de télévision contenant des sujets qui les touchent de près. Cela peut se faire en confectionnant une liste de programmation d'émissions avec leur contenu et cette liste serait distribuée régulièrement.

Le "Centre des Média" sera réalisé dès septembre 1974 dans un de nos centres. Ce "Centre" sera à la disposition des étudiants et il englobera la documentation audio-visuelle (enregistrements d'émissions de radio et télévision, films, etc...) et l'équipement nécessaire à son fonctionnement.

La troisième étape est la prise en main par les étudiants ou des groupes populaires d'une recherche ou d'un travail utile à leur développement respectif, à l'aide des méthodes audio-visuelles. Un groupe qui se sentirait prêt à travailler à une recherche, en ce sens, n'aurait qu'à présenter un projet aux responsables de l'audio-visuel qui s'engagent à libérer l'équipement nécessaire et qui verront à ce que la production soit faite par les groupes concernés, en leur apportant seulement l'aide technique nécessaire pour l'utilisation de l'équipement.

L'esprit dans lequel ce projet a été pensé tient compte du fait que nous croyons possible de susciter un intérêt, chez les groupes avec qui nous travaillons, pour l'audio-visuel, comme moyen et outil de travail. Autant dans le sens de l'information que de la recherche, ou tout autre aspect touchant l'évolution d'un groupe de travail penché sur des besoins d'ordre social ou communautaire.

Donc, pour résumer, j'aimerais faire un tableau qui explique le plan de travail:

Notre rôle: personne ressource, pas pour la production mais pour faire susciter des intérêts chez les gens vers des choses qu'ils auront le goût de faire;

Notre but: déboucher sur l'action communautaire qui fera que les gens se regrouperont vis-à-vis leurs problèmes et se donneraient les moyens possibles pour les régler;

Moyen: : collaboration avec le Service de l'audio-visuel;
: le "Centre des Média" en septembre 1974;
: la collaboration avec les C.L.S.C.

Nous croyons cet aspect (l'audio-visuel) comme très important, dans le développement des groupes et des personnes avec qui nous travaillons. Ces moyens peuvent sans aucun doute les amener à un meilleur fonctionnement et à un intérêt vis-à-vis les actions qu'ils entreprennent, en assurant une documentation beaucoup mieux élaborée et qui pourra leur servir en outre de moyen d'échange avec d'autres groupes; ce qui facilite grandement l'échange d'information et une meilleure compréhension de ce qui peut se faire ailleurs. Il est certain que dans les actions que nous entreprendrons ou dans celles que nous entreprenons présentement, nous essaierons d'apporter cette méthode de travail, car nous croyons là un complément très utile au travail qui a déjà été commencé.

D) CAPROL: Ateliers de déficients mentaux. Raymond travaille dans cet atelier avec le comité de parents - témoignage et évaluation.

A Caprol, un comité de parents s'est formé et a démontré l'intérêt de travailler sur le développement et la vie socio-culturelle de leurs enfants déficients. Un des principaux problèmes vécus par ces déficients touche la sexualité. Nous avons donc décidé d'aborder ce problème avec les parents. "C'est un sujet délicat, mais on vise plusieurs buts d'un coup":

- prise en charge du comité
- contacts au plan humain
- information sexuelle (par le biais de personnes-ressources)
- dossiers sur la sexualité des déficients qui serviront aux recherchistes et aux parents car il n'existe presque aucune recherche effectuée sur ce sujet.

Quoique difficile à aborder, le sujet demeure mobilisateur. On veut cependant y aller très doucement. "Si tu pousses trop fort, les gens ne reviennent pas".

Maintenant, ce comité de parents perçoit la présence de Raymond dans son vrai rôle, c'est-à-dire celui d'animateur. Auparavant, c'était le gars qui venait donner des cours, le gars de l'Education Permanente. "Eux aiment bien savoir ce que tu fais là, pour se laisser approcher et s'approcher".

Ce travail se fait en collaboration avec les travailleurs sociaux. Les travailleurs sociaux aimeraient que les projets entrepris pour les déficients ne soient pas seulement limités à leur caractère de déficients, mais s'ouvrent sur d'autres dimensions. Ex. café, atelier, dessin, danse, expression corporelle.

E) Projet de regroupement des consommateurs:

Témoignages et évaluation de l'animateur Raymond.

Ceci est un projet qui est né d'un sous-comité d'action du C.L.S.C. (tel que mentionné en "A") et de la collaboration SEAPAC/S.S.S.F. en termes d'animation. Nous en sommes au regroupement des gens qui ont manifesté un intérêt pour les comptoirs alimentaires. Quelques organismes (tels que le Conseil de Développement Social - C.D.S.) nous ont référés de ces noms et nous avons préparé une première rencontre entre ces gens qui demeurent tous à Laval. Une fois que les gens se seront connus et auront échangé des idées sur les comptoirs

alimentaires, nous pourrons commencer un travail très concret dans le milieu. Il sera intéressant de travailler avec des gens qui sont déjà intéressés à la question.

F) Regroupement des étudiants adultes:

Témoignage et évaluation de Luc et Michel.

ETUDIANTS ADULTES: COLLOQUE REGIONAL (9-10 mars 1974)

Suite à l'action menée dans notre secteur par les étudiants adultes (Comité étudiants adultes, au Campus Pont-Viau) depuis le mois de septembre 1973, les étudiants désiraient pouvoir mieux cerner leurs problèmes en se regroupant avec d'autres centres dans la région métropolitaine. Il y eut des premiers contacts dans les régionales avoisinantes. Deux-Montagnes, Mille-Iles, Duvernay et Montréal, où les étudiants échangèrent sur l'idée de se regrouper pour pouvoir donner plus de force à leurs revendications, face aux structures concernées (C.M.C. Ministère de la Main-d'Oeuvre, Ministère de l'Education...).

Durant le déroulement de ces rencontres, l'idée germa d'organiser un colloque régional (Région 6) pour atteindre plus sûrement les objectifs visés; c'est-à-dire, regroupement et organisation d'une structure représentative des étudiants adultes. Jacques Côté et Anne-Marie Grenier s'occupèrent d'organiser ce colloque avec l'aide de notre SEAPAC.

Finalement, ce colloque eut lieu les 9 et 10 mars 1974 à Montréal et sur une possibilité de 22 centres, 14 y étaient représentés.

Durant le colloque, il y eut deux points principaux qui furent discutés:

1. Problèmes des étudiants adultes;

2. Comment s'organise-t-on pour régler nos problèmes?

A la plénière, les propositions furent présentées en vue de mandater un comité provisoire (représentant par centre) qui avait comme tâches principales d'informer les étudiants de leurs centres respectifs, des démarches et des actions faites par le Comité et dans le plus bref délai de mettre sur pied l'organisation d'un colloque à l'échelle de la province.

Pour résumer ce colloque régional avait donc pour but de permettre aux étudiants de définir la source de leurs problèmes et de se regrouper pour entrevoir les solutions possibles.

Si l'on prend le point de départ de ce colloque, les principaux objectifs ont donc été atteints dans leur globalité. Restait à voir comment le comité provisoire évoluerait jusqu'au moment du colloque provincial et les résultats concrets que celui-ci amènerait.

ETUDIANTS ADULTES: COLLOQUE PROVINCIAL (19 au 21 avril 1974)

Le "Comité provisoire" formé à la suite du colloque régional, avait comme mandat d'organiser une rencontre provinciale pour établir un comité permanent pour les étudiants adultes.

Le principal but visé, était de pouvoir créer l'unité des 36,000 étudiants adultes du Québec, pour que vraiment le groupe puisse faire des pressions qui s'avéreraient profitables à leur développement.

Au "Comité provisoire" il y eut cependant beaucoup de divergences d'opinions: on craignait la prise de pouvoir de certains, du comité, l'établissement d'une fédération, etc... Après plusieurs rencontres, il fut convenu que ce serait aux étudiants, durant ce colloque à prendre les décisions voulues.

A l'aide de SEAPAC, les étudiants ont pu rejoindre, par un moyen ou un autre, les représentants de divers coins de la province et convoquer ceux-ci au colloque. La plupart des SEAPAC ont défrayé les coûts de cette fin de semaine pour leurs étudiants.

Le "Comité provisoire" fit confiance à SEAPAC pour le choix des coordonnateurs et des animateurs pour ce colloque. Le travail d'équipe des animateurs SEAPAC a été formidable et je crois que les étudiants l'ont très bien apprécié.

Suite aux ateliers qui ont très bien fonctionné, il y eut finalement la plénière, où chaque atelier exprimait ce qui s'était fait dans leur équipe dans un premier temps, et dans un deuxième temps, le genre de structure qui était désiré.

La structure qui fut choisie par les étudiants est la suivante: 1 représentant régional (9 régions administratives) qui fait partie avec 8 autres du comité provincial.

Voici le schéma de cette structure:

9 représentants régionaux (comité provincial)

eux représentent leur région

ensuite leur régionale

collabore avec le représentant de centre

qui lui collabore avec le représentant de classe

avec les étudiants adultes.

C'est une structure quand même très souple et qui oblige le représentant régional à travailler constamment à la base; c'est-à-dire aux étudiants eux-mêmes. C'est donc aux étudiants à définir ce qu'ils désirent et comment ils entreprendront leurs actions. Je crois qu'avec cette structure et la collaboration avec SEAPAC, ils se sentent maintenant prêts à agir comme groupe autonome et désireux de progresser.

Notre travail actuellement se fait au niveau de notre centre. Il s'agit d'une enquête faite à l'aide d'un questionnaire pour connaître les aspirations des étudiants, leurs problèmes, etc... Nous croyons important que chaque centre devrait d'une façon ou d'une autre travailler à mieux s'informer et à s'organiser en fonction des problèmes qu'ils connaissent.

Les étudiants du centre, eux, ne savent plus trop quoi faire ou ne sont pas intéressés à faire des actions telles aller chialer au centre de main-d'oeuvre. Ne voit plus pourquoi ce genre d'action.

Les idées suggérées:

- que le centre soit ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pour qu'on arrive à créer une atmosphère.
- trouver des choses techniques, telles un local pour faciliter les contacts entre la direction et les étudiants.
- "Marcel, c'est un bon gars, mais pour les étudiants du centre, Marcel, c'est le directeur".
- trouver des formules pour que les gens puissent s'exprimer sur les sessions.

C'est très difficile de travailler avec les étudiants parce qu'ils sont dans un état de dépendance face au centre de main-d'oeuvre, alors les ressorts d'action avec eux ne sont pas trop forts. Il est de même très difficile de les faire sortir de leurs petites consciences à eux, pour développer une conscience sociale plus large. On rejoint ici à peu près toujours les mêmes problèmes dans tous les centres au niveau de l'A.V.E.

Style de l'animation de cette C.S.:

Gaston Chalifoux et son équipe (Michel, Raymond et Luc)

a) EVALUATION DU PROJET D'ANIMATION DU MILIEU 1973-74

ANIMATION COMMUNAUTAIRE:

Nous avons présenté un projet en novembre 1973, lequel s'inscrit dans une ligne d'action déjà entreprise. Les actions à mener se présentaient de deux façons: soit l'animation auprès de nos étudiants adultes et l'animation au plan de la population touchée par notre Comission Scolaire, quant à la formation de comités de citoyens et l'implantation des C.L.S.C. (Centres locaux de services communautaires) dans une démarche actuelle du Ministère des Affaires Sociales.

Soit dit bien simplement et sans ostentation, ces deux types d'action ont connu un succès inespéré et positif. Il était bien entendu, et ce l'est toujours, qu'il s'agit pour nous de travailler dans un sens positif de réponse, de ressources et d'aide technique auprès des personnes nécessitant d'une part notre appui et d'autre part quant à des besoins réels exprimés. Nous avons formellement tenu, nous comme tous les membres de notre équipe, soit Gaston Chalifoux et les stagiaires, par la suite animateurs, à n'exercer aucune forme de manipulation quelconque. Cette règle est très stricte et le demeurera. Il ne nous appartient pas de faire passer nos idées mais de répondre à des besoins réels et exprimés encore une fois. L'allégeance politique, les vues sociales, etc. ne regardent en rien notre façon de voir la promotion du milieu. Nous sommes là comme ressources, non comme instigateurs ou formenteurs d'idéologies politiques ou sociales. Notre but reste et restera la promotion du milieu.

b) ENTREVUE SUR LE TERRAIN:

Le fait d'être parti de l'Aide personnelle, c'est incroyable comme ça nous a identifié au centre, dans le milieu et auprès des organismes. Ce cheminement a donc facilité de beaucoup notre action communautaire.

Nous travaillons autant par le haut que par le bas, dans une ligne d'intervention positive. Pour moi, c'est bien important. Nous ne sommes pas là pour imposer des choses aux gens, mais de répondre aux besoins du milieu:

- À nous à les identifier ces besoins; il n'est pas ici question de manipuler, c'est pas le temps de politiser.

- être assez intelligent pour les identifier.
- s'identifier comme on est - garder une démarche authentique.
- rôle à détecter par la base, nous devons jouer comme intermédiaire.
- promotion d'un milieu en termes de conscientisation des choses.
- volonté commune de faire avancer le milieu.
- l'action, c'est de l'exploration, ce n'est pas de la philosophie, c'est très différent.
- je ne me fixe pas de règles de conduite, ça dépend de chaque situation

  ex. avec les étudiants, il faut leur donner confiance; avec le comité de parents de CAPROL, il faut que tu pousses, il faut que tu t'impliques.

- avec un groupe donné, amener ce groupe à percevoir leur vrai besoin. Et moi dans ça, les renseigner; être là comme ressource.
- amener les gens à une vraie indépendance. Ne pas faire leur démarche pour eux; dans ce sens, tu ne fais que créer dépendance sur dépendance, mais être là.
- dans les C.L.S.C., notre rôle en est surtout un d'information. Ce sont des groupes qui ont beaucoup plus besoin d'être informés qu'animés.
- tu mesures ton implication selon le groupe.
- en parlant d'une bonne femme qui fait du travail d'AC dans les milieux défavorisés, Gaston s'enthousiasme sur un nouveau style d'animation où l'animateur va catalyser les choses. De l'animation terre à terre où tu n'as pas d'objectif précis - tu vas dans les cuisines, du porte à porte.

4) <u>Suites du projet pour 1974-75</u>:

<u>OBJECTIFS ET EFFETS PROJETES</u>:

a) <u>objectifs à long terme</u>:

- aider les groupes de citoyens, aux prises avec des problèmes collectifs, à chercher et à découvrir des solutions adéquates

personnelles et originales, mieux adaptées à leurs besoins; cela implique:

- définition, clarification des besoins et des aspirations des citoyens;
- utilisation des ressources ou création des ressources ou création de celles qui n'existent pas;
- rapatriement au niveau des citoyens des centres de décisions qui les touchent.

b) objectifs à court terme:

Nos objectifs de sensibilisation au milieu étant atteints à plusieurs niveaux et, par le fait même, notre insertion dans la population étant établie, nous visons d'autres objectifs à court terme que ceux mentionnés dans la dernière évaluation (1972-73):

- assurer une continuité dans les projets d'action déjà amorcés;
- étendre la portée des actions entreprises au plus grand nombre de gens possible et partir de certains types d'action pour aboutir à de nouvelles formes d'animation;
- regrouper les organismes "par le haut": la direction de plusieurs organismes se retrouve au sein d'un comité des organismes sociaux. Le travail se fait au sein d'un comité des organismes, lequel s'inscrit depuis mars 1974 dans un processus de réponse aux besoins exprimés par la base.

(8) JEROME LE ROYER:

1) Objectifs du projet 1973-74.

2) Identification de la démarche.

3) Déroulement du projet.

4) Suites du projet pour 1974-75.

LA COMMISSION SCOLAIRE JEROME LE ROYER

1) Objectifs contenus dans le projet 1973-74

S.P.O.C. - Service populaire d'organisation communautaire.

1) Répondre aux besoins du milieu en terme d'information et de communication.

2) Stimuler les services du milieu envers les services offerts par SEAPAC.

3) Favoriser la promotion sociale des individus et des groupes.

4) Stimuler les organismes du milieu.

A cause de son caractère expérimental, le projet veut:

- Expérimenter un programme de coordination avec les autres ressources du territoire.

- Expérimenter un programme de communautarisation de l'aide personnelle.

- Expérimenter l'utilisation de l'Education populaire comme ressource de l'animation du milieu.

- Développement de l'association Multi-Média - SEAPAC.

Le projet prend pour objet la culture de la population de Pointe-Aux-Trembles, Montréal-Est, Ville d'Anjou et St-Léonard. Car il veut connaître la mentalité, les valeurs, les façons de faire, les normes communes. Il prend pour objet également les structures de cette communauté. S.P.O.C. établira la composition du réseau de communication, la définition des rôles, les rapports de pouvoir entre les individus et les groupes.

2) Identification de la démarche

L'identification de la démarche se définit en cinq phases:

Phase I : 3 activités

1) contact - organismes (42 org.)

2) contact - population

3) évaluation

Phase II :

1) convocation - participants de la population

- délégués d'organismes

formation de groupes-thèmes

2) évaluation

Phase III:

- réunion de chacun des groupes-thèmes selon un horaire déterminé
- événements - information

Phase IV : Présentation - soirée d'information

- colloque
- conférence
- exposition
- etc...

Phase V :

a) évaluation globale de S.P.O.C.

b) rédaction d'un rapport

c) préparation du feed-back.

3) Déroulement du projet

Nous allons décrire les activités du projet S.P.O.C. de la C.S. Jérôme le Royer en intégrant le rapport final d'évaluation du projet à l'entrevue. L'équipe d'animation communautaire a respecté de très près les étapes telles que décrites dans l'identification de la démarche au numéro 2. Ils y sont allés par secteur. Nous suivrons le même modèle.

A) S.P.O.C. à Pointe-Aux-Trembles et Montréal-Est

Phase I - Analyse

C'est par un projet Perspectives Jeunesse parrainé par le Comité des citoyens de P.A.T. et soutenu par le Service d'éducation aux adultes de la Commission scolaire Jérôme Le Royer que le travail d'une analyse du milieu débuta.

Nous étions à l'été 1973; treize étudiants faisaient partie de ce projet. La compilation de ces données a permis de faire ressortir les points dominants de la réalité des municipalités de Pointe-Aux-Trembles et de Montréal-Est.

C'est dans un deuxième temps que le Service d'éducation aux adultes par SEAPAC a entrepris dans le cadre du programme S.P.O.C. de réajuster les données et d'en faire une brochure qui pourrait être distribuée à la population, ce afin de faire connaître à toute la population l'action communautaire qui se déroule dans ces deux municipalités.

Le répertoire a pour but, non seulement de faire connaître les différents organismes, mais surtout de provoquer une information susceptible d'engendrer une plus grande participation de la population à l'action sociale.

Pour S.P.O.C., l'analyse du milieu et la publication du répertoire ont permis de mieux connaître le milieu et d'établir un contact positif avec les représentants d'organismes; ce contact a d'ailleurs été une excellente façon de faire connaître ce qu'étaient SEAPAC et S.P.O.C.

Phase II - Convocation

En deuxième lieu, l'équipe décida d'organiser une journée-rencontre de tous les organismes recensés dans l'analyse du

milieu et par la même occasion d'opérer le lancement officiel du répertoire P.A.T. - M.E.(1).

Les objectifs de cette journée étaient principalement de sensibiliser les organismes présents les uns aux autres, voir si leur action allait de pair avec leurs objectifs, se questionner eux-mêmes et se faire questionner, bref de se rencontrer.

On a essayé de sensibiliser les organismes d'abord en leur parlant d'une analyse du milieu plus qu'en leur parlant du véritable projet S.P.O.C., car ils n'étaient pas ouverts à cette dernière idée. Et nous, en même temps, ça nous permettrait de vérifier si tous les organismes identifiés dans le milieu travaillaient avec des objectifs valables.

A partir de ce premier contact, on pouvait réajuster nos tirs, à savoir est-ce qu'il est absolument nécessaire de rejoindre le milieu en passant par les organismes ou peut-on y aller directement. Cette rencontre nous a prouvé que nous pouvions faire de l'action sans passer par les organismes parce qu'ils ne touchaient pas à tous les secteurs de la population.

En fait, on avait le choix d'agir dans le milieu et passer à côté des organismes ou de s'en servir. Nous, on a choisi de se servir des organismes pour ne pas avoir une contradiction déjà en partant. Il fallait vérifier si ça valait la peine de le faire.

Ce dont on s'aperçoit, dans l'évaluation de cette journée de rencontre, c'est que la force des organismes dans le milieu est faible.

A Montréal-Est, on voulait que les choses bougent. Si c'était si mort, c'est en grande partie parce que les gens ne sont pas conscients du milieu dans lequel ils vivent.

"Je ne pensais jamais qu'il y avait tant d'organismes et tant de services à Pointe-Aux-Trembles". Les gens ont pris conscience qu'il y avait beaucoup de choses qui se faisaient et du fait même, ils reprennent confiance dans leur milieu.

Citons l'exemple de la rencontre de tous les gens qui travaillent dans la catégorie du bien-être: quand ils se rendent compte que beaucoup de leur travail et de leur énergie se recoupent, ils se disent: faudrait peut-être travailler ensemble.

Prise de conscience inattendue créée par l'événement.

---

(1) P.A.T.: Pointe-aux-Trembles; M.E.: Montréal-Est.

Extrait du bulletin-rapport envoyé aux participants et basé sur leurs témoignages:

"On voulait se connaître; on voulait savoir qui fait quoi; on voulait se faire connaître.

On est arrivé plein d'espoir avec l'idée de repartir plus outillé parce que plus informé, on est entré en pensant: "collaboration", "entraide", "coordination".

On venait pour se rencontrer, échanger. Après le souper, il soufflait un vent d'euphorie. On avait créé des liens. On avait pris conscience qu'on était pas tout seul à travailler pour améliorer le milieu.

On avait réalisé qu'on affrontait des problèmes semblables et qu'ensemble, on pourrait les résoudre. On avait réalisé qu'il y a beaucoup à faire. Le grand problème c'est celui-ci:

"Manque de coordination et perte d'énergie parce qu'à la base on manque d'information et de communication".

On l'a trouvé et puis après ? Alors, on a parlé de solutions!

. On a proposé une rencontre comme là.

. Puis d'autres rencontres comme celle-là.

. Puis un monsieur de l'âge d'or a dit: "Si on travaillait les cinq âges d'or ensemble ?"

Un autre a proposé de former un comité avec un délégué par organisme. On a pensé à un centre d'information. On a pensé à un feuillet d'information à nous, dans lequel on pourrait dire ce qu'on est; ce que l'on fait. On s'est dit que le répertoire devrait être publié chaque année. Puis, on s'est transmis une invitation.

Eh oui! Une invitation à <u>réaliser</u> ce qu'on a proposé".

Suite à la journée-rencontre, les animateurs du projet S.P.O.C. ont analysé le compte rendu de chaque atelier et ont dégagé les continuités possibles.

Des recherches et des interviews ont été effectuées chez les participants des deux ateliers de bien-être en vue de constituer la phase III du programme S.P.O.C., soit un groupe-thème sur le développement social.

Les gens des groupes de bien-être et de développement social ont exprimé le désir de se revoir.
"On ne peut plus travailler comme ça; il faut s'aider".

Ce qui nous amène à la Phase III du projet S.P.O.C.:

Le regroupement des organismes qui s'occupent de bien-être et de développement social est devenu réalité lors d'une rencontre qui eut lieu le 17 avril à ce sujet. Lors de cette rencontre les participants se sont donnés un comité de liaison et lui ont donné pour mandat d'améliorer les communications et de trouver des moyens pour faciliter l'échange d'information entre les différents organismes du milieu.

Le comité de liaison a entrepris comme première action une démarche permettant à tous les organismes communautaires de Pointe-Aux-Trembles, Montréal-Est d'utiliser des locaux d'une école qu'on savait destinée à devenir un entrepôt.

Cette démarche est en cours présentement et nous prévoyons obtenir des autorités concernées une réponse définitive au cours de l'été.

Si cette réponse s'avérait positive, il est prévu que l'école en question devienne un véritable centre communautaire où tous les organismes auraient leurs locaux et un service de garderie serait offert cinq jours par semaine.

Toutes les actions entreprises par S.P.O.C. à Pointe-Aux-Trembles et Montréal-Est ont reçu une réponse plus que satisfaisante et cela encourage l'équipe à prévoir des suites d'envergure.

Le projet en est là. Nous retenons quelques idées de l'équipe sur ce secteur:

Jean - "On avait des idées au départ, mais elles se modifient à chaque action que l'équipe pose. La perception du milieu change. On avait cru que Pointe-Aux-Trembles n'était pas une zone grise, mais après cinq, six mois de travail dans le milieu, on réalise que c'est un milieu défavorisé. Dans peu de temps ce sera une immense zone grise".

"Les gens qui viennent s'installer à Pointe-Aux-Trembles partent déjà des milieux les plus défavorisés de Montréal et viennent ici pour améliorer leur sort. Ils se retrouvent dans une maison ou un logis qui ne tardera pas à être un nouveau taudis".

Jocelyne - "Il faut absolument continuer l'action communautaire pour combattre l'attitude défaitiste qui existe dans ce milieu à cause des pouvoirs en place trop forts, combattre aussi l'attitude individualiste où chacun essaie de s'en sortir seul dans son coin, dans son "cent par cent"".

B) S.P.O.C. à Ville d'Anjou

Phase I

La démarche qui a permis la publication du répertoire d'Anjou a été similaire à celle entreprise à Pointe-Aux-Trembles et Montréal-Est.

Un animateur a rencontré quelques personnes ressources du milieu, ainsi que quelques organismes de services, entre autres, le S.S.S.F. (Société de service social aux familles) qui a collaboré à l'élaboration des grilles d'entrevues ainsi qu'aux entrevues elles-mêmes. Il faut mentionner que la municipalité d'Anjou a de meilleures informations statistiques sur ses citoyens que les autres municipalités de notre territoire.

La rencontre par interviewer des différents organismes a aussi permis d'échanger au niveau de l'information, surtout en ce qui concerne les services que l'Éducation des adultes de notre Commission scolaire offre à la population.

L'analyse du milieu d'Anjou a aussi permis à l'animateur responsable de faire un "listing" des personnes-ressources du milieu. Ce "listing" a servi à la formation d'un comité de consultation pour la préparation de la phase II, (i.e., la journée rencontre).

Phase II

Le pendant à la journée-rencontre des organismes de Pointe-Aux-Trembles, Montréal-Est, pour Ville d'Anjou a eu lieu le 5 mai.

C'était encore avec les mêmes objectifs que nous entreprenions cette journée:

- Permettre aux organismes de Ville d'Anjou de se rencontrer, d'exprimer leurs besoins, de communautariser leurs besoins.

- En arriver à une démarche rationnelle de communautarisation des besoins.

On veut par la même occasion dégager les éléments sur lesquels on voudrait travailler cet été.

L'évaluation de cette journée:

Ayant déjà perçu le problème majeur le 5 mai, à Anjou, nous nous devons, pour 1974-75, mettre en place un ou des média d'information et de communication pour faciliter la relance Anjou pour l'an prochain.

Les gens d'Anjou ont su ressortir, le 5 mai dernier, les problèmes qui les affectaient le plus à savoir:

- manque d'information et de communication

- manque de collaboration entre les organismes

- peu de participation de la population en général.

Nous avons perçu un désir de remédier à cette situation de manque d'information, de collaboration et de participation.

C) S.P.O.C. à St-Léonard

L'équipe en est à la phase I, c'est-à-dire recherches sur les organismes, mouvements et instituts oeuvrant dans le milieu.

Préparation du répertoire (première édition).

D) Activités complémentaires de S.P.O.C.

Rapport d'évaluation:

Une série d'activités complémentaires ont permis aux animateurs de répondre aux demandes des organismes et de leur offrir des services concrets.

- animation de divers groupes

- atelier de sérigraphie

- centre de documentation

- chantier 74

- Omer

- recherche sur les organismes populaires de Montréal

- recherche sur les rapports possibles entre le milieu et les professionnels de la Commission scolaire Jérôme Le Royer

- sessions d'initiation au travail de groupe.

Nous prévoyons que toutes les activités précitées se continueront l'an prochain avec les améliorations que les diverses évaluations de ces actions nous auront apportées.

De plus, à l'intérieur du Projet long de Multi-Média, nous tenterons d'apporter notre support en effectuant l'animation des groupes Multi-Média sur notre territoire. Ces groupes deviennent pour S.P.O.C. des groupes-thèmes et S.P.O.C. est davantage en mesure d'assurer la continuité de ces groupes sur le terrain.

E) Style de l'animation à Jérôme Le Royer:

à partir des témoignages de l'équipe d'animation et du responsable.

L'équipe s'est d'abord fixé des règles très strictes d'animation, car elle voit le travail d'animation en terme d'organisation communautaire et ceci ne se fait qu'à long terme.

"On s'est imposé des règles strictes pour commencer. On ne veut pas briser le travail que l'on fait à la base".

"Quand tu es dans un module d'animation, l'animateur, c'est le gars qui part dans le milieu, qui se garroche, qui veut prendre beaucoup de responsabilités. Mais ici, ce ne serait vraiment pas la bonne tactique à prendre".

"Le problème à ce niveau-là: tu veux entreprendre une action, tu veux conceptualiser, mais tu oublies souvent des facteurs sur le plan administratif, facteurs qui sont des réalités".

"Quand tu vois que tu ne peux pas t'impliquer dans toutes tes dimensions, c'est frustrant. Il faut apprendre que tu ne fais pas toute l'action".

"Si les gens sont animateurs, c'est qu'ils ont une perception de la vie, une conscience développée, et travailler avec des gens ça cause plus de problèmes que de travailler avec des chiffres comme une équipe de comptables".

"Sur le plan psychologique, en développement communautaire, c'est de bâtir des réseaux de communication".

Façon de fonctionner de l'équipe:

"Quand on organise une action, c'est comme si on donnait le contrat du projet à un d'entre nous. Celui qui est responsable du projet pense à ce projet, pense à la stratégie, élaboration et mise en plan.

Après on le rediscute en équipe et on distribue les responsabilités.

Aussitôt qu'il y a une action entreprise, il y a un rapport d'évaluation de soumis. On y va au niveau des feelings, du roulement".

Rôle du responsable de l'AC

Maurice, le responsable de l'animation coordonne l'ensemble de l'organisation et des stratégies d'action. Il joue toujours sur tous les plans. Autant sur le plan administratif que sur le plan terrain. C'est lui qui détient toutes les informations autant de l'intérieur (C.S.R.) que de l'extérieur (milieu).

Il fait le lien entre tous les projets (ex.: comités de parent-Omer) et nous. Voit à ce qu'il y ait toujours un follow-up à toutes les actions entreprises à tous les niveaux et les embarquer dans l'organisation communautaire comme telle. Il fait les relations avec toutes les structures sociales en place (ex.: peut aller à faire ouvrir une école pour les citoyens, comme décider quand intervenir dans les journaux, choisir les bons moments stratégiques, etc...).

4) Suites du projet pour 1974-75

Objectif global:

- Assurer la continuité du projet S.P.O.C. et par le fait même, réaliser les objectifs initiaux du projet.

- De plus, les interventions effectuées en 1973-74 nous ayant permis de constater des lacunes très importantes au niveau de l'information et des communications dans chacun des milieux, nous avons l'intention de poursuivre les objectifs particuliers suivants:

Objectifs particuliers:

- Multiplier les interactions entre les différents éléments d'un milieu (population, organismes, institutions).

. Favoriser la circulation de l'information par l'établissement de réseaux de communications.

. Inciter la population, les organismes et institutions à expérimenter l'utilisation de certains outils de diffusion tels le Vidéo, la télévision, l'imprimerie.

. Permettre aux animateurs naturels du milieu d'acquérir une formation répondant à leurs besoins.

. Effectuer toute recherche susceptible de nous aider à répondre à nos objectifs.

. Développer notre centre de documentation afin d'offrir une source d'information adéquate.

. Utiliser l'éducation populaire comme ressource de l'animation du milieu.

. Expérimenter une coopération plus grande avec Multi-Média.

(9) LIGNERY:

1) Objectifs du projet 1973-74.

2) Identification de la démarche.

3) Déroulement du projet.

4) Suites du projet pour 1974-75.

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DE LIGNERY.

1) Objectifs du projet 1973-74:

Objectif à long terme:

- Organisation du milieu: la population doit apprendre non seulement à définir ses besoins, mais aussi et surtout à faire pression sur les organismes pour qu'ils s'ajustent en fonction des attentes de cette population.

Objectifs à court terme: continuer l'approche amorcée l'an dernier.

- Inventaire des besoins (Laprairie, St-Rémi) surtout au niveau santé/loisirs pour aboutir à des demandes de réforme des services existants/ou création de nouveaux services.

- Support aux comités (loisirs-santé), se servir de ces comités comme réseaux de pénétration pour rejoindre la population en général.

- Information:

  a) apprendre aux groupes du milieu à se servir des différents outils d'information existants et à en créer.

  b) rendre plus accessible à la population la connaissance et de là, l'utilisation des ressources du territoire.

     Brossard: la connaissance du milieu.

2) Identification de la démarche:

Par rapport à la grandeur du territoire:

- congruence des efforts à l'intérieur du SEA
- rencontres d'autocritique des organismes impliqués
- l'auto-organisation des réseaux
- la communication "milieu-SEA"

Par rapport aux organismes réseaux:

- Analyse des causes ayant engendré une situation conflictuelle.
- Rencontres d'autocritique entre les organismes réseaux.
- Cerner les feed-back négatifs et les comparer à ceux que le projet de communautarisation des services éducatifs d'aide personnelle tente d'éliminer.

Par rapport à l'Hôtel de Ville:

- Etablissement d'une stratégie dans le but d'amener l'Hôtel de Ville

à prendre position quant à l'utilisation des équipements sportifs de la polyvalente La Magdeleine.

Par rapport aux centres:

- Renseigner les formateurs d'adultes sur les objectifs SEAPAC et tenir compte de cette dimension dans le plan de développement pédagogique.

3) Déroulement du projet:

(d'après l'évaluation soumise par la CSR Lignery)

1) Le déroulement du travail d'animation communautaire en 1974

En 1973-74, le travail d'animation communautaire au SEA de la Régionale a été assumé par une personne à temps plein. Ce travail n'a débuté qu'une fois reçue l'acceptation définitive de notre projet 1973-74, c'est-à-dire en janvier 1974.

Dès lors, pour parler adéquatement de l'animation communautaire à la CSR Lignery, il me semblerait pertinent de dresser un calendrier décrivant les étapes de mon travail de janvier à juin 1974.

A) 3 janvier - 3 mars: Connaissance du milieu

Evidemment, l'an passé un travail de connaissance du milieu avait déjà été effectué. Cependant, cette répétition dans le travail n'est qu'apparente. En effet, l'an passé l'inventaire du milieu était plutôt dans le sens d'un déblayage: c'est-à-dire dresser une liste des différents groupes, organismes, institutions existant sur le territoire, clarifier leurs objectifs, leurs moyens d'actions et leur influence auprès de la population. Le travail de connaissance du milieu avait aussi consisté à dresser une liste des types de problèmes collectifs vécus dans le milieu et à mesurer l'importance relative de chacun de ces problèmes.

Avec ces acquis, la connaissance du milieu s'est poursuivie mais dans une perspective de préparation à l'action. L'idée sous-jacente est que pour développer une action en animation communautaire, il ne suffit pas de savoir que tel ou tel problème collectif se pose. Il faut aussi savoir comment il est perçu et assumé par les gens qui le vivent, afin de pouvoir développer une stratégie d'action adaptée à la population à qui on s'adresse.

Monique: "Je ne connaissais pas la population et les renseignements acquis l'année dernière n'étaient plus entièrement valables.
Quand on ne connaît pas la population, sa mentalité, on ne peut pas situer qui est l'interlocuteur. J'ai essayé de comprendre tranquillement qui c'était."

"Tant que je ne sais pas à qui j'ai affaire... je ne peux pas définir de stratégie."

En résumé, le travail de connaissance du milieu cette année servait à découvrir la mentalité des gens et à déceler des leaders dans le milieu.

Les moyens utilisés pour ce faire sont simples, chacun étant très limité mais formant un ensemble valable lorsqu'ils sont regroupés:

- Parcours du territoire: à partir d'éléments comme l'articulation du réseau routier, de l'organisation spatiale des villes, des différents types d'habitations privées, d'industries, de commerce, on obtient des renseignements sur la façon dont les gens vivent.

- Rencontre avec des
  - personnes du milieu
  - animateurs communautaires de la Rive-Sud.

- Lecture des journaux locaux et de la documentation acquise à SEAPAC.

B) Tentatives d'intervention

Dans le but de m'insérer dans le milieu comme animatrice communautaire, j'ai essayé d'utiliser des événements qui se produisaient dans le milieu:

a) Chantiers 74: c'est une période de réflexion intense, à l'échelle de la province, pour les catholiques qui veulent confronter leur foi avec des problèmes vécus dans la société. Cette année, les Chantiers 74 portaient sur la consommation. Selon la méthode de Chantiers, chaque paroisse, village ou ville se constitue des groupes de réflexion sur le thème proposé, et ce durant 6 semaines. Mon projet était de suivre un de ces

groupes afin qu'il y ait une continuité après ces 6 semaines; mais les gens étant déboussolés par l'ampleur du sujet proposé par Chantiers 74 ils n'ont pratiquement pas embarqué dans Chantiers 74; ce qui m'a empêché e de réaliser le projet entrevu.

b) Comités d'école: ayant rencontré quelques présidents de comités d'écoles comme informateurs, j'avais découvert que les Comités d'écoles étaient, cette année, confrontés à des problèmes communs (ex: le transport scolaire, le dossier cumulatif). Je leur avais proposé une première rencontre afin que l'on puisse clarifier les possibilités de réflexion et d'actions communes. L'offre n'a pas été retenue.

C) Intervention au niveau du transport en commun

En début mars, un nouvel événement s'est présenté qui m'offrait des possibilités d'intervention: le conseil municipal de Delson venait de mandater un de ses conseillers municipaux pour qu'il s'occupe du problème du transport en commun à Delson. Cette décision avait été prise à la suite de revendications faites par des citoyens de Delson auprès de leur Conseil de Ville.

Ayant offert ma collaboration à ce conseiller, nous avons fait un premier déblayage du terrain:

1) Delson est située dans le même réseau de service d'autobus que les villes de Candiac, La Prairie, Ste-Catherine, St-Constant. En conséquence, toute action en vue d'améliorer les services de transport en commun ne peut être tentée isolément par une de ces villes; il faut situer l'action au niveau de cinq (5) villes.

2) On connaît mal comment se pose le problème du transport en commun dans la région; d'où la nécessité de se donner un instrument qui nous apporterait l'information nécessaire pour entrevoir quelles solutions seraient adéquates. Cet instrument, c'est une enquête auprès de la population des cinq (5) villes.

Le partage des tâches s'est fait ainsi: le conseiller municipal se chargeait en premier lieu de sensibiliser les conseils municipaux des autres villes à la question et aussi d'entrer en con-

tact avec les deux compagnies de transport par autobus qui desservent le secteur. De mon côté, comme animatrice communautaire, je voyais à préparer un questionnaire d'enquête, à choisir le mode d'opération de cette enquête et à assurer une poursuite, une fois l'enquête terminée.

Le questionnaire d'enquête:

Peu à peu le travail s'est précisé. Le mode de distribution retenu consiste à envoyer par le courrier un questionnaire par famille, questionnaire que l'on retourne par la poste une fois qu'il est complété.

Le questionnaire vise surtout à préciser deux (2) dimensions:

a) L'utilisation qui est faite des services de transport en commun (i.e. autobus et train):

   - quand utilise-t-on l'autobus?
   - à quelle fréquence?
   - pour aller où?

b) Les insatisfactions ressenties face à l'organisation actuelle du transport en commun dans la région. En d'autres mots, quelles sont les lacunes du système (coût, horaires, trajets, temps de transport) et en quoi ces lacunes réduisent ou empêchent l'utilisation de ces services pour les résidents du secteur.

La mobilisation des citoyens:

Le questionnaire, étant considéré comme instrument pour en arriver à formuler une stratégie basée sur des informations scientifiques, l'étape suivante était de former un groupe de citoyens intéressés par la question.

A l'heure actuelle, le comité s'est réuni trois fois. Il regroupe des citoyens de trois des villes concernées. Il s'est défini comme un comité provisoire dont le but était:

1) De faire connaître l'enquête
2) D'en diffuser les résultats
3) De préparer des assemblées publiques où les citoyens, à la lumière des résultats, proposeront des solutions au problème.

Toute évaluation est impossible à l'heure actuelle car l'action est en cours:

11 - 18 juin:	Semaine où les gens répondent au questionnaire.
18 - 29 juin:	Traitement par informatique des données
30 juin:	Premier feed-back sommaire à la population par l'intermédiaire des média d'information locaux.
1er juillet - 10 août:	- Poursuite d'analyse (animatrice avec un sociologue).
	- Interruption des rencontres du comité pour vacances.
15 août:	Reprise des rencontres du comité provisoire afin:
	- d'approfondir l'analyse des résultats
	- de préparer les assemblées publiques pour septembre.

2) Le milieu d'intervention:

Après avoir procédé par élimination:

- le secteur rural puisqu'il y avait déjà un animateur de CSS qui travaillait à l'implantation d'un C.L.S.C. depuis déjà six mois dans la région de St-Rémi.

- le secteur santé (tel que présenté dans les objectifs à court terme du projet) à cause des ambiguïtés de l'implantation d'un C.L.S.C. dans la région et de l'implantation de deux cliniques médicales (Laprairie - St-Constant) qui a eu pour effet de réduire l'intérêt de la population dans le domaine de la santé.

- le secteur des loisirs de la Rive Sud (Conseil régional des loisirs) parce qu'il comptait parmi son personnel un animateur spécialisé dans le développement communautaire au niveau des loisirs: donc inutile d'intervenir.

Le choix d'intervention a été celui des nouvelles petites villes de banlieue de la partie ouest du territoire, c'est-à-dire St-Constant, Ste-Catherine et Delson.

Monique explique le rationnel de ce choix:

Les citoyens de ces trois (3) villes constituent une population réceptive à des actions de transformation de leur milieu. Et ceci d'abord parce qu'ils ont vécu dans un milieu urbain (l'Ile de Montréal pour la plupart) caractérisé par un développement avancé des services (Services de santé, de loisirs, de transport, etc.). Plongés dans un nouveau milieu où le développement de ces services reste à venir, ils ont un regard critique que n'a pas la population originale qui s'est adaptée depuis longtemps à un tel état de fait.

Mais ce désir de transformation du milieu s'accompagne aussi d'un désir de contrôler l'évolution du développement de leurs villes. C'est-à-dire que le développement ne devrait pas se faire de façon incontrôlée: par exemple, de définir des normes pour l'implantation des industries, et ce, même si la tentation est grande d'accepter n'importe quelle industrie afin d'augmenter les revenus de la ville.

Voilà donc pourquoi dans l'action que j'ai entreprise au niveau du transport en commun, je compte surtout sur les résidents de Delson, Ste-Catherine, St-Constant. Les possibilités de mobilisation sont bonnes et ce, même si l'idée de regroupement en vue d'améliorer une situation peut se traduire par une attitude revendicatrice qu'ils craignent être perçue comme négative.

Et Michel, en conclut au niveau des principes, en repensant à l'objectif à long terme tel qu'exprimé dans le projet (voir page 1):

Au niveau des principes:

Ici, enfin on retrouve une constante! Les principes que nous avions définis comme devant guider notre action en animation communautaire sont demeurés les mêmes. D'abord le droit de regard des citoyens sur les décisions qui influencent l'évolution de leur milieu de vie. Ensuite, la responsabilité de ces citoyens dans les actions qu'ils entreprennent.

Ce principe s'est traduit dans l'orientation qui a été donnée à l'intervention au niveau du transport en commun. La formation d'un comité de citoyens, la préparation d'assemblées publiques manifestent le désir d'impliquer non seulement les instances de pouvoir concernées (à savoir les conseils municipaux) mais aussi les citoyens qui font usage du transport en commun.

3) Réflexions sur l'animation communautaire: équipe SEAPAC de Lignery.

- L'animation communautaire n'est pas quelque chose qui se cédule:

"Moi, j'avais décidé de prendre mon temps. Je refusais l'échéance du 30 juin."

- L'animation, ce n'est pas nécessairement se lancer tout de suite dans des actions concrètes. Il faut d'abord s'ajuster au milieu, s'insérer: pour Monique, cette étape s'est traduite par un processus d'information écrite et orale: "processus de lancement de perche, de petites actions, de s'ouvrir des portes, rencontrer des personnes clefs."

- Dans l'action "Transport en commun" ce que je vise surtout, c'est la conscientisation du Conseil de Ville sur le problème de financement.

- Moi je travaille des deux bords: avec les citoyens et avec le Conseil de Ville.

- Ce que je considère important, c'est que les interventions deviennent pour des gens un apprentissage.

- "Souvent les choix des interventions ont un caractère très subjectif; j'appelle ces choix des "choix de tempérament" - exemple choisir de travailler au problème du transport en commun plutôt que de m'embarquer dans l'implantation des C.L.S.C."

  Chez Michel, il y a eu un changement par rapport à l'année dernière:

  "Il n'est pas nécessaire d'embarquer dans un processus de solution. Pour moi, c'est la différence avec mon style de l'an passé". Les actions peuvent se continuer dans le temps: elles ne doivent pas suivre la programmation technique d'un SEA.

- Dans un cheminement d'action communautaire où tu veux respecter le temps et les choses. A part de l'équipe SEAPAC, le reste du service accepte très difficilement que tu ne sois pas impliqué rapidement dans des actions concrètes. Il est très difficile de leur faire accepter que "ce ne sont pas toutes les choses qui passent qui sont bonnes par rapport aux objectifs de fond."

4) Suites du projet pour 1974-75:

1) Poursuivre l'intervention au niveau du transport en commun.

2) Autres interventions possibles:

a) action au niveau de la consommation:

- aider les familles intéressées à organiser un comptoir alimentaire à St-Constant.

- préparer des cours de formation à la coopération pour les participants du comptoir.

b) animation auprès des agriculteurs de la région de St-Rémi.

(10) LOUIS-FRECHETTE

1) Objectifs du projet 1973-74

2) Déroulement du projet

3) Evaluation du projet

4) Structure de gestion du projet

5) Suites du projet pour 1974-75

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE LOUIS-FRECHETTE

1) Objectifs du projet 1973-74:

Général: Offrir à un groupe de personnes en formation ou formées les moyens de mieux se structurer afin de se prévaloir pleinement des services communautaires existants et pour éventuellement s'engager sur un plan social.

Spécifiques:

1) Intensifier la vie de groupe de "Femmes chefs de famille": interrelations, support, entraide mutuelle.

   a) faire connaître au groupe les ressources sociales, culturelles et éducatives existantes;

   b) information sur les lois sociales, politiques, fédérales, etc...;

   c) favoriser l'accessibilité d'autres personnes défavorisées au groupe "Femmes chefs de famille".

2) Susciter par l'animation du milieu la formation de groupes autour d'un intérêt commun.

   a) exploration et inventaire des loisirs;

   b) structuration de groupes autour d'un intérêt commun;

   c) utilisation des ateliers de travail pour développer des aptitudes personnelles.

3) Développer une forme d'engagement à l'action sociale dans le milieu et permettre la prise en charge d'un certain nombre de services offerts à la population adulte.

   a) accès à l'information légale, scolaire et professionnelle;

b) humanisation des mécanismes d'accès aux diverses ressources sociales;

c) initiation d'autres personnes à se joindre au groupe.

4) Prévoir à l'aide du groupe les moyens d'assurer le développement et la continuité d'une action sociale entreprise dans le milieu.

2) Déroulement du projet:

1) Origines du projet:

Au niveau de la population de Lévis, un groupe de femmes séparées, divorcées ou veuves, avait déjà été regroupé par le Service familial de la Rive Sud. La personne responsable de l'action communautaire du SFRS avait commencé à les réunir, à leur donner du support, à quantifier leurs besoins. En 1973, la responsable nous rencontre. Elle savait que les SEAPAC pourraient apporter de l'aide au groupe. Plus tard elle nous a appelés pour qu'on l'aide pour le groupe de "Femmes chefs de famille". A partir de ce moment on a repensé les objectifs et surtout à partir des rencontres avec le SEAPAC provincial. On a décidé d'opérationaliser en deux étapes: d'abord qu'elles se regroupent et échangent entre elles et par la suite qu'elles s'engagent sur le plan social.

Il était important pour ces femmes, afin de se regrouper, d'avoir une formation de participation. Ces femmes ont besoin en outre de se récréer, de se former, de travailler dans le milieu, de passer leur temps. Il fallait toucher les problèmes qu'elles vivaient, leur insécurité personnelle, comment se sortir de cet état. Elles se tournaient toujours vers le Service familial de la Rive Sud. Maintenant, elles nous considèrent comme une ressource mais à un autre niveau. Ces gens-là vivaient avec des revenus insuffisants. Si elles gagnaient plus de $50.00 par mois on leur coupait le bien-être. Elles sont généralement de scolarité assez faible, endettées, ont une alimentation médiocre et des logements déficients. Elles souffrent d'un sentiment de dépendance et de marginalité. On a pensé que peut être notre projet accentuerait ces

tendances. Pour y remédier on tente d'introduire des personnes d'autres milieux. On a conçu le projet pour que les gens s'en sortent par eux-mêmes quitte à leur donner du support mais pas du support paternaliste.

2) Premier volet du projet: démarche de prise en charge

Après une première étape d'information auprès des membres de l'Association des Femmes chefs de famille sur les objectifs poursuivis par le projet, un sondage a été effectué pour discerner les besoins. La compilation et l'analyse des résultats ont abouti à la mise sur pied de cinq ateliers: bricolage, couture, cuisine, tricot et gymnastique. On a demandé qui voulait être animateur dans les ateliers et/ou organiser pour celles-ci des rencontres de formation en animation de groupes. On a appelé cela de la formation de façon bien simple et pour ne pas les écraser. En plus, il s'agissait d'exercices pour type d'animation de groupe pour dégager les attitudes et comportements d'animateurs. On ne visait pas de formation professionnelle. Les animateurs étaient intéressés parce qu'ils s'ouvraient sur une nouvelle dimension. Au lieu d'être centrées sur leurs problèmes elles pensent à autre chose et font autre chose.

Pour les aider à s'organiser, elles ont maintenant un centre bien à eux où elles peuvent travailler ensemble sans problème.

Les responsables du projet dans le but d'évaluer l'impact des activités ont tenu un compte de la participation aux ateliers:

Ateliers	Fréquence des réunions	Présences
bricolage	34	310
couture	9	96
cuisine	8	24
tricot	3	15
gymnastique	12	52

Pour les responsables, ces résultats sont encourageants compte tenu du peu de temps d'existence du projet.

3) Deuxième volet du projet: offrir des services à la population

En outre des ateliers démontrés plus haut, on se gardait un moment par semaine pour rencontrer des personnes ressources. Il y a eu une vingtaine de rencontres à date. C'est un processus de formation et d'information qui a débouché sur un groupe de personnes intéressées à donner de l'information au téléphone. Ces activités ont donné lieu à la formation de deux types d'ateliers d'apprentissage: un atelier de formation des agents d'information (étude des attitudes et comportements au téléphone ou en entrevue; étude des rôles de l'agent d'information et de quelques techniques d'aide personnelle); et des ateliers de formation sur le contenu des lois (ex: la Loi d'aide sociale: un groupe étudie la Loi et un autre prépare des questions). Ces activités font sortir les dames de leurs problèmes et leur goût de l'information se développe tranquillement.

Pour les rencontres avec les personnes ressources, les responsables ont également tenu un compte de la participation.

Sujets traités	Présences
- Le Service d'entraide de la Rive Sud	8
- Le Service familial de la Rive Sud	12
- La Loi d'aide juridique	10
- La Loi d'aide sociale	11
- La Loi sur les services sociaux	12
- Les ressources pour les personnes agées	8
- Les ressources pour les filles-mères	8
- La Commission d'assurance-chômage	8

A un moment donné on croit que ce service d'information pourrait devenir un centre de référence pour toute la population.

3) Evaluation du projet:

Pour les responsables du projet chacune des activités est à la fois une fin en soi et un moyen. C'était d'abord un besoin de répondre en terme de service d'information ou d'ateliers divers, mais c'est aussi un moyen de rejoindre les gens. Le changement produit chez ces gens est difficile à percevoir mais est réel. Au point de vue intérêt il y a des indices. L'intérêt qu'a suscité le centre permet aux femmes de reprendre confiance en elles. Ca prouve que c'est très important et que le projet continue. Il s'agit d'un changement très long. Ces personnes sont "poignées" mais des gens à l'intérieur du groupe ont de bonnes chances d'améliorer leurs conditions de vie, de changer leurs schèmes mentaux.

Celles qui sont allées plus loin (une quinzaine environ) sont des leaders au point de vue de l'information et au niveau des ateliers. Déjà émerge l'idée que les ateliers de bricolage deviennent rentables. Il y en a qui voient en avant. Sur le plan social cela représente quelque chose pour les animateurs ou responsables d'être en charge de quelque chose, d'exercer un rôle social. Ca leur donne un peu de pouvoir.

Eventuellement notre rôle pourrait être surtout de support financier mais pour le moment il y a encore un rôle d'organisation communautaire à jouer. Elles ont besoin du support de personnes ressources.

Difficultés rencontrées:

- difficultés de se situer par rapport au Service familial de la Rive Sud quant au rôle à jouer par chacun des organismes;
- problème des femmes chefs de famille de sortir des difficultés personnelles pour oeuvrer au niveau d'un groupe;
- difficultés de concilier des responsabilités familiales avec des fonctions identifiées à l'intérieur du projet (transport, gardiennes, budgets limités);
- difficultés de vaincre les préjugés entre les membres des Femmes chefs de famille et leur entourage.

4) Structure de gestion du projet:

En outre de la liaison directe du responsable de projet au responsable SEAPAC, le projet est géré par le Conseil consultatif du projet formé d'un représentant du Service familial de la Rive Sud, de trois représentantes de Femmes chefs de famille, de deux coordonnatrices du projet et du responsable du projet. Les décisions se prennent là: l'orientation du projet, le déroulement, la continuité.

Un comité d'organisation formé des animateurs des ateliers se réunit à l'occasion pour régler les problèmes d'organisation, les détails matériels.

Le responsable du projet s'est adjoint en outre deux coordonnatrices, l'une pour la comptabilité et l'autre pour récupérer les présences et régler les problèmes matériels du local.

Enfin, existe une responsable de l'information qui s'assure des présences continues pour faire de l'information au local et une adjointe qui s'occupe des conférences avec les personnes ressources.

Le responsable du projet assiste au comité consultatif dont il redige les procès-verbaux, travaille avec les animatrices, les coordonnatrices. Il est toujours aux ateliers d'information.

"Autant que possible je leur donne des responsabilités. Je leur fais confiance. Je suis plus une personne ressource qu'une aide. Il y a toujours une personne responsable de chaque groupe. Le travail se fait par eux. Je leur donne l'encadrement. C'est le "fun" de voir le changement de certaines personnes dans un tel cadre.

5) Suites du projet pour 1974-75:

1. Consolider les actions entreprises auprès des Femmes chefs de famille.

2. Utiliser les ateliers de travail avec médium d'animation pour développer des habiletés et favoriser de nouveaux apprentissages en terme d'attitudes de comportements.

3. Favoriser à d'autres personnes défavorisées de la région la possibilité de s'intégrer aux diverses activités du projet en utilisant les membres déjà engagés comme ressources.

4. Améliorer le service d'information et de référence à la population de la région.

Les cibles visées, en plus des Femmes chefs de famille, sont les petits salariés, assistés sociaux, personnes âgées, etc... de la région de Lévis.

(11) COTE-NORD:

1) Objectifs du projet 1973-74.

2) Déroulement du projet.

3) SEAPAC Côte-Nord: démarche intégrée d'insertion dans le milieu.

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DE LA COTE-NORD

1) Objectifs du projet 1973-74

1) S'insérer dans le milieu des 18-25 ans

a) contacter les 18-25 ans

b) identifier les leaders

c) utiliser les leaders comme multiplicateurs

2) Regrouper en ateliers de discussions hétérogènes

a) amener chacun de ces groupes à s'ouvrir sur leurs problèmes

b) les faire s'exprimer

3) Entreprendre une démarche de solution de problèmes

a) définir le problème

b) évaluer les solutions possibles

c) prendre une décision

4) Promouvoir l'organisation de l'action

a) voir les ressources dans le groupe

b) se retirer à mesure que le groupe se prend en main.

2) Déroulement du projet

a) Insertion dans le milieu: la démarche était double soit se faire connaître dans le milieu et connaître le milieu. Les contacts se sont faits par les réseaux informels connus des animateurs: gangs dans les tavernes, contacts individuels, rencontres sociales de fin de semaine, etc... Ils ont d'abord dû s'établir une crédibilité du fait de travailler pour une commission scolaire.

Leurs contacts dans le milieu les a amenés à établir un portrait des drop-outs qu'ils ont ensuite tenté de soumettre à un groupe de discussions:

Exemple: types de drop-outs

- déconnecté: présence physique à l'école mais vie privée intense sans vie publique
- transit : prend un break de l'école ou du travail
- straight : va pas plus loin que l'establishment et l'immédiat
- marginal : veut rien savoir mais va profiter de certaines choses dans la société
- foireux : toujours sur la go
- l'intellect:
- l'assisté social:
- rocker : le gars qui fait ben du bruit avec son bicycle.

Il semble que la démarche par contact individuel ait été au départ plus fructueuse que de vouloir susciter des démarches de groupe dont les "18-25" ne voyaient pas l'utilité. Enfin, c'est davantage auprès des "18-25" chômeurs que des travailleurs que le contact a été réussi.

b) Regrouper les gens en ateliers de discussion:

Ces contacts ont quand même suscité graduellement la formation de groupes de discussion d'où il ressort que les problèmes rencontrés sont davantage des problèmes de loisirs que des problèmes inhérents au travail ou à leur situation de "18-25" ou de drop-out.

c) Démarche de solution de problème:

A cet égard les services jugés les plus utiles par les animateurs ont été la mise en relation, la diffusion de l'information, l'utilisation des réseaux informels de ces "18-25" pour faire connaître les services offerts par la C.S.R. notamment son centre Eurêka.

Voici d'ailleurs ce qu'en disent les animateurs:

"Voyant les possibilités c'est-à-dire les services possibles mis

à leur disposition, une réaction franchement vive s'est produite de la part des drop-outs. Ce que nous pensons, c'est qu'en leur donnant l'information sur les possibilités, nous avons connecté des gens à des services, moyens et outils offerts à la population. Tenant compte que nous avons touché une certaine élite de la population, nous nous permettons d'entrevoir dans le futur ces mêmes personnes amenant des gens à s'autodéterminer face à leurs besoins. Par l'information, ils se sont découvert un goût de s'organiser. Il est difficile d'évaluer le taux d'impact étant donné que les réactions n'en sont qu'à leur début".

Cela les amène à conclure qu'une suite efficace à leur action serait d'intégrer dans un même processus l'action communautaire et le Centre Euréka d'aide pédagogique et d'information. "Ce serait des animateurs au sein d'Euréka qui s'infiltreraient dans le milieu en tant qu'informateurs, mais aussi et surtout pour discerner les besoins des gens face aux possibilités offertes par Euréka ".

3) SEAPAC Côte-Nord: démarche intégrée d'insertion dans le milieu

Un tel aboutissement du projet d'animation communautaire ne serait pas compréhensible et d'autre part on ne rendrait pas justice à l'ensemble de l'équipe SEAPAC de la Côte-Nord si on ne tentait pas de situer l'ensemble des efforts entrepris pour mieux adapter les services offerts à la population tant OUT que IN.

Nous avons été frappés lors de notre visite par le souci des SEAPAC Côte-Nord de diversifier leurs batteries de moyens d'intervention et d'intégrer en même temps dans une même philosophie et stratégie l'ensemble de ces efforts. Leur stratégie d'intervention s'articule en effet autour de trois pôles: l'Animation communautaire, l'Animation de vie étudiante et le Centre d'aide pédagogique Euréka.

a) l'Animation de vie étudiante: les SEAPAC Côte-Nord ont expérimenté cette année une nouvelle formule d'animation de vie étudiante. Après avoir tenté d'abord l'expérience de libérer trois heures/semaine d'activités au moment du choix de chaque étudiant ils en sont venus à libérer trois heures tous les mercredis soirs en offrant aux étudiants plusieurs activités variées. Cette formule s'est avérée, semble-t-il, plus efficace que la précédente et elle a donné lieu à une plus grande participation. Les ateliers ou groupes d'activités sont assez diversifiés allant d'ateliers de peinture, musique, expression corporelle à des ateliers de relations humaines journal étudiant et conseil étudiant. Nous avons pu constater la participation des étudiants à ces activités et leur intérêt. Bien que composées en majeure partie de jeunes et de femmes, les activités répondent certainement à un besoin puis-

que les étudiants du Centre de formation professionnelle cherchent à s'y intégrer.

L'animation de vie étudiante est assumée par un animateur de vie étudiante des cours du jour. Il est assisté d'un psychologue chargé des cours de relations humaines et d'une pléiade de personnes-ressources provenant soit du milieu étudiant ou du milieu.

La participation la plus élevée provient des étudiants ayant suivi les cours de relations humaines. Tant et si bien qu'au moment de notre visite on étudiait sérieusement la possibilité d'employer un conseiller en relations humaines à plein temps pour 1974-75. Ses rôles étaient envisagés comme suit:

1) niveau scolaire : - organiser des sessions pour les formateurs d'adultes
- entraîner des gens des autres centres à donner des sessions de relations humaines
- étendre les relations humaines au secteur de formation professionnelle

2) animation des centres : - animer des groupes d'autres centres de formation que Baie Comeau pour leur confier après sensibilisation la responsabilité de l'organisation d'activités étudiantes à partir de ressources de leur milieu

3) animation communautaire: - counseling et formation des personnes-ressources du Centre Euréka
- expert conseil auprès d'organismes et sur demande
- organiser des sessions de perfectionnement pour les gens qui s'occupent d'organismes locaux
- renforcer les groupements déjà en place en leur apprenant les rudiments du travail en groupe.

b) Le Centre Euréka d'aide pédagogique:

Après avoir constaté que malgré le souci du S.E.A. de se définir en fonction de l'adulte trop de normes favorisent l'apprentissage de groupe par les cours, la C.S.R. a élaboré le projet du Centre de dépannage pédagogique Euréka dans le but d'accueillir toutes les dimensions d'un projet éducatif d'une personne ou d'un petit groupe.

Objectifs généraux du Centre Euréka:

1) Permettre à l'adulte de trouver une réponse à des besoins particuliers de formation et d'information.

2) Assurer une présence continue et plus adéquate du S.E.A. dans le milieu.

Objectifs spécifiques du Centre Euréka:

1) Accueillir les questions d'un adulte en formation scolaire, professionnelle et socioculturelle et lui fournir les clés nécessaires pour trouver ses réponses.

2) Faciliter l'accès aux services d'aide personnelle.

3) Fournir le support pédagogique aux autodidactes et aux adultes inscrits aux cours par correspondance.

4) Procurer aux adultes la possibilité d'acquérir les habiletés manuelles spécifiques en vue d'un dépannage immédiat.

5) Permettre le recyclage individuel dans une matière spécifique.

6) Centraliser les informations sur l'éventail des personnes-ressources et établir le contact entre le client et la personne-ressource.

Moyens utilisés au Centre Euréka:

1) Une personne qui accueille - sur place
- au téléphone
- par correspondance

2) Fichier de personnes-ressources

3) Bibliothèque et matériel didactique

4) Service de consultants

5) Batteries de tests et banques d'examens

6) Etc...

c) Un projet d'animation communautaire pour 1974-75:

Les objectifs d'animation du milieu que se propose la C.S.R. Côte-Nord pour 1974-75 indiquent la façon dont sont intégrées leurs dif-

férentes interventions:

1) Connecter des individus ayant des besoins éducatifs au Centre Euréka.

2) Susciter la création de groupes d'autoformation.

3) Etablir la liaison entre le Centre Euréka et les organismes et associations de la région.

4) Répondre aux besoins de consultation ou de formation des organismes.

Si le Centre Euréka s'adresse à la population, certaines interventions s'adresseront à des populations déterminées: femmes seules, 18-25 ans, etc...

(12) LAPOINTE:

1) Objectifs du projet 1973-74.

2) Identification de la démarche.

3) Rencontre avec les responsables du projet.

4) Comment se situe la C.S.R. face au projet.

5) Objectifs du projet 1974-75

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DE LAPOINTE.

1) Objectifs du projet d'Animation communautaire 1973-74:

Général 1- Regrouper les organismes d'éducation et d'animation populaire autour d'un projet de radio communautaire axé sur l'animation et l'avancement du milieu.

Spécifiques 2- Etude des besoins du milieu dans les différents secteurs de l'éducation et de l'animation.

3- Fournir aux groupes d'action communautaire un médium de pénétration du milieu.

4- Sensibiliser ces groupes à l'utilisation d'une radio communautaire comme moyen d'éducation et d'animation de masse.

5- Amener la population à prendre en main son moyen d'expression et de formation.

6- Voir à la mise sur pied d'un groupe responsable qui verra à l'implantation et au fonctionnement d'une radio communautaire éducative:

a) travailler à l'élaboration d'une programmation adéquate, c'est-à-dire répondre aux besoins d'ordre éducatif.

b) participation de la population au développement du milieu.

2) Identification de la démarche:

Travail de recherche et d'animation:

1. Rencontres avec les organismes:

- connaître leurs objectifs particuliers,
- connaître leur travail d'éducation et d'animation,
- connaître le type de leur clientèle,
- voir comment ils conçoivent une radio communautaire et leur participation.

2. Rencontres avec des individus à l'intérieur de groupes au cours de soirées d'animation:

   - faire une analyse de leurs besoins propres sur le plan éducatif,

   - voir comment on peut mettre des groupes et des individus en interaction,

   - voir comment on peut mettre sur pied des mécanismes de participation de la population au développement et à l'animation du milieu,

   - comment chacun voit sa participation.

3. Mise sur pied d'un organisme d'implantation de la radio communautaire:

   - après les rencontres ci-haut mentionnées réunir les représentants des organismes intéressés en vue de former une coopérative de radio M.F. éducative.

3) Rencontre avec les responsables du projet:

La rencontre avec les responsables du projet fut relativement brève. Le moment le plus important d'observation fut d'assister à une rencontre publique en soirée de tous les organismes intéressés à implanter une radio communautaire et à promouvoir un comité provisoire d'implantation.

1. Origines du projet: En février 1973, un cours de cinq personnes intéressées à l'implantation d'une radio communautaire M.F. s'est formé. Ce comité a fait une première étude sur la situation des média dans la région. Le projet a été subventionné par Perspectives Jeunesse. A l'automne, le comité de Jonquière a rédigé un projet de consultation des organismes et d'étude des besoins en vue de l'implantation de la radio communautaire. Ce projet a été présenté au responsable SEAPAC de la CSR Lapointe. Le projet a été présenté à la DGEA qui a accordé une subvention de $ 11,000.00 pour la réalisation de ce projet d'animation communautaire.

2. Structures de gestion: Le projet, s'il est soutenu administrativement par le SEAPAC de Lapointe est géré par un comité formé des promoteurs initiaux du projet auquel s'est adjoint le responsable SEAPAC de la CSR Lapointe.

3. Déroulement du projet: Le projet a donné lieu à la rencontre de 60 organismes répartis comme suit:

- organismes populaires 15

- groupes organisés (syndicats, caisse populaire, etc...) 26

- organismes éducatifs 19

La stratégie de consultation s'est développée en deux mouvements: la rencontre de 60 responsables d'organismes pour préciser les rôles, aspirations et intérêts face à la radio communautaire et 40 rencontres de groupe pour l'information et la sensibilisation de participants éventuels et pour passer plus loin la réflexion sur les besoins ne pourrait combler la naissance d'une radio communautaire.

Les résultats de l'enquête ont été compilés par les permanents du projet et portés à la connaissance du public à l'occasion de la réunion public du 12 juin 1974 convoquée pour présenter les résultats de l'enquête et pour la mise sur pied d'un comité provisoire d'implantation. Ces résultats ont été regroupés autour de deux hypothèses:

a) La radio communautaire est un besoin pour le milieu.

Résultats:

1. Oui c'est un besoin: 27
2. C'est plus ou moin un besoin: 5
3. Non ce n'est pas un besoin: 5
4. Incomplet: 3

1. Arguments des organismes favorables:

- pratiques pour les intérêts des organismes: (coût élevé des média actuels, lien entre organismes, etc...) 4

- critiques des média actuels (intérêts privés et dominants, sensationalisme, pauvreté culturelle) 5

- outil de changements culturel et social (moyen d'animation, de participation, de créativité, etc...) 9

2. Arguments des organismes incertains ou défavorables:

- arguments se rapportant à la structure

de gestion et aux rapports entre organismes. 6

- argumen. se rapportant aux priorités de développement (priorité plus importante, T.V. communautaire plutôt que radio). 2

- arguments se rapportant à l'incertitude quant à la partie communautaire du projet. 2

- arguments de réserve quant à la duplication et à la qualité. 2

b) Les groupes du milieu veulent participer à la radio communautaire:

Résultats:

a) par rapport au financement:

- oui: 11
- plus ou moins: 21 (organismes qui désirent consulter leurs membres avant)
- non: 8

b) par rapport à la programmation:

- oui: 34
- plus ou moins: 2
- non: 4

c) types de participation à la programmation:

- Musique 3
- Information: + publicité 2
  + service 16
  + échanges 3
  + dossiers 7
  + sport 2 30
- Education (cours, conférences): 17

Avec la convocation d'une assemblée publique et l'élection d'un comité provisoire d'implantation se terminait formellement le projet pour cette année. On verra plus loin, les suites à l'action de cette année que le SEAPAC de la CSR Lapointe entend donner en 1974-75.

L'assemblée publique s'est déroulée en trois temps. Les responsables du projet ont d'abord présenté les résultats de leur enquête - consultation. Les participants se sont ensuite regroupés

en ateliers (participation, financement, programmation) pour approfondir différents aspects du projet. Enfin, les participants se sont regroupés en plénière pour faire rapport de leurs discussions en atelier et pour élire un comité provisoire d'implantation.

Le document de travail distribué pour les ateliers donne une idée du type de préoccupations qu'ont voulu dégager les responsables du projet.

1) Atelier de participation:

+ Egalité de participation entrevue de
  - temps d'antenne
  - financement
  - structure à l'intérieur de l'organisme
  - structure du poste: assemblée générale comité de programmation réunions d'auditeurs

+ Participation en terme d'implantation.

2) Atelier de financement:

+ Souscriptions:
  - individuelles
  - d'organismes
  - temps d'antenne conséquent
  - les montants

+ Publicité:
  - pourcentage
  - code

+ Commanditaires:
  - modalité face aux organismes ce qui concerne la vente de temps d'antenne.

3) Atelier de programmation:

a) le mandat du comité de programmation.
b) le nombre d'heures d'antenne par jour.
c) la cote d'écoute:
  - importance
  - le poste n'est pas là pour se battre à la cote d'écoute
  - le poste est là pour être accessible à tous.
d) temps d'antenne réservée:
  - pour la publicité
  - sur les dossiers préparés par

des groupements
- les problèmes en général.

e) quelle pourrait être la programmation:
- musicale
- information
- éducation.

J'ai assisté aux discussions de l'atelier de participation. De ces discussions, on retire l'impression que le processus d'information - sensibilisation amorcé par la consultation est loin d'être terminé. Avant de s'engager davantage bien des représentants d'organisme voudraient s'informer, profiter de ce moment de répit pour se situer. La discussion a oscillé constamment entre les thèmes de fond (qu'est-ce qu'une radio communautaire? la participation?) et les processus immédiats d'action (participation à la gestion, aux décisions, à la programmation). La radio actuellement existante est catégoriée en deux types: la radio commerciale qui diffuse des émissions à contenu abrutissant et est contrôlé par des intérêts privés dont les intérêts diffèrent des intérêts de la population et Radio-Canada dont la programmation est de qualité mais réalisée par des professionnels et peu accessible aux gens. Enfin, ces réseaux existants sont fermés aux organismes. Ils ne peuvent bénéficier d'un temps d'antenne adéquat. Plusieurs participants voient dans le projet de radio communautaire un moyen pour leur organisme de communiquer avec le public et s'identifient avec la population. D'autres paraissent soucieux de rendre la radio accessible aussi bien aux individus qu'aux organismes ou groupes plus structurés mais au niveau des moyens et des processus la discussion s'épuise rapidement.

Quelques participants tentent d'amener les autres participants à définir un processus par lequel les problèmes de participation seraient mieux définis mais cela ne donne lieu à rien de précis. Les participants soulignent à nouveau leurs besoins d'information et de sensibilisation.

4. Comment se situe la CSR face au projet:

La CSR s'est située face au projet comme un support administratif et financier du processus conduisant à la formation du comité provisoire d'implantation. La CSR n'entend pas prendre le "leadership de l'implantation d'un tel projet". Une fois le comité d'implantation formé, le projet devra voler de ses propres ailes. Ainsi donc, pour l'année 1973-74, c'est par un autre biais que la CSR entend apporter son appui au projet de radio communautaire.

5. Objectifs du projet 1974-75:

En attendant que la radio communautaire existe réellement, beau-

coup de besoins prioritaires peuvent obtenir une solution immédiate en utilisant du temps d'antenne des radios M.F. existantes. La CSR voudrait donc "mettre sur pied une équipe d'animateurs, de personnes ressources et de spécialistes afin d'aider les groupes à prendre en main leurs projets éducatifs, les aider à les exprimer et les préparer pour exprimer ces besoins d'ordre éducatif sur les ondes d'une radio M.F. (existante) et qui deviendrait, par ces interventions, une radio partiellement communautaire et éducative". Ce travail se ferait en collaboration avec les groupes d'action communautaire déjà impliqués dans le projet de radio M.F. communautaire.